



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 FÉVRIER 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 7th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiv-

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
20991 — 1-52

ing notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notice, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N.B.— The figures at the bottom of notice have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
20991 — 1-52

Lettres patentes

Albert Giguère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province des lettres patentes, en date du neuf janvier 1948, constituant en corporation: Albert Giguère, manufacturier, demeurant en la ville de Chutes Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières, Jean Racicot, notaire, et Monique Viau, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce de marchands de bois, sous le nom de "Albert Giguère Ltée", avec un capital de \$150,000, divisé en 1,000 actions privilégiées de \$50 chacune, et 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Letters Patent

Albert Giguère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1948, incorporating: Albert Giguère, manufacturer, residing in the town of Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières, Jean Racicot, notary, and Monique Viau, secretary, both of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lumber merchants in all lines of same, under the name of "Albert Giguère Ltée", with a capital stock of \$150,000, divided into 1,000 preferred shares of \$50 each, and 2,000 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Association de Citoyens pour entretien des chemins d'hiver de St-Basile-le-Grand, Cté Chambly

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Préfontaine, cultivateur, Arthur Lestage, garagiste, Léonidas Chaussé, électricien, Gabriel Rolland, jardinier, et Émile-J. Taillon, comptable, tous de Saint-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Le droit d'entretenir des chemins d'hiver à St-Basile-le-Grand et les environs, dans le comté de Chambly, sous le nom de "Association de Citoyens pour entretien des chemins d'hiver de St-Basile-le-Grand, Cté Chambly".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Avery-Fortin Ltée
Avery-Fortin Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1948, constituant en corporation: Georges Avery, courtier en assurances, Wilfrid-Armand Fortin, commerçant, Roméo-Paul-Omer Robert, agent d'affaires et Clément Fortin, comptable, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des magasins généraux ou à rayons, sous le nom de "Avery-Fortin Ltée—Avery-Fortin Ltd.", avec un capital de \$99,000, divisé en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune et 4,900 actions communes de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Blondeau & Durand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1948, constituant en corporation: June Kirlin, secrétaire, fille majeure, Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, Virginia Mires, réceptionniste, fille majeure, et Sylvia Myers, teneuse de livres, fille majeure, toutes de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, utiliser ou autrement faire le commerce d'immeubles ou d'intérêts en iceux, et de bâtisses ou autres constructions dessus érigées, concessions forestières, pouvoirs hydrauliques et autres et de propriétés immobilières de toutes sortes et descriptions et des droits sur ces propriétés, sous le nom de "Blondeau & Durand Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300

Association de Citoyens pour entretien des chemins d'hiver de St-Basile-le-Grand, Cté Chambly

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Albert Préfontaine, farmer, Arthur Lestage, garage keeper, Léonidas Chaussé, electrician, Gabriel Rolland, gardener, and Émile J. Taillon, accountant, all of Saint-Basile-le-Grand, judicial district of Montreal, for the following purposes:

The right to maintain winter roads at St-Basile-le-Grand and its environs, in the county of Chambly, under the name of "Association de Citoyens pour entretien des chemins d'hiver de St-Basile-le-Grand, Cté Chambly".

The amount to which the immovable property (or the annual revenue therefrom) which the corporation may possess is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at St-Basile-le-Grand, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Avery-Fortin Ltée
Avery-Fortin Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1948, incorporating: George Avery, insurance broker, Wilfrid-Armand Fortin, trader, Roméo-Paul-Omer Robert, business agent, and Clément Fortin, accountant, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To operate one or more general or departmental stores, under the name of "Avery-Fortin Ltée—Avery-Fortin Ltd.", with a capital stock of \$99,000, divided into 5,000 preferred shares of \$10 each and 4,900 common shares of \$10 each. The number of shareholders will be limited to twenty.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Blondeau & Durand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1948, incorporating: June Kirlin, secretary, spinster, Celia Cohen secretary, spinster, Virginia Mires, receptionist, spinster, and Sylvia Myers, bookkeeper, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, use or otherwise deal with real estate or interests therein, and buildings or other structures thereon erected, timber limits, water and other powers, and immoveable property of all kinds and descriptions and rights in such property, under the name of "Blondeau & Durand Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares having a par value of

actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

B & G Sportswear Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1948, constituant en corporation: Samuel Golt, Louis Bass, marchands, et Sylvia Golt, ménagère, épouse séparée de biens de Samuel Golt et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire et vendre des vêtements et habits de toute sorte et description pour femmes, hommes et filles, marchandises sèches, sous le nom de "B & G Sportswear Mfg. Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1465 rue Metcalfe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Cameo Theatre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du, quatorze janvier 1948, constituant en corporation: Antonios Gapandritis, gérant, James Robertson, comptable, et Joseph-André Laplante, gérant, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et assumer, comme "entreprise en opération", le commerce actuellement exercé en la cité de Montréal, province de Québec, sous la raison sociale de "Cameo Theatre";

Ériger, construire, posséder, louer, prendre à bail et exploiter des théâtres, cinémas, vaudeville et autres formes de lieux d'amusements et en général assumer toute autre forme de commerce ayant pour but la distraction et l'amusement du public, sous le nom de "Cameo Theatre Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

C. H. Malis Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1948, constituant en corporation: Charles H. Malis, chauffeur de taxi, Bernard Diamond et Louis Orenstein, avocats, tous

\$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

B & G Sportswear Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1948, incorporating: Samuel Golt, Louis Bass, merchants, and Sylvia Golt, housewife, wife separate as to property of Samuel Golt and duly authorized by him for the purposes of these presents, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce and sell ladies', men's and girls' clothing and garments of every kind and description, dry goods, under the name of B & G Sportswear Mfg. Co. Ltd., with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1465, Metcalfe St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Cameo Theatre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1948, incorporating: Antonios Capandritis, manager, James Robertson, accountant, and Joseph-André Laplante, manager, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over, as a "going concern", the business now carried on, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, under the firm and style of "Cameo Theatre";

To erect, construct, own, lease, hire and operate theatres, moving picture theatres, vaudeville and other forms of amusement houses and generally to carry on any manner of business having for its object the entertainment or amusement of the public, under the name of "Cameo Theatre Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

C. H. Malis Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1948, incorporating: Charles H. Malis, taxi-operator, Bernard Diamond and Louis Orenstein, advocates, all of the city of Montreal

de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'automobiles et véhicules moteurs, et exercer généralement le commerce de voiturier privé pour le transport de personnes, articles, effets et marchandises, sous le nom de "C. H. Malis Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le bureau chef de la compagnie sera à 4941 avenue Dornal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ciné Films of America Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1948, constituant en corporation: Stanley Stanger, officier de compagnie de fiducie, de Hampstead, Ralph C. Tees, officier de compagnie de fiducie, et Marcel Cordeau, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pellicules, vues, photographies, plaques; dispositifs photographiques et cinématographiques, appareils photographiques, appareils, équipement, fournitures et machinerie, sous le nom de "Ciné Films of America Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

C. Mirault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1948, constituant en corporation: Clovis Mirault, bijoutier, Rolland Savard, horloger et Anatole Mirault, hôtelier, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bijouterie, horlogerie, orfèvrerie y compris les réparations sous le nom de "C. Mirault Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1119, Sainte-Catherine E. t., Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dave Gilman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1948, constituant en corporation: Dave Gilman, manufacturier, Louis Goodman, manufacturier, et Samuel Stein, procureur, tous

judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all sorts of automobiles and motor vehicles, and to carry on generally the business of private carriers for hire of persons, goods, wares and merchandise, under the name of "C. H. Malis Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4941 Dornal Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ciné Films of America Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1948, incorporating: Stanley Stanger, trust company officer, of Hampstead, Ralph C. Tees, trust company officer, and Marcel Cordeau, advocate, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in films, pictures, photographs, plates; photographic and moving picture devices, cameras, apparatus, equipment, supplies and machinery under the name of "Ciné Films of America Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

C. Mirault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1948, incorporating: Clovis Mirault, jeweller, Rolland Savard, clockmaker, and Anatole Mirault, hotel keeper, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jeweller, clock-maker, goldsmith, including repair work, under the name of "C. Mirault Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1119 Sainte Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Dave Gilman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1948, incorporating: Dave Gilman, manufacturer, Louis Goodman, manufacturer, and Samuel Stein, barrister, all of the city of

de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce de vêtements pour femmes, hommes et garçons;

Exercer le commerce général d'une compagnie construction et d'entrepreneurs, sous le nom de "Dave Gilman Inc." avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Eastern Investors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1948, constituant en corporation: Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, avocats, et Norma Ornstein Layman, sténographe, épouse séparée de biens de David Layman et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie de placement sous le nom de "Eastern Investors Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Emile Como Tailleur Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1948, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en loi du Roi, Marie-Paule Hudon et Françoise Gagnon, secrétaires, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers d'habits et vêtements de toutes sortes, tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, fourreurs, gantiers, marchands de soieries, coton, drap, dentelles, merciers, fabricants de portemanteaux et confectionneurs en général, sous le nom de "Emile Como Tailleur Ltée", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Fossils Club of Montreal, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1948, constituant en corporation sans capital-actions: William Maxwell Ford,

Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in women's, men's and boys' wearing apparel;

To carry on the business of a general construction and contracting company, under the name of "Dave Gilman Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Eastern Investors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1948, incorporating: Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, advocates, and Norma Ornstein Layman, stenographer, wife separate as to property of David Layman and duly authorized by him for these presents, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Eastern Investors Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Emile Como Tailleur Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1948, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Marie Paule Hudon and Françoise Gagnon, secretaries, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, gloves, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters, under the name of "Emile Como Tailleur Ltée", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Fossils Club of Montreal, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1948, incorporating without share capital: William Maxwell Ford, Barrister &

avocat et procureur, Leonard Martin, ingénieur, Leeds Maclear Nelson, comptable agréé, W. Phillips Wilson, surveillant, James B. D. Barrett, courtier, Edward Francis Hearn, courtier en assurances, et Edward W. Hughes, vendeur, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer par principe et exemple, des citoyens intelligents, agressifs et serviables parmi la jeunesse et les garçons infortunés, sous le nom de "Fossils Club of Montreal, Inc."

Le montant auquel est limité la valeur des (ou le revenu annuel des) biens immobiliers que la compagnie peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Fur Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1948, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, C.R., avocat, Michael C. Herman, avocat, et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de marchands de fourrures et peaux brutes et préparées; drap et cotonnades en général, nouveautés, articles en cuir, habits et vêtements de toute description, sous le nom de "Fur Products Inc." avec un capital de \$12,000 divisé en 120 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Gailmar Interests Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1948, constituant en corporation: Louis R. Rohrlück, C.R., Michael C. Herman, avocats, et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter dans un but de placements, acquérir, détenir, transférer, vendre et disposer de toutes sortes d'actions, titres, débentures ou valeurs;

Faire le commerce de terrains, immeubles, biens immobiliers et des bâtisses dessus érigées, sous le nom de "Gailmar Interests Ltd.", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Garage Côté, Hudon, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Solicitor, Leonard Martin, engineer, Leeds Maclear Nelson, chartered accountant, W. Phillips Wilson, supervisor, James B. D. Barrett, broker, Edward Francis Hearn, insurance broker, and Edward W. Hughes, salesman, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To develop by precept and example, intelligent, aggressive, and serviceable citizens from among the underprivileged youth and boys, under the name of "Fossils Club of Montreal, Inc."

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the company may possess, is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Fur Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1948, incorporating: Louis H. Rohrlück, K.C., advocate, Michael C. Herman, advocate and Libby Turner, secretary, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of dealers in raw and dressed furs and skins; cloth and cotton goods generally, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description, under the name of "Fur Products Inc.", with a capital stock of \$12,000 divided into 120 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Gailmar Interests Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1948, incorporating: Louis H. Rohrlück, K.C., Michael C. Herman, advocates, and Libby Turner, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase for investment purposes, acquire, hold, transfer, sell and dispose of all kinds of shares, stocks, debentures or securities;

To deal with lands, real estate, immoveables and of buildings thereon erected, under the name of "Gailmar Interests Ltd.", with a capital stock of \$5,000 divided into 50 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Garage Côté, Hudon, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1948, constituant en corporation: Fernand Hudon, garagiste, Etienne Côté, cultivateur, et Dame Marie-Berthe Côté, épouse contractuellement séparée de biens de Fernand Hudon et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de la paroisse de Saint-Jérôme (Métabetchouan), district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme commerçants d'automobiles, et véhicules de toutes espèces, de toutes machines, instruments agricoles et autres, pièces, accessoires; tenir des salles de ventes, des garages, entrepôts, ateliers de réparations et de machines, de métallurgie, sous le nom de "Garage Côté, Hudon, Ltée", avec un capital de \$17,100 divisé en 171 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme (Métabetchouan), district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Gérard Couture, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1948, constituant en corporation: Gérard Couture, briqueteur, Henri Bernatchez, avocat, Dame Aline LaRue Bernatchez, ménagère, épouse séparée de biens de Henri Bernatchez, dûment autorisée par lui, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce ou l'industrie d'entrepreneur maçon, d'entrepreneurs généraux en tous genres de constructions sous le nom de "Gérard Couture, Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Gray Baird Veneer Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1948, constituant en corporation: Stanley Stanger, officier de compagnie de fiducie, de Hampstead, George L. Hale, comptable, de Verdun, Ralph C. Tees, officier de compagnie de fiducie, et Marcel Cordeau, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer et, en général, négocier et faire le commerce de plaqués, billots de sciage et de placage, bois de construction, bois de charpente et bois de toutes sortes, et aucun et tous leurs produits ou sous-produits, sous le nom de "Gray Baird Veneer Company Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bellevue station, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1948, incorporating: Fernand Hudon, garage keeper, Etienne Côté, farmer, and Dame Marie-Berthe Côté, wife separate as to property by marriage contract of Fernand Hudon, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of the parish of Saint-Jérôme (Metabetchouan) judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on business as dealers in automobiles and vehicles of every kind, all kinds of machines, agricultural implements and others, spare parts, accessories; to keep sale-rooms, garages, warehouses, repair and machine shops, and shops for metal products, under the name of "Garage Côté, Hudon, Ltée", with a capital stock of \$17,100 divided into 171 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme (Metabetchouan), judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Gérard Couture, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1948, incorporating: Gérard Couture, brick layer, Henri Bernatchez, advocate, Dame Aline LaRue Bernatchez, housewife, wife separate as to property of Henri Bernatchez, duly authorized by him, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade or business of masonry contractor and general contractors for all kinds of construction work, under the name of "Gérard Couture, Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Gray Baird Veneer Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1948, incorporating: Stanley Stanger, trust company officer, of Hampstead, George L. Hale, accountant, of Verdun, Ralph C. Tees, trust company officer, and Marcel Cordeau, lawyer, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, manufacture and generally deal in and with veneers, saw and veneer logs, lumber, timber and wood of all kinds and any and all the products or by-products thereof, under the name of "Gray Baird Veneer Company Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 4,000 common shares of \$10 each, and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Bellevue Station, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Houde & Bergeron Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1948, constituant en corporation: Guy Roberge, Taschereau Fortier, avocats, Hermance Fecteau et Françoise Laperrière, secrétaires, filles majeures, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce et l'industrie d'une compagnie ou entreprise de construction maritime;

Faire généralement le commerce des navires et embarcations; faire le commerce de transport de passagers et marchandises, sous le nom de "Houde & Bergeron Ltée", avec un capital de \$75,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Antoine-de-Tilly, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Howard Fur Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1948, constituant en corporation: Samuel Bross, Harry Kirstein, manufacturiers, Philip Meyeroitch et Harry Batshaw, avocats, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce des produits de fourrure de toute sorte, sous le nom de "Howard Fur Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Imported Fabrics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente décembre 1947, constituant en corporation: Charles P. Bingen, Julian Wilzur, marchands, Dame Sophie M. Wihl Bingen, épouse séparée de biens de Charles P. Bingen, et Dame Helena Samet Wilzur, épouse séparée de biens de Julian Wilzur, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits textiles, tissus, accessoires et outillages d'automobiles; appareils photographiques et accessoires de photographie, ferronnerie, appareils de maison, fournitures de maison, bijouterie, articles en cuir, instruments et accessoires de musique, menus objets et autres marchandises de même nature, sous le nom de "Imported Fabrics Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Houde & Bergeron Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1948, incorporating: Guy Roberge, Taschereau Fortier, advocates, Hermance Fecteau and Françoise Laperrière, secretaries, spinsters, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the industry and business of a ship-building company or a naval construction undertaking;

To carry on a general business of ships and craft; to engage in the transportation of passengers and merchandise, under the name of "Houde & Bergeron Ltée", with a capital stock of \$75,000 divided into 600 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Antoine-de-Tilly, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Howard Fur Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1948, incorporating: Samuel Bross, Harry Kirstein, manufacturers, Philip Meyeroitch and Harry Batshaw, advocates, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in fur, products of every sort, under the name of "Howard Fur Corp.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Imported Fabrics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1947, incorporating: Charles P. Bingen, Julian Wilzur, merchants, Dame Sophie M. Wihl Bingen, wife separate as to property of Charles P. Bingen, and Dame Helena Samet Wilzur, wife separate as to property of Julian Wilzur, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in textiles, fabrics, automotive accessories and equipment; cameras and photographic supplies, hardware, household appliances, household furnishings, jewellery, leather goods, musical instruments and musical supplies, smallwares and other merchandise of like nature, under the name of "Imported Fabrics Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. R. Castagner Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1948, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méryneau et Rita Dufresne, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, marchands de matériaux de construction, de ferronnerie, d'accessoires électriques, d'effets mobiliers, de tous articles requis par les cultivateurs pour l'exploitation de leurs fermes, d'automobiles, de vêtements, de merceries;

Exercer l'industrie du commerce de bois, d'huile et de charbon sous toutes ses formes;

Agir comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "J. R. Castagner Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Kruse Amusement Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1948, constituant en corporation: Walter A. Kruse, négociant, Maurice Dussault, avocat, Shirley M. Sams, secrétaire, fille majeure, tous du village de Gaspé, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Acheter, posséder, louer et exploiter des théâtres et donner des représentations publiques de toutes sortes et, en général, entreprendre toutes transactions se rapportant à l'exploitation d'un théâtre, théâtre de vues animées et salles de représentations, sous le nom de "Kruse Amusement Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Fédération des Chambres de Commerce des
Jeunes de la Province de Québec
Federation of the Junior Chambers of Com-
merce of the Province of Quebec.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre-A. Larocque, quincaillier, de Grand'Mère, district judiciaire de Trois-Rivières, Gérard DesLandes, avocat, de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. R. Castagner Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1948, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méryneau and Rita Dufresne, stenographers, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, carry on business as dealer in building requisites, ironware, electrical accessories, movable effects, all goods required by farmers for operating of their farms, automobiles, clothing, haberdashery;

To carry on the lumber business, deal in oil and coal under all the forms thereof;

To act as general building contractors, under the name of "J. R. Castagner Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Kruse Amusement Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1948, incorporating: Walter A. Kruse, trader, Maurice Dussault, advocate, and Shirley M. Sams, secretary, spinster, all of the Village of Gaspé, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To buy, own, lease and operate theatres, and give public performance of all kinds, and generally undertake all transactions connected with the operating of a theatre, moving picture theatre and entertainment halls, under the name of "Kruse Amusement Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Gaspé, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Fédération des Chambres de Commerce des
Jeunes de la Province de Québec
Federation of the Junior Chambers of Com-
merce of the Province of Quebec.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre-A. Larocque, hardware dealer, of Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, Gérard DesLandes, advocate, of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hya-

Saint-Hyacinthe, et Pierre William McElroy, commis, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Travailler au progrès économique, civique et social de la Province de Québec et au développement de ses ressources, sous le nom de "La Fédération des Chambres de Commerce des Jeunes de la Province de Québec." — Federation of the Junior Chambers of Commerce of the Province of Quebec."

Les revenus des biens immobiliers seront limités à \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Leonard & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1948, constituant en corporation: Georges-E. Leonard, ingénieur civil, Louis-Tancrède Léonard et Raymond Léonard, industriels, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général de produits de nettoyage, savons, polis, cires, désinfectants, insecticides et autres produits chimiques, sous le nom de "Leonard & Cie Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Chalets Chambly sur Richelieu Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1948, constituant en corporation: Rodolphe Paré, avocat, Lionel Lefebvre, comptable, et Francine Gravel, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, acquérir, opérer, disposer, des hôtels, restaurants, cafés et salles de rafraîchissements; exercer le commerce d'hôtelier licencié, marchand de bibelots, bière et vin, des fruits et légumes, de la viande et autres produits alimentaires, sous le nom de "Les Chalets Chambly sur Richelieu Limitée", avec un capital de \$25,000 divisé en 500 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Belœil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Leslie Properties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1948, constituant en corporation: Aimé Sydney Bruneau, avocat, et conseil en loi du Roi, Arthur Andrew Bruneau, étudiant en

cinthe, and Pierre William McElroy, clerk of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To strive for the economic, civic and social progress of the Province of Quebec, and the development of its resources, under the name of "La Fédération des Chambres de Commerce des Jeunes de la province de Québec." — Federation of the Junior Chambers of Commerce of the Province of Quebec."

The revenue of the immovable property shall be limited to \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Leonard & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1948, incorporating: George E. Leonard, civil engineer, Louis Tancrède Léonard and Raymond Léonard, manufacturers, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in cleansing products, soaps, polish, wax, disinfectants, insecticides and other chemical products, under the name of "Leonard & Cie Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Chalets Chambly sur Richelieu Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1948, incorporating: Rodolphe Paré, advocate, Lionel Lefebvre, accountant, and Francine Gravel, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To build, acquire, operate, dispose of hotels, restaurants, cafés and refreshment halls; to carry on business as licensed hotel-keeper, dealer in knick-knacks, beer and wine, fruits and vegetables, meat and other foodstuffs, under the name of "Les Chalets Chambly sur Richelieu Limitée", with a capital stock of \$25,000 divided into 500 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Belœil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Leslie Properties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1948, incorporating: Aimé Sydney Bruneau, advocate and King's Counsel, Arthur Andrew Bruneau, law student, both of the city of

droit, tous deux de la cité de Westmount, et Ethel Hartley, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'une compagnie d'immeubles et de contrôle de valeurs, sous le nom de "Leslie Properties Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en le village de Piedmont, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1948.

L'Asistant-procureur général,
L. DESILETS.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Drummondville Inc. (O. T. J. de Drummondville Inc.)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept janvier 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Roch Jutras, payeur, Alexandre Lauzière, contre-maître, et Georges Beaudet, contre-maître, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Fournir aux enfants, aux jeunes gens et aux jeunes filles des moyens de récréation et d'amusement, et s'occuper de leur formation morale, sociale, nationale, patriotique, charitable, scientifique, artistique, athlétique et sportive, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Drummondville Inc." (O. T. J. de Drummondville Inc.)

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1948.

L'Assistent-procureur général,
L. DESILETS.

Malina Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1948, constituant en corporation: Jean-Evangéliste Prud'Homme, marchand, Alphonse Auger, avocat, et Annette Desharnais, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises sèches et des lingeeries dans toutes leurs formes et dérivés, des vêtements pour hommes, pour dames et enfants, garnitures de maison, draperies, rideaux, tapis, tentures, ameublement, chaussures de toutes sortes, bijoux, articles de toilette, produits de beauté, bibelots, sous le nom de "Malina Inc." avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 361, rue Saint-Marc, Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1948.

L'Assistent-procureur général,
L. DESILETS.

Westmount, and Ethel Hartley, stenographer, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate and security holding company, under the name of "Leslie Properties Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the Village of Piedmont, in the judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Drummondville Inc. (O. T. J. de Drummondville Inc.)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Roch Jutras, paymaster, Alexandre Lauzière, foreman, and Georges Beaudet, foreman, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To provide recreation and amusement for children, young men and young girls, and interest itself in their moral, social, national, patriotic, charitable, scientific, artistic, athletic training and sports, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Drummondville Inc." (O. T. J. de Drummondville Inc.)

The amount to which the immovable property (or the annual revenue therefrom) which the corporation may possess is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Malina Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1948, incorporating: Jean-Evangéliste Prud'Homme, merchant, Alphonse Auger, advocate, and Annette Desharnais, stenographer, spinster and in use of her rights, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in dry goods and lingerie under all forms and derivatives of same, clothing for men, ladies and children, household furnishings, draperies, curtains, carpets, hangings, furniture, footwear of every kind, jewellery, toilet articles, beauty products, knick-knacks, under the name of "Malina Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 361, Saint-Marc Street, Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Marchand & Hamel Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1948, constituant en corporation: Charles-Armand Hamel, commerçant, Henri Marchand, garagiste, et Dame Cécile Carbonneau Hamel, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles-Armand Hamel, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de la ville de Roberval, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, véhicules, engins de toutes sortes et descriptions, et accessoires;

Administrer et exploiter des garages, postes, magasins, hangars et entrepôts, sous le nom de "Marchand & Hamel Automobile Ltée", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1948.

L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS

Milton Furniture Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1948, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, de la cité de Montréal, Cyril E. Schwisberg, et Samuel E. Schwisberg, avocats, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et, en général faire le commerce de tous les genres de travaux d'ébénisterie, travaux en bois, meubles de toutes sortes, genres et descriptions, sous le nom de "Milton Furniture Co. Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera sur la rue Jarry, ville de St-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Nerom Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1948, constituant en corporation: Laurent Drouin, avocat, Françoise Bellay et Jeanne Fortier, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction en général et d'entrepreneurs pour la construction de travaux publics et privés, sous le nom de "Nerom Enterprises Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Marchand & Hamel Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1948, incorporating: Charles-Armand Hamel, trader, Henri Marchand, garage-keeper, and Dame Cécile Carbonneau Hamel, wife separate as to property by marriage contract of said Charles-Armand Hamel, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of the town of Roberval, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobiles, vehicles, engines of every kind and description, and in accessories;

To manage and operate garages, stations, stores, sheds and warehouses, under the name of "Marchand & Hamel Automobile Ltée", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Milton Furniture Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1948, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, of the city of Montreal, Cyril E. Schwisberg, and Samuel E. Schwisberg, advocates, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in all types of cabinet work, wood-work, furniture of all kinds, types and descriptions, under the name of "Milton Furniture Co. Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jarry St., Town of St. Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Nerom Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1948, incorporating: Laurent Drouin, advocate, Françoise Bellay et Jeanne Fortier, stenographers, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general construction company and contractors for the construction of works, public and private, under the name of "Nerom Enterprises Limited", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

New Palace Hotel Limited
Hôtel New Palace Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1948, constituant en corporation: Alfred Caron, commis, Raoul St-Jean, commis, et Paul-Émile Lavigueur, secrétaire, tous trois de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, avec tous les privilèges attachés à ce genre de commerce;

Faire le commerce de fermier en général, sous le nom de "New Palace Hotel Limited — Hotel New Palace Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2204 Est, rue Mont-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Northern Radio—Radio Nord Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept janvier 1948, constituant en corporation: Jean-Joffre Gourd, avocat, Bernade Charette, comptable, fille majeure, et Pauline Cabana, stenographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Pratiquer l'industrie et faire commerce de la radiodiffusion, de télévision, de modulation à haute fréquence, de publicité, des appareils ou des accessoires récepteurs ou émetteurs;

Acquérir et prendre possession de tout ce qui constitue l'actif, suivant les lois de la province des postes de radio CKRN, CKVD, CHAD, sous le nom de "Northern Radio—Radio Nord Inc.", avec un capital de \$150,000, divisé en 50,000 actions communes de \$1 chacune, et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Phenix Distribution Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1948, constituant en corporation: Jean-Louis Phenix, commerçant, de Upton, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, Reginald Donald Tormey, avocat, et Léo Davignon, comptable, tous deux de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de caoutchouc, de métal, de bois, de papier, de nylon, de plastique, de fourrure, de textile ou de vitre, de mercerie, de produits alimentaires, d'animaux, de minéraux, de pierres précieuses,

New Palace Hotel Limited
Hôtel New Palace Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1948, incorporating: Alfred Caron, clerk, Raoul St-Jean, clerk, and Paul Émile Lavigueur, secretary, all three of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the hotel business, with all the privileges attached to such business;

To carry on the business of farmer in general, under the name of "New Palace Hotel Limited — Hôtel New Palace Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2204 Mount Royal Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1948.

L. DESILETS,
 Deputy Attorney General.

Northern Radio—Radio Nord Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of January, 1948, incorporating: Jean-Joffre Gourd, advocate, Bernade Charette, accountant, spinster, and Pauline Cabana, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the industry and carry on the business of radio broadcasting, television, high frequency modulation, advertising, receiving and transmitting sets and equipment;

To acquire and take possession of everything which constitutes the assets, according to the laws of the Province of Quebec, of the radio stations CKRN, CKVD, CHAD, under the name of "Northern Radio—Radio Nord Inc.", with a capital stock of \$150,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each, and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1948.

L. DESILETS,
 Deputy Attorney General.

Phenix Distribution Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1948, incorporating: Jean-Louis Phenix, trader, of Upton, judicial district of Saint-Hyacinthe, Reginald Donald Tormey, advocate, and Léo Davignon, accountant, both of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made wholly or partly from rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile or glass, haberdashery, foodstuffs, animal and mineral products, precious stones, books, reviews, book-bindings, works of art, chemical products,

de livres, de revues, de reliures, d'objets d'art, de produits chimiques, sous le nom de "Phenix, Distribution Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Upton, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

Philip Polonsky Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1948, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw C.R., et Louis Feigenbaum, avocats, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de viande, poisson et de tous produits périssables en général, produits animaux et produits laitiers, agricoles et maraichers de toutes sortes, sous le nom de "Philip Polonsky Incorporated", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quebec Women's Institutes Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1947, constituant en corporation sans capital actions: Mme Doris M. Conley, ménagère épouse de Clayton E. Conley et dûment autorisée par ce dernier, de la cité de Sherbrooke, Mme Jean Abercrombie, ménagère, épouse de Albert E. Abercrombie et dûment autorisée par ce dernier, de la ville de Lennoxville, toutes deux du district judiciaire de Saint-François, Mme Lucille E. Thomson, ménagère, épouse de Roswell Thomson et dûment autorisée par ce dernier, du village d'Abbotsford, district judiciaire de St-Hyacinthe, et Mlle Evelyn Walker, démonstratrice, de Ste-Anne de Bellevue, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Enseigner et promouvoir la citoyenneté canadienne et encourager un véritable esprit de patriotisme national ainsi que le maintien des relations étroites dans le Commonwealth, aider à l'installation de nouveaux Canadiens, et encourager la bonne entente internationale;

Prendre comme une corporation active l'organisation connue sous le nom de "The Women's Institute of the Province of Quebec".

Le nom de la présente corporation est: "Quebec Women's Institutes Incorporated."

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège de la corporation sera en la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

under the name of "Phenix Distribution Inc." with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Upton, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Philip Polonsky Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1948, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, advocates, of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in, meat, fish and all perishable products generally, animal products, and dairy, farm and garden produce of all kinds, under the name of "Philip Polonsky Incorporated", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Women's Institutes Incorporated

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1947, incorporating without share capital: Mrs Doris M. Conley, housewife, wife of Clayton E. Conley and by the latter duly authorized herein, of the City of Sherbrooke, Mrs. Jean Abercrombie, housewife, wife of Albert E. Abercrombie and by the latter duly authorized herein, of the Town of Lennoxville, both of the judicial District of St. Francis, Mrs. Lucille E. Thomson, housewife, wife of Roswell Thomson and by the latter duly authorized herein, of the village of Abbotsford, judicial district of St. Hyacinthe, and Miss Evelyn Walker, demonstrator, of Ste. Anne de Bellevue, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To teach and promote Canadian citizenship and to foster a true spirit of national patriotism together with the maintenance of Commonwealth relationships, to assist in the colonization of new Canadians, and to encourage international understanding;

To take over as a going concern the corporation known as "The Women's Institute of the Province of Quebec".

The name of the present Corporation is: "Quebec Women's Institutes Incorporated."

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at the Town of Ste-Anne-de-Bellevue, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Roberta Lingerie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1948, constituant en corporation: Dame Rebecca Podlog, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Harry Blanshay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Max Roodie, fabricant de casquettes, tous deux de la cité de Montréal, et Anne Blanshay, ménagère, épouse séparée de biens de Mac Leibson, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucuns des commerces de manufacturiers et détaillants d'habits et vêtements de toutes sortes, tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, fourreurs, gantiers, marchands de soieries, cotonnades, drap et dentelles, merciers, fabricants de portemanteaux et confectionneurs en général, sous le nom de "Roberta Lingerie Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Roberta Lingerie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1948, incorporating: Dame Rebecca Podlog, housewife, wife contractually separate as to property of Harry Blanshay, and duly authorized by him for these presents, Max Roodie, cap maker, both of the City of Montreal, and Anne Blanshay, housewife, wife separate as to property from Mac Leibson, and duly authorized by him for these presents, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers and retailers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, gloves, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters, under the name of "Roberta Lingerie Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Service de Fromage Martel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du neuf janvier 1948, constituant en corporation: Lauréat-F. Martel, négociant en gros et agent, Roger Drouin, comptable, et Albéric Noreau, maître-plombier, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce des produits alimentaires de toutes marques ou qualités;

Faire affaires comme marchands de denrées en boîtes, de condiments, conserves, articles et effets d'épicerie, viandes ou aliments apprêtés, fromage et mayonnaise, sous le nom de "Service de Fromage Martel Inc.", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Service de Fromage Martel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1948, incorporating: Lauréat-F. Martel, wholesale merchant and agent, Roger Drouin, accountant, and Albéric Noreau, master-plumber, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in foodstuffs of all brands and of all qualities;

To carry on business as dealers in canned goods, seasonings, preserved foods, grocery articles and wares, meats or prepared foods, cheese and mayonnaise, under the name of "Service de Fromage Martel Inc.", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Skyriders Ski Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1948, constituant en corporation, sans capital-actions: Kenneth Mathewson Porter, commis en chef, Alexander Cowan Riddell, acheteur, et Frank Redmond McKenna, fleuriste, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, développer, administrer et autrement encourager les sauts en ski et le sport du ski en général, sous le nom de "Skyriders Ski Club Inc."

Skyriders Ski Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1948, incorporating without share capital: Kenneth Mathewson Porter, chief clerk, Alexander Cowan Riddell, buyer, and Frank Redmond McKenna, florist, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote, develop, manage and otherwise encourage ski jumping and skiing in general, under the name of "Skyriders Ski Club Inc."

La compagnie n'aura pas le pouvoir de demander ou de détenir tout permis accordé par la Commission des Liqueurs de Québec; ou de diriger des jeux d'argent, des jeux de hasard ou des jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Le montant auquel est limité la valeur des (ou le revenu annuel) biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1948,

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Sterling Embroidery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1948, constituant en corporation: Joshua Rubin, manufacturier, Louis Solomon, marchand, tous deux de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, et Joseph To onto, marchand, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général qui consiste à broder et décorer toutes sortes de tissus textiles;

Exercer et entreprendre le commerce de teinturiers, blanchisseurs et manufacturiers de tissus, galons et étoffes et tissus végétaux de toute sorte et description, sous le nom de "Sterling Embroidery Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 cha une.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Sylvia Shoe Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1948, constituant en corporation: Jos. L. Gignac, industriel, Marc-André Drouin, étudiant, et Irène Montreuil, sténographe, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Opérer une manufacture de chaussures et autres articles généralement confectionnés par les manufacturiers de chaussures, sous le nom de "Sylvia Shoe Limited", avec un capital de \$39,000, divisé en 390 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

The Heath Farm, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept janvier 1948, constituant en corporation: William L. Heath, cultivateur, Mme Jane Ann Heath, ménagère, épouse commune en biens de William L. Heath et dûment autorisée par lui,

The company will not be empowered to request or hold any license granted by the Quebec Liquor Commission; or to conduct gambling games, games of chance or games of chance and skill mixed;

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$100,000.

The office of the Corporation will be at the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Sterling Embroidery Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1948, incorporating: Joshua Rubin, manufacturer, Louis Solomon, merchant, both of the City of Montreal, judicial district of Montreal, and Joseph Toronto, merchant, of the City of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on the business of general embroidering and decorating of all kinds of textile materials;

To carry on and engage in the business of dyers and bleachers and manufacturers of fabrics, braids and cloth and vegetable fabrics of every sort and description, under the name of "Sterling Embroidery Ltd.", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Sylvia Shoe Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1948, incorporating: Jos. L. Gignac, manufacturer, Marc-André Drouin, student, and Irène Montreuil, stenographer, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate a shoe factory and manufacture other articles usually made by shoe manufacturers, under the name of "Sylvia Shoe Limited", with a capital stock of \$39,000, divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

The Heath Farm, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1948, incorporating: William L. Heath, farmer, Mrs. Jane Ann Heath, housewife, wife common as to property of William L. Heath, and duly authorized by him, Franklin D. Heath,

Franklin D. Heath, William W. Heath, J. Lee Heath, directeurs d'école, tous de la municipalité de Stanstead-Est, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer les commerce et entreprise qui consistent à cultiver la terre et négocier les produits laitiers, sous le nom de "The Heath Farm, Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Stanstead-Est, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Kiwanis Club of Val d'Or-Bourlamaque Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quatorze janvier 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Charles Trempe, avocat, J.-A. Lionel Ayotte, restaurateur, Léo Allard, gérant, et Jacques Demers, marchand, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Promouvoir l'adoption et l'application d'un standard social, commercial et professionnel plus élevé, sous le nom de "The Kiwanis Club of Val d'Or-Bourlamaque Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**The St. Maurice Valley Agencies Limited
Les Agences de la Vallée du St-Maurice Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1948, constituant en corporation: Roland A. Diamond, notaire, Jean Geoffrion, avocat, et Pierrette Demers, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des vêtements pour hommes;

Faire le commerce d'ameublements de maison et de bureau, de produits alimentaires, de produits pharmaceutiques, sujet aux dispositions de la loi de pharmacie de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 267) et de matériaux de construction, sous le nom de "The St. Maurice Valley Agencies Limited — Les Agences de la Vallée du St-Maurice Limitée", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 58, 5ième rue, Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS

Touchette Taxis Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

William W. Heath, J. Lee Heath, school principals, all of the Municipality of Stanstead East, in the judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on the business and undertaking of farming and dairying, under the name of "The Heath Farm, Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Stanstead East, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1948

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Kiwanis Club of Val d'Or-Bourlamaque Incorporated

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1948, incorporating without share capital: Louis-Charles Trempe, advocate, J.-A. Lionel Ayotte, restorer, Leo Allard, manager, and Jacques Demers, merchant, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To promote the adoption and the application of higher social, business and professional standards, under the name of "The Kiwanis Club of Val d'Or-Bourlamaque Incorporated".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is twenty thousand dollars.

The head office of the Corporation will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**The St. Maurice Valley Agencies Limited
Les Agences de la Vallée du St-Maurice Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1948, incorporating: Roland A. Diamond, notary, Jean Geoffrion, advocate, and Pierrette Demers, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture men's clothing;

To deal in household and office furniture, food-stuffs, pharmaceutical products, subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act (R.S.Q. 1941, ch. 267) and deal also in building requisites, under the name of "The St. Maurice Valley Agencies Limited — Les Agences de la Vallée du St-Maurice Limitée", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 58, 5th Street, Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Touchette Taxis Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du cinq janvier 1948, constituant en corporation: Samuel Touchette, propriétaire de taxis et garagiste, Benjamin L. Louis et Edward S. Berger, avocats, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'automobiles et véhicules-moteurs, et exercer le commerce général de voituriers privés pour des personnes, objets, effets et marchandises contre rémunération;

En rapport avec ledit commerce, posséder, entretenir, exploiter et administrer des bureaux et garages, sous le nom de "Touchette Taxi Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 180 actions ordinaires d'une valeur au par de \$100 chacune et en 220 actions privilégiées d'une valeur au par de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Victor Gérard Couturier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1948, constituant en corporation: Victor Charette, couturier, Gérard Corriveau, ingénieur, et Berthe Montfils, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre des marchandises sèches, habits, vêtements et fournitures de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Victor Gérard Couturier Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Weinstein's (Victoriaville) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1948, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, Hyman Eric Feigelson, avocats, et Sydney Philipps, commis, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce ou le négoce de lain, cuir, coton, tissus de coton, lainages, soieries, toiles, marchandises sèches et vêtements de toute sorte, sous le nom de "Weinstein's (Victoriaville) Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt. Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

21318

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1948, incorporating: Samuel Touchette, taxi operator and garage owner, Benjamin L. Louis and Edward S. Berger, advocates, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal with all sorts of automobile and motor vehicles, and to carry on generally the business of private carrier for hire of persons, goods, wares and merchandise;

In connection with the said business to keep maintain, operate and manage offices, garages, under the name of "Touchette Taxis Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 180 common shares of the par value \$100 each, and 220 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Victor Gérard Couturier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1948, incorporating: Victor Charette, dressmaker, Gérard Corriveau, engineer, and Berthe Montfils, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, dry goods, garments, clothing and furnishings of every kind and description, under the name of "Victor Gérard Couturier Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Weinstein's (Victoriaville) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1948, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, Hyman Eric Feigelson, advocates, and Sydney Philipps, clerk, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in or with wool, leather, cotton, cotton fabrics, woollens, silks, linens, dry goods and clothing of every sort, under the name of "Weinstein's (Victoriaville) Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The number of its shareholders shall be limited to 20.

The head office of the Company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

21318-o

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 258950. Dame Dolores, Mary, Jane Savaria, épouse commune en biens de Lorne, Kippen Martin, manufacturier, tous deux de la ville de Greenfield Park, comté de Chambly, district de Montréal, demanderesse, vs Ledit Lorne, Kippen Martin, manufacturier de la ville de Greenfield Park, comté de Chambly, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 25 janvier 1948.

Montréal, le 29 janvier 1948.

Le Procureur de la demanderesse,
21319 GUY LEGAULT.

Province of Quebec, district of Montreal, Mary Jane Dolores, Mary, Jane Savaria, wife common as to property of Lorne, Kippen Martin, manufacturer, both of the town of Greenfield Park, county of Chambly, district of Montreal, plaintiff, vs The said Lorne, Kippen Martin, manufacturer, of the town of Greenfield Park, county of Chambly, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on January 28th, 1948.

Montreal, January 29th, 1948.

GUY LEGAULT,
21319-o Attorney for Plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de la Holtite Rubber de Drummondville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 janvier 1948.

The formation of an association under the name of "Association des Employés de la Holtite Rubber de Drummondville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on January 21, 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ville St-Joseph, comté de Drummond.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ville St-Joseph, county of Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
21320-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
21320 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Etienne de Lauzon", en date du 7 décembre 1947, dont le siège social est situé à Saint-Etienne, comté de Lévis, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Etienne de Lauzon", under date the 7th day of December, 1947, whereof the head office is at Saint Etienne, county of Levis, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 décembre 1947.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th of December, 1947.

Le Sous secrétaire de la Province,
21321-o JEAN BRUCHÉSI

JEAN BRUCHESI,
21321 Under Secretary of the Province.

P. E. LÉTOURNEAU INC.

P. E. LÉTOURNEAU INC.

REGLEMENT N° XX

BY-LAW No. XX

Le paragraphe 1 du règlement N° III des règlements de la compagnie tel que remplacé par le règlement N° XIX est abrogé et remplacé par le suivant:

Paragraph 1 of By-law No. III of the By-laws of the company as replaced by By-law No. XIX is revoked and replaced by the following:

"1. Nombre. Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil d'administration composé de sept membres.

"1. Number. The affairs of the company will be managed by a Board of Directors composed of seven members.

Je, soussigné, Fernand Normandeau, secrétaire-trésorier, certifie que le règlement qui précède a été adopté à une assemblée régulièrement tenue, des directeurs de la compagnie, le 14 janvier 1948 et ratifié à l'unanimité à une assemblée spéciale générale des actionnaires tenue le même jour.

I, the undersigned, Fernand Normandeau, Secretary-Treasurer, certify that the preceding by-law was adopted at a regular meeting of the directors of the company, held on January 14, 1948, and unanimously approved at a special general meeting of the shareholders held the same day.

Le Secrétaire-trésorier,
21322-o F. NORMANDEAU.

F. NORMANDEAU,
21322 Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Battage No 2, Rang de la Montagne", en date du 25 août 1947, dont le siège social est situé à Saint-Anselme, comté de Dorchester, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 janvier 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
21323-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Battage No. 2, Rang de la Montagne", under date the twenty-fifth day of August, 1947, whereof the head office is at Saint-Anselme, county of Dorchester, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of January, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
21323 Under Secretary of the Province.

Canada, province de Québec, district de Beauce

Avis est par les présentes donné que le conseil de la Municipalité du Village Est de St-Georges, dans le comté de Beauce, a l'intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en Conseil afin de faire ériger son territoire actuel en municipalité de ville, sous le nom de "Ville St-Georges", ceci en vertu de la loi des cités et villes, chapitre 233 des statuts refondus de Québec; que les limites de la nouvelle municipalité soient les mêmes que celles qui existent actuellement pour la municipalité du village Est de St-Georges; que la population telle que constatée par le certificat assermenté des recenseurs est de deux mille six cent vingt-et-une (2,621) âmes.

St-Joseph-de-Beauce, 30 janvier 1947.
21330-6-4-o ANT. LACOURSIÈRE,
Le Procureur du requérant.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce

Notice is hereby given that the the Council of the Municipality of the "Village Est de St-Georges", in the county of Beauce, intends to apply to the Lieutenant-Governor in Council to have its actual territory erected into a town municipality, under the name of "Ville St-Georges", and such, pursuant to the Cities and Towns Act, chapter 233 of the Revised Statutes of Quebec; that the limits of the new municipality be the same as those actually existing for the municipality of the Village Est de St-Georges; that the population, as set forth by the sworn certificate of the censurers, is of two thousand six hundred and twenty-one souls. (2,621).

St-Joseph-de-Beauce, January 30, 1948.
21330-6-4 ANT. LACOURSIÈRE,
Attorney for the applicant.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-André d'Acton", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 janvier 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Acton Vale, comté de Bagot.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21347-o RAOUL-E. FONTAINE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National Catholique des Travailleurs du Bois-Ouvré de Victoriaville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 janvier 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
2134-o RAOUL-E. FONTAINE.

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité du Canton de Sales, comté de Charlevoix-Est, que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé, en date du 8 janvier 1947, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la municipalité du Canton

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-André d'Acton" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on January 23, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Acton Vale, county of Bagot.

21347 RAOUL E. FONTAINE,
Acting Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National Catholique des Travailleurs du Bois-Ouvré de Victoriaville" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January 23, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Victoriaville, county of Arthabaska.

21348 RAOUL-E. FONTAINE,
Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the Mayor and Secretary-Treasurer of the Municipality of the Township of Sales, County of Charlevoix-East, that the Lieutenant-Governor in Council has approved under date the 8th day of January, 1948, following a report from the Committee of the Honourable the Executive Council, the change

de Sales en celui de municipalité de Notre-Dame-des-Monts, Comté, de Charlevoix-Est."

Canton de Sales, 27 janvier 1948.

Le maire,

LOUIS GUAY,

Le Secrétaire-trésorier,

LIONEL NÉRON.

21349-o

of name of the Municipality of the Township of Sales into that of "Municipality of Notre-Dame-des-Monts", County of Charlevoix-East.
Township of Sales, January 27, 1948.

LOUIS GUAY,

Mayor,

LIONEL NÉRON,

Secretary-Treasurer.

21349

LA COMPAGNIE PAQUET LIMITÉE

Extrait du Livre des Minutes des Directeurs de la Compagnie Paquet Limitée:

"Il est proposé par Monsieur Paul-Émile Paquet, secondé par Monsieur Alexandre Paquet: "Qu'il soit et il est par le présent règlement de la Compagnie Paquet Limitée, édicté et décrété ce qui suit:

"1° Que le nombre des directeurs de la Compagnie soit et est par les présentes, augmenté de 7 à 11;

"2° Que le quorum du bureau de direction de la Compagnie soit et est par les présentes fixé à 5;

"3° Que les règlements de la Compagnie soient et ils sont par les présentes, amendés en conséquence, pour être conformes au présent règlement."

Je soussigné, René Nadeau, secrétaire de la Compagnie Paquet Limitée certifie par les présentes:

1° Que le règlement susdit a été adopté à une assemblée du bureau de direction, le 4 février 1948;

2° Que ledit règlement a été ratifié à une assemblée générale spéciale des actionnaires le 4 février 1948;

3° Que ce règlement a été approuvé à l'unanimité de tous les actionnaires tant présents personnellement que dûment représentés par procuration.

Québec le 4 février 1948.

(Secau)

LA CIE PAQUET Ltée,

Le Secrétaire,

RENÉ NADEAU.

21351-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Vilbois", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Vilbois, district d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la Province,

21353-o

JEAN BRUCHÉSI.

THE NEW JERSEY ZINC EXPLORATION COMPANY LTD.

Un règlement pour changer le nombre des directeurs de trois à sept.

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de sept directeurs qui seront élus par scrutin et seront en fonction pour une année jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus et qualifiés."

Copie conforme certifiée d'un règlement de la compagnie The New Jersey Zinc Exploration Company Ltd., adopté par les directeurs et ap-

LA COMPAGNIE PAQUET LIMITÉE

Excerpt from the Minute Book of the directors of "La Compagnie Paquet Limitée":

"It was moved by Mr. Paul-Émile Paquet, seconded by Mr. Alexandre Paquet:

"That it be and it is by the present by-law of "La Compagnie Paquet Limitée", enacted and ordered as follows:

"1. That the number of directors of the company be and it is hereby increased from 7 to 9;

"2. That the quorum of the board of directors of the company be and it is hereby fixed to 5;

"3. That the by-laws of the company be and they are hereby consequently amended, to conform with the present by-law."

I, the undersigned, René Nadeau, secretary of "La Compagnie Paquet Limitée", hereby certify:

1. That the aforesaid by-law was adopted at a meeting of the board of directors, on February 4, 1948;

2. That the said by-law was ratified at a special general meeting of the shareholders on February 4, 1948;

3. That the said by-law was unanimously approved by all the shareholders present either in person or duly represented by proxy.

Quebec, February 4, 1948.

(Seal)

LA CIE PAQUET Ltée,

RENÉ NADEAU,

Secretary.

21351

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Vilbois", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 30th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Vilbois, district of Abitibi.

JEAN BRUCHÉSI,

21353

Under Secretary of the Province.

THE NEW JERSEY ZINC EXPLORATION COMPANY LTD.

By-Law changing the number of Directors from three to seven.

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of seven directors who shall be elected by ballot and hold office for one year and until their successors are elected and qualified."

Certified true copy of a By-Law of The New Jersey Zinc Exploration Company Ltd., adopted by the directors and approved by all the share-

prouvé par tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 19 janvier 1948.

21354 Le Secrétaire,
GILLES de BILLY.

holders of the Company at a special general meeting of the shareholders held January 19th, 1948.

21354-o GILLES DE BILLY,
Secretary.

Charte — Abandon de

Charter — Surrender of

AVIS DE REQUÊTE EN ABANDON DE CHARTE

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

La Compagnie Immobilière pour favoriser l'Agriculture, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du onze septembre mil neuf cent trente-cinq, donne avis par les présentes qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de Québec pour faire accepter l'abandon de sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

"La Compagnie Immobilière pour favoriser l'Agriculture", incorporated by letters patent of the province of Quebec on the eleventh day of September nineteen hundred and thirty five, hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in council of Quebec for acceptance of the surrender of its charter pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

Montréal, ce 29 janvier 1948.

Montreal, January 29th, 1948.

21324-o La Secrétaire,
YVONNE RIALLAND.

21324-o YVONNE RIALLAND,
Secretary.

Den andes à la Législature

Applications to Legislature

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente session de la Législature de Québec, demande sera faite par Lucien Charest, Emile Langlais, Charles-Henri Lavertue, J. D. Allard, Henri Darveau et Charles-Auguste Matte, pour la passation d'une loi incorporant "L'Institut des Auditeurs Publics Accrédités de Québec" (The Institute of Accredited Public Accountants of Quebec), définissant les pouvoirs de cette corporation et les privilèges de ses membres, contenant d'autres dispositions relatives à la dite corporation.

Public notice is hereby given that at the present session of the Legislature of Quebec, application will be made by Lucien Charest, Emile Langlais, Charles-Henri Lavertue, J. D. Allard, Henri Darveau and Charles-Auguste Matte, for passing of an act incorporating "The Institute of Accredited Public Accountants of Quebec" (L'Institut des Auditeurs Publics Accrédités de Québec), defining the powers of such corporation and the privileges of its members, and otherwise providing in respect of said corporation.

21331-6-4-o Le Procureur des pétitionnaires,
LOUIS DUSSAULT.

21331-6-4-o LOUIS DUSSAULT,
Attorney for applicant.

Avis est par les présentes donné par la Corporation Municipale du Village de St-Eustache, Coité de Deux-Montagne, qu'elle s'adressera à la Législature de Québec à la présente session pour obtenir une charte spéciale la constituant en Corporation de Ville sous le nom de ville de Saint-Eustache.

Public notice is hereby given by the Municipal Corporation of the Village of Saint-Eustache, county of Two Mountains, that it will apply to the Legislature of Quebec at its present session to obtain a special charter constituting it into a Town Corporation under the name of Town of Saint-Eustache.

Le territoire de la nouvelle municipalité de ville comprendra celui de l'ancienne municipalité augmenté par l'annexion d'une partie adjacente de la municipalité de la paroisse de St-Eustache et d'une partie adjacente de la municipalité de St-Eustache-sur-le-Lac.

The territory of the new town Municipality will consist of the old municipality increased by the annexation of a contiguous part of the municipality of the Parish of St-Eustache and of contiguous part of the Municipality of St-Eustache-sur-le-Lac.

Montréal, le 21 janvier 1948.

Montreal, January the 21st, 1948.

21220-4-4-o L'avocat de la requérante,
RONALD HALPIN.

21220-4-4-o RONALD HALPIN,
Attorney for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Isidore Morgulis, comptable public, de Montréal, demandera aux corps législatifs de la Province de Québec, à leur présente session, l'adoption d'une loi portant qu'il soit admis comptable de l'Institut des Comptables Agréés de Québec.

Public notice is hereby given that Isidore Morgulis, public accountant, of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act carrying his admission to the Institute of Chartered Accountants of Quebec.

Montréal, 14 janvier 1948.

Montréal, January 14th 1948.

21184-3-4-o L'Avocat du Pétitionnaire,
LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE.

21184-3-4-o LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE,
Petitioner's attorney.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Joliette s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins suivantes:

1° Abroger certains articles de la loi 10 George VI, Chapitre 63;

2° Obtenir de nouveaux pouvoirs sur les matières suivantes:

Examen médical obligatoire pour les personnes employées dans certains établissements, permettre l'affichage des placards et des panneaux-réclame sur paiement d'une taxe spéciale, enlèvement de la neige sur les trottoirs publics, permis concernant les propriétaires d'un ou de plusieurs bicycles, appliquer aux bicycles les dispositions de la charte de la Cité relatives aux pénalités pour infractions aux règlements de stationnement et de circulation des véhicules, les permis pour les chauffeurs de taxi, l'autorisation pour le conseil d'accorder un escompte lors du paiement de certaines taxes, une taxe spéciale sur les propriétaires, occupants ou locataires d'une ou de plusieurs salles de cinéma, suivant le nombre de sièges contenus dans lesdites salles, l'autorisation pour le Conseil de la Cité d'imposer une taxe de vente de 2% sur le prix de vente ou d'achat de certains effets mobiliers et pour régier l'imposition et la perception de ladite taxe, l'autorisation pour le Conseil de la Cité de rendre les propriétaires de maisons à appartements, dans les limites de la cité, personnellement responsables des taxes de locataires, d'eau et d'enlèvement des vidanges, le paiement par les propriétaires de la taxe des vidanges due par les locataires, ainsi que, d'autre part, pour toutes autres fins.

Joliette, 30 décembre 1947.

CITÉ DE JOLIETTE.

Le Maire,

(Signé) Dr GEORGES-E. LAPORTE.

Le Secrétaire-trésorier,

21092-3-4-o (Signé) CAMILLE BONIN.

Public notice is hereby given that the city of Joliette will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. To repeal certain sections of the Act 10 George VI, chapter 63;

2. To secure new powers upon the following matters:

Compulsory medical examination for the persons employed in certain establishments, to allow the erection of bill-boards and posters on payment of a special tax, snow removal on public sidewalks, licenses concerning the owners of one or more bicycles, to apply to bicycles the provisions of the charter of the City respecting penalties for any infringement on the parking and traffic regulations for vehicles, the taxi-drivers' licenses, authorization for the Council to grant discount for payment of certain taxes, a special tax on owners, occupants or lessees of one or more moving-picture halls, according to the number of seats contained in the said halls, authorization for the City Council to levy a sales-tax of 2% on the sale or purchase price of certain movables, and regulate the levying and collecting of the said tax, authorization for the City Council to render the proprietors of apartment houses, within the limits of the City, personally responsible for tenants' taxes, water taxes and taxes for the removal of garbage, the payment, by proprietors, of the garbage tax due by tenants, and, moreover, for any other purposes.

Joliette, December 30, 1947.

CITY OF JOLIETTE.

(Signed) Dr GEORGES-E. LAPORTE,

Mayor.

(Signed) CAMILLE BONIN,

21092-3-4 Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que Monsieur Gilles Gauthier, étalagiste, domicilié dans les cité et district de Montréal, l'un des légataires suivant le dernier testament de feu Dame Emilie Blanchard, épouse de feu J.-Georges Gauthier, s'adressera à la législature de la Province de Québec au cours de la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires institués en vertu du testament de ladite Dame Emilie Blanchard, à vendre les immeubles de la succession, à les hypothéquer ou autrement en disposer.

Les Procureurs de Gilles Gauthier,

21093-3-4-o PATENAUDE, PATENAUDE, TRAHAN,

HODGE & MERCIER.

Notice is hereby given that Mr. Gilles Gauthier, displayer, domiciled in the City and District of Montreal, one of the legatees under the last will of the late Dame Emilie Blanchard, wife of the late J.-Georges Gauthier, will appear at the legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the passing of an Act empowering the testamentary executors appointed in the will of the late Dame Emilie Blanchard to sell the immoveable of the estate, to hypothecate them or otherwise dispose of them.

PATENAUDE, PATENAUDE, TRAHAN,

HODGE & MERCIER,

21093-3-4-o Attorneys for Gilles Gauthier.

Avis est par les présentes donné que Messieurs Laurent Létourneau, gérant de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins des Trois-Rivières, Trois-Rivières, l'honorable Cyrille Vaillancourt, président de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Québec, Lévis, Émile Gagnon, président de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Rimouski, Bic, Albert Côté, administrateur de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Québec, Québec, Valmore de Billy, président de la Caisse Populaire de Lévis, Lévis, J.-A. Plourde, président de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Chicoutimi, St-Jérôme, Benjamin Béland, administrateur de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Montréal, Montréal, Marcel

Notice is hereby given that Laurent Létourneau, manager of l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins des Trois-Rivières, Trois-Rivières, Honourable Cyrille Vaillancourt, president of l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Québec, Lévis, Émile Gagnon, president of l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Rimouski, Bic, Albert Côté, director of l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Québec, Québec, Valmore de Billy, president of la Caisse Populaire de Lévis, Lévis, J.-A. Plourde, president of l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Chicoutimi, St. Jérôme, Benjamin Béland, director of l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Montréal, Montreal, Marcel Gravel, manager of l'Union Régionale

Gravel, gérant de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Joliette, Joliette, Charles Forest, président de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Gaspé, Bonaventure, Joseph Laliberté, président de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de l'Ouest Québécois, Ste-Anne de Roquemaure, Victor Falardeau, gérant de la Caisse Populaire Notre-Dame de Hull, Hull, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine Session demandant l'adoption d'une loi, les constituant, ainsi que ceux qui deviendront membres subséquemment, en corporation sous le nom de L'Assurance Vie Desjardins, ayant pour objet les opérations d'assurance sur la personne ou la vie, pourvoyant à la constitution d'un fonds de réserve contribué par les Caisses Populaires dites Desjardins, à la représentation de la dite compagnie par toutes dites Caisses Populaires, et pour autres fins.

Québec, le 7 janvier 1948.

Le Procureur des requérants,

YVES PREVOST.

21138-3-4-o

des Caisses Populaires Desjardins de Joliette, Joliette, Charles Forest, president of l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Gaspé, Bonaventure, Joseph Laliberté, president of l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de l'Ouest Québécois, Ste. Anne de Roquemaure, Victor Falardeau, manager of la Caisse Populaire Notre-Dame de Hull, Hull, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act incorporating them as well as those who may become members subsequently, under the name of L'Assurance Vie Desjardins, for the purpose of operations of insurance on the person or life, for the creation of a reserve fund contributed by the Caisses Populaires dites Desjardins, and to the representation of said company by any said Caisses Populaires, and for other purposes.

Quebec, January 7th, 1948.

YVES PREVOST.

Attorney for Petitioners.

21138-3-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Commission Métropolitaine de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa session actuelle pour obtenir une loi l'autorisant à faire l'étude dans toute municipalité de l'île de Montréal en ce qui concerne l'industrie, le commerce, le logement, le transport, les services municipaux, la sécurité publique, etc.; à créer un service spécial dont l'objet sera de promouvoir par la publicité, la propagande ou autres moyens le développement de l'industrie manufacturière et commerciale et du tourisme dans l'île de Montréal et dans les environs; à créer un fonds de pension pour ses fonctionnaires et employés; validant un contrat entre la ville de la Pointe-aux-Trembles et Wartime Housing Limited du 3 décembre 1945 et amendement la résolution d'emprunt N° 25 de la Commission.

Montréal, 13 janvier 1948.

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL,

Par le Secrétaire-trésorier,

EPHREM BRISEBOIS.

21153-3-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that The Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act authorizing the said Commission to have studies made in the municipalities of the Island of Montreal dealing principally with the commercial and industrial development, the lodging, transportation, municipal services, public security, etc.; to create and establish a special service whose object will be to promote by publicity, solicitation or other means the industrial, commercial and tourism development in the Island of Montreal and vicinity; to create a pension fund for its officers and employees; validating a contract between the Town of Pointe-aux-Trembles and Wartime Housing Limited, December 3rd 1945 and amending the loan resolution No. 25 of the Commission.

Montreal, January 13th 1948.

THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION,

Per: EPHREM BRISEBOIS,

Secretary-Treasurer.

21153-3-4-o

Avis est par les présentes donné que Reginald Gordon Granville, gentilhomme, de la cité de Montréal, présentera à la législature de Québec, à sa session actuelle, une loi pour confirmer son droit de disposer par testament, de sa part dans la succession de feu Mary Everett King, et pour autoriser l'exécuteur testamentaire et fiduciaire à vendre certaines valeurs déposées entre ses mains et faisant partie de sa part dans la dite succession, d'une valeur de soixante et quinze mille dollars (\$75,000.00) et d'en remettre le produit à Reginald Gordon Granville, et d'autoriser le Royal Trust Company de payer à Dame Mary Von Kowalski, épouse du dit Reginald Gordon Granville, une moitié du revenu annuel net, c'est-à-dire après déduction des taxes de toutes sortes, honoraires de l'exécuteur testamentaire et fiduciaire et tous les dépens et frais d'administration de la maison portant le numéro 3546 Avenue Ontario, Montréal, et de payer l'autre moitié au dit Reginald Gordon Granville.

Montréal, le 15 janvier 1948.

L'Avocat du dit Reginald Gordon Granville,

FRS. FAUTEUX.

21155-3-4-o

Notice is hereby given that Reginald Gordon Granville, gentleman, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of an Act to confirm his right to dispose, by will, of his share in the Estate of the late Mary Everett King, and to authorize the testamentary executor and trustee to sell certain securities deposited with him and forming part of his share in the said Estate, of a value of seventy-five thousand dollars (\$75,000.-00) and to remit the proceeds thereof to Reginald Gordon Granville, and to authorize the Royal Trust Company to pay to Dame Mary Von Kowalski, wife of said Reginald Gordon Granville, one half of the annual net revenue, that is to say, after deduction of taxes of every kind, fees of the testamentary executor and trustee and all expenses and costs of administration of the, house bearing number 3546 Ontario Avenue, Montreal, and to pay the other half to said Reginald Gordon Granville.

Montreal, January 15, 1948.

FRS. FAUTEUX,

Attorney of said Reginald Gordon,

Grandville.

21155-3-4

Avis public est par les présentes donné que la ville de Pointe-Claire demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi concernant l'annexion à son territoire des terres appartenant au Directeur, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, désignées comme partie du lot numéro cent huit (108) de l'ensemble du numéro cent neuf (109) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire; concernant une exemption de taxe relativement à la corporation municipale de la paroisse de St-Joachim de la Pointe-Claire; concernant le pavage des rues présentement existantes sur lesdites terres et l'imposition sur ces terres d'une taxe spéciale de pavage payable par versements annuels s'échelonnant sur une période de vingt-cinq (25) ans; et concernant l'application aux maisons érigées sur lesdites terres des taxes d'eau de la ville de Pointe-Claire.

Montréal, le 13 janvier 1948.

Les Procureurs de la requérante,
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
21154-3-4-o FORSYTH & KER.

Public notice is hereby given that the Town of Pointe-Claire will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act providing for the annexation to the Town of Pointe-Claire of the lands belonging to the Director, The veterans' Land Act, known as part of Lot Number One hundred and eight (Pt. 108) and the whole of Lot Number One hundred and nine (109) on the Official Cadastral Plan and in the Book of Reference for the Parish of Pointe-Claire; for a tax exemption in respect of the Municipal Corporation of the Parish of Saint-Joachim de la Pointe-Claire; for the paving of the streets presently existing on the said lands and the imposition thereon of a special paving assessment payable over a period of Twenty-five (25) years; and for the application to the houses erected on the said land of the Town of Pointe-Claire's water rates.

Montréal, January 13th, 1948.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
21154-3-4-o FORSYTH & KER,
Attorneys for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que La Survivance compagnie mutuelle d'assurance-vie, ayant son siège social en les cité et district de Saint-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander la modification de la Loi 2 Georges VI, chapitre 128, la constituant en corporation, aux fins d'obtenir des pouvoirs additionnels rendus nécessaires par le développement de ses opérations.

Saint-Hyacinthe, ce 9 décembre 1947.

Le Procureur de La Survivance,
21159-3-4-o GAETAN SYLVESTRE, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "La Survivance" a mutual life insurance company, having its head office in the city and district of Saint-Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the amendment of the Act 2 George VI, chapter 128, incorporating the same, for the purpose of obtaining additional powers rendered necessary by the development of its business.

Saint-Hyacinthe, this 9th day of December, 1947.

GAETAN SYLVESTRE, K.C.,
21159-3-4 Attorney for "La Survivance".

Canada, Province de Québec, District de Québec

Avis public est par les présentes donné que monsieur Raymond Maher, domicilié à 3-2, Chemin Ste-Foy, en la Cité de Québec, étudiant en droit, s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine Session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le Conseil Général du Barreau de la Province de Québec à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat sans être détenteur d'un diplôme de bachelier ès arts, et ce, avec effet rétroactif au 1er juillet 1946.

Québec, le 17 décembre 1947.

Le Procureurs du pétitionnaire,
21175-3-4-o PRÉVOST & GAGNÉ.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

Public notice is hereby given that Mr. Raymond Maher, residing and domiciled at 3-2 Ste. Foy Road, in the City of Quebec, law student, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain the passing of an Act authorizing the General Council of the Bar of the Province of Quebec to admit him to the study of the profession of lawyer with retroactivity to July 1st, 1946, notwithstanding the fact that he does not hold a degree of bachelor of arts.

Quebec, this 17th day of December, 1947.

21175-3-4-o PRÉVOST & GAGNÉ,
Attorneys for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les personnes suivantes: Bruno St-Georges, Laurent-L. Lalonde et Paul-Emile Carrier, domiciliés et résidant en la cité et le district de Joliette, et Blaise-P. Lincourt, domicilié et résidant en la cité et le district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi leur donnant le droit d'être admis comme membres de l'Institut des Comptables Agréés de Québec.

Joliette, ce 12 janvier 1948.

Le Procureur des pétitionnaires,
21176-3-4-o GUY GUIBAULT, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the following persons: Bruno St. Georges, Laurent-L. Lalonde and Paul-Emile Carrier, having their domicile and their residence in the City and District of Joliette, and Blaise-P. Lincourt, having his domicile and his residence in the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act giving them the right to be admitted to membership in the Institute of Chartered Accountants of Quebec.

Joliette, January 12th, 1948.

21176-3-4-o GUY GUIBAULT, K.C.,
Attorney for the petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Jules Gingras, industriel, Philémon Garneau, comptable, G.-H. Montminy, contracteur, J.-Roland Séguin, industriel, J.-Roger D'Avignon, employé civil, J.-Omer Martineau, ingénieur civil, tous de la Cité de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec à sa présente session aux fins d'adopter une loi pour ériger en corporation de ville sous le nom de "Lac Saint-Joseph Est", sous l'autorisation de la Loi des cités et villes (Chapitre 233 S.R.Q. 1941), sauf que la ville sera administrée par un conseil composé d'un maire et de six échevins, élus le premier mardi juridique d'août, tous les deux ans;

Que le territoire décrit plus bas sera divisé en trois quartiers;

Que la nouvelle municipalité aura le droit de faire une réglementation pour la navigation sur les eaux du Lac situé dans les limites de la nouvelle municipalité;

Que le conseil siégera au cours du mois de juillet et août dans les limites de la Ville du Lac Saint-Joseph, autrement le conseil aura le droit de siéger dans la Ville de Québec;

Que les frais et déboursés à l'occasion de la présentation du présent bill seront payés par la nouvelle municipalité;

Que vos requérants demanderont également la séparation au point de vue scolaire;

Que le territoire suivant fera partie de la dite municipalité du Lac Saint-Joseph Est.

Un territoire situé dans la seigneurie de Fossambault, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Ste-Catherine de Fossambault, comprenant, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Catherine tous les lots ou parties de lots ou leurs subdivisions renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant de l'intersection de l'axe de la Rivière aux Pins avec le prolongement, vers le nord-ouest, de la ligne sud-ouest du lot 64 de la Septième Concession et suivant, successivement, les lignes et démarcations ci-après énumérées: en allant vers le sud-est le dit prolongement et la dite ligne, la limite nord-ouest des lots 446 et 447, la limite sud-ouest du dit lot 447, la ligne sud-est du lot 448, la ligne nord-est du lot 353, la limite nord du droit-de-voie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, la ligne séparative des cinquième et sixième concessions, la ligne séparative des lots 553 et 555 et son prolongement, vers le nord-ouest, à travers le lot 756 et jusqu'à l'axe du lac St-Joseph, le dit axe vers le nord-est et le nord jusqu'à sa rencontre avec le prolongement, vers le sud-ouest, de la ligne séparative des lots 690 et 691, le dit prolongement jusqu'à l'extrémité nord-est de cette dite ligne et de là vers le sud en suivant la limite est du lot 690 jusqu'à l'axe de la Rivière aux Pins pour ensuite suivre cet axe vers l'ouest jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, emprise de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, à être détaché de la municipalité de la paroisse de Ste-Catherine de Fossambault dans le comté municipal de Portneuf et à être érigé en une municipalité de ville sous le nom de "Lac St-Joseph Est".

Québec, 22 janvier 1948.

Le Procureur des pétitionnaires.

MARK DROUIN.

21233-4-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that Jules Gingras, manufacturer, Philémon Garneau, accountant, G.-H. Montminy, contractor, J.-Roland Séguin, manufacturer, J.-Roger D'Avignon, civil servant, J.-Omer Martineau, civil engineer, all of the city of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec at its present session for the passing of an Act to erect into a town corporation under the name of "Lake Saint Joseph East", under authority of the Cities and Towns Act (Chapter 233 R.S.Q., 1941), save that the Town will be administered by a council composed of a mayor and six aldermen, elected the first juridical Tuesday of August, every two years;

That the territory hereinafter described be divided into three wards;

That the new municipality shall be entitled to make a regulation with regard to navigation on the waters of the Lake situate within the limits of the new municipality;

That the council will meet in session during the months of July and August within the limits of the Town of Lake Saint-Joseph, otherwise the Council shall have the right to meet in the City of Quebec;

That the costs and expenditures incurred for the presentation of the present Bill will be paid by the new municipality;

That your petitioners also request separation as regards schools;

That the following territory shall form part of the said municipality of Lake Saint Joseph East.

A territory situate in the Seigniorie of Fossambault, actually forming part of the municipality of the parish of Ste-Catherine de Fossambault, comprising, with reference to the official cadastre for the parish of Ste-Catherine all the lots or parts of lots or their subdivisions enclosed within the following limits, to wit: Starting from the intersection of the axis of Pine River with the prolongation, northwestward, of the southwest line of lot 604 of the Seventh Range and following, successively, the lines and demarcations herein-after enumerated: running southeastward the said prolongation and the said line, the northwest limit of lots 446 and 447, the southwest limit of said lot 447, the southeast line of lot 448, the northeast line of lot 353, the north limit of the right of way of the Quebec and Lake St. John railway, the division line of the fifth and sixth ranges, the division line of lots 353 and 355 and its prolongation northwestward across lot 756 and up to the axis of Lake St. Joseph, the said axis northeastward and northward up to its junction with the prolongation southwestward of the division line of lots 690 and 691, the said prolongation as far as the northeast extremity of this said line and thence southward following the east limit of lot 690 as far as the axis of Pine River to then follow the said axis westward as far as the starting point; the said territory, together with the roads, streets, railway rights of way, rivers, lakes, watercourses or parts of same, comprised within the above described limits, to be detached from the municipality of the parish of Ste-Catherine de Fossambault in the municipal county of Portneuf and to be erected into a Town Municipality, under the name of "Lake St. Joseph East".

Quebec, January 22, 1948.

MARK DROUIN,

Attorney for Petitioners.

21233-4-4

AVIS

Avis est donné par les présentes, que Philippe Amyot, Gloribert Bibeau, Aimé Frenette, J.-Simon Gosselin, André Guimont, Armand Guimont, Raymond Maheux, Roland L. Ouellet, Gaston Pépin, Jacques Pouliot et Georges Sylvain, tous de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi leur permettant d'être admis comme membres de l'Institut des Comptables Agréés de Québec, et pour d'autres fins.

Québec, ce 22ième jour de décembre 1947.

Le Procureur des pétitionnaires,

21279-5-4-o

LOUIS DUSSAULT.

AVIS

Avis est donné par les présentes que Roland Bertrand, de Grondines, comté de Portneuf, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi lui permettant d'être admis comme membre de l'Institut des Comptables Agréés de Québec, et pour d'autres fins.

Québec, ce 26ième jour de décembre 1947.

Le Procureur du pétitionnaire,

21280-5-4-o

LOUIS DUSSAULT.

AVIS LÉGAL

Canada, province de Québec, district de Montréal

Avis public est donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec au cours de sa présente session dans le but de confirmer les titres de cette certaine propriété connue et décrite comme étant le N° 3, quartier centre, en la cité de Montréal, et portant le N° civique 181 Carré Youville, et ratifier un acte de vente passé devant Victor Morin, notaire, le 28ième jour de janvier 1948, entre la compagnie "The Montreal Tent and Tarpaulin Company Limited", un corps incorporé et politique ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Montréal, province de Québec, requérante, et Gabriel Normandeau, bourgeois des cité et district de Montréal et les appelés à la substitution créée par feu Joseph Normandeau et Thérèse Deligne, dans la lignée de feu Louis T. Normandeau tel que représenté par Hector Mackay, notaire, de la cité de Montréal, dûment autorisé par procuration spécifique déposé entre les mains de Rodolphe Mackay, notaire, par acte exécuté le neuvième jour de mai, dix-neuf cent quarante-sept.

Le Procureur de la requérante,

21282-5-4

(Signé) THOMAS J. COONAN, Jr.

AVIS

Avis est par les présentes donné que messieurs Arthur Gignac, Camille Jalbert, Paul Émile Mathieu, Jean-Paul Marcoux de Québec et Philippe Omer Balthazar et Roger Fortier de Montréal, comptables, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale relativement à leur admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Québec, le 20 janvier 1948.

Le Procureur des pétitionnaires,

21242-4-4-o

PHILIPPE FERLAND, C.R.

NOTICE

Notice is hereby given that Messrs Philippe Amyot, Gloribert Bibeau, Aimé Frenette, J. Simon Gosselin, André Guimont, Armand Guimont, Raymond Maheux, Roland L. Ouellet, Gaston Pépin, Jacques Pouliot and Georges Sylvain, all of Quebec city, will make application to the Quebec Legislature during the forthcoming Session thereof for the enactment of a special law for the purpose of being admitted as members of the Institute of Chartered Public Accountants of Quebec or other purposes.

Quebec, December 22th, 1947.

LOUIS DUSSAULT,

Attorney for petitioners.

21279-5-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that Mr Roland Bertrand, of Grondines, county of Portneuf, will make application to the Quebec Legislature during the forthcoming Session thereof for the enactment of a special law for the purpose of being admitted as member of The Institute of Chartered Accountants of Quebec or other purposes.

Quebec, December 26th, 1947.

LOUIS DUSSAULT,

Attorney for petitioner.

21280-5-4-o

LEGAL NOTICE

Canada, province of Quebec, district of Montreal

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec during its present session for the purpose of confirming title of that certain property known and described as No. 3 Center Ward, in the city of Montreal, and bearing civic No. 181, Youville Square, and ratifying a deed of sale entered into before Victor Morin, notary, on the 28th day of January, 1948 between "The Montreal Tent and Tarpaulin Company Limited", a body corporate and politic, having its head office and principal place of business in the city of Montreal, province of Quebec, Petitioner, and Gabriel Normandeau, gentleman of the city and district of Montreal; Roger Normandeau, gentleman of the city and district of Montreal and the substitutes called to the benefit of the substitution created by the late Joseph Normandeau and Thérèse Deligne in the branch of the late Louis T. Normandeau as represented by Hector Mackay, notary, of the city of Montreal, duly authorized thereto by specific power of attorney deposited with Rodolphe Mackay, notary, by deed executed the ninth day of May, nineteen hundred and forty-seven.

(Signed) THOMAS J. COONAN, Jr.

21282-5-4-o

Attorney for Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that Messrs Arthur Gignac, Camille Jalbert, Paul Émile Mathieu, Jean Paul Marcoux residing at Quebec, and Philippe Omer Balthazar and Roger Fortier residing at Montreal, all accountants, will apply to the Legislature of the province of Quebec, during the present session, for the passing of a special Act respecting their admission to membership in the Institute of Chartered Accountants of Quebec.

Quebec, January 20, 1948.

PHILIPPE FERLAND, K.C.,

21242-4-4-o

Attorney for the applicants.

AVIS PUBLIC

La Société des Filles Consolatrices du Divin Cœur Inc. donne avis, par les présentes, qu'elle priera la Législature de Québec, à sa présente session, d'adopter une loi incorporant civilement sous le nom de "L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur" pour mieux atteindre ses fins, mettre plus en accord avec la constitution canonique dudit Institut, les pouvoirs, les règlements et le choix des administrateurs de la corporation civile et confirmant l'absorption par l'Institut des corporations civiles actuelles de la Société des Filles Consolatrices du Divin Cœur Inc. et de l'Oeuvre de la Réparation à la Sainte-Face Inc., sauvegardant toutes les obligations et droits acquis, le tout avec l'agrément de l'autorité ecclésiastique.

Montréal, le 14 janvier 1948.

Le Procureur de la Société requérante,
21177-3-4-o CHARLES CODERRE.

AVIS

Avis est donné par les présentes que Marc Légaré, de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi lui permettant d'être admis comme membre de l'Institut des Comptables Agréés de Québec, et pour d'autres fins.

Québec, ce 26ème jour de décembre 1947.

Le Procureur du pétitionnaire,
21281-5-4-o LOUIS DUSSAULT.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Magog s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, la Loi I Édouard VIII, chapitre 7, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1° Pour révoquer l'article I de la loi IX George VI, chapitre 84, pour que l'année financière de la municipalité commence le 1er janvier pour finir le 31 décembre de chaque année;

2° Pour autoriser le Conseil à suspendre ou révoquer certaines catégories de permis annuels à certaines conditions;

3° Pour autoriser la Ville à modifier, à amender, à abroger les règlements de construction, sans les formalités du paragraphe 1er de l'article 426 de la loi des cités et villes;

4° Pour inclure dans le paragraphe 8 de l'article 123 de la Charte, le nom de certains autres officiers municipaux;

5° Pour changer le mode d'élection des conseillers de façon à ce que trois membres du conseil soient élus chaque année;

6° Pour imposer une taxe maximum de 10% au lieu de 7½% comme taxe d'affaires;

7° Pour prélever une licence sur les distributeurs automatiques, les jeux mécanisés et les appareils commerciaux et automatiques de musique enregistrée;

8° Pour révoquer l'article 13 de la Charte pour qu'il y ait une élection dans le cas de vacance dans le conseil municipal;

9° Pour autoriser le Conseil à accorder une réduction de taxes à tout nouvel établissement commercial ou industriel;

10° Pour amender l'article 64 de la loi des cités et villes de façon à ce que le maire reçoive, à titre de frais de représentation, une somme de \$500.00 et les conseillers, \$300.00, au même titre;

Et pour autres fins.

Le Procureur de la requérante,
21302-5-4-o YVES FOREST.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that La Société des Filles Consolatrices du Divin Cœur Inc. will apply to the Quebec Legislature, actually in Session, for the passing of an Act, incorporating the said Society under the name of "L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur" for the better attainment of their objects, to coordinate, with the constitution of their Order, the powers, by-laws, nomination and election of their officers and to confirm the taking over of La Société des Filles Consolatrices du Divin Cœur Inc. and l'Oeuvre de la Réparation à la Sainte-Face Inc., by the new Institut, subject to all existing rights and obligations, the whole with the consent of Ecclesiastical Authority.

Montreal, January 14th, 1948.

CHARLES CODERRE,
21177-3-4-o Attorney for Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that Mr Marc Légaré, of Quebec city, will make application to the Quebec Legislature during the forthcoming Session thereof for the enactment of a special law for the purpose of being admitted as member of The Institute of Chartered Accountants of Quebec or other purposes.

Quebec, December 26th, 1947.

LOUIS DUSSAULT,
21281-5-4-o Attorney for petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Magog will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its charter, the Act I Edward VIII, chapter 7, and various statutes amending the same, on the following matters:

1. To repeal section I of the Act IX George VI, chapter 84, so that the fiscal year for the municipality shall commence on the 1st of January and end on the 31st of December of each year;

2. To authorize the Council to suspend or cancel certain classes of annual permits on certain conditions;

3. To authorize the Town to amend, modify or repeal the building by-laws, without the formalities of paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act;

4. To include in paragraph 8 of section 123 of the Charter, the name of certain other municipal officers;

5. To change the mode of election of councillors so that three members of the council be elected each year;

6. To levy a maximum tax of 10% instead of 7½% as business tax;

7. To impose a license on slot machines, mechanical games, and automatic commercial devices for recorded music;

8. To repeal section 13 of the Charter so that an election be held in the case of vacancies in the municipal council;

9. To authorize the Council to grant a reduction in taxes to any new commercial or industrial establishment;

10. To amend section 64 of the Cities and Towns Act so that the mayor will receive, for costs of representation, an amount of \$500 and the councillors \$300 for the same purpose;

And for other purposes.

YVES FOREST,
21302-5-4 Attorney for applicant.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Bonaventure, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de St-Edgar-sur-Cascapédia", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la Loi des cercles agricoles (R.S.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 3 février 1948.

21355-o Le Sous-ministre de l'Agriculture,
JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' club in the county of Bonaventure, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de St-Edgar-sur-Cascapédia", the said club being presently formed in conformity with the provisions of the Farmers' Club Act (R.S.Q., 1941, chap. 118).

Quebec February 3, 1948.

21355 JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de La Pointe-aux-Trembles (maintenant ville de Montreal-Est) Division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 90-444 à 90-533, 90-541 à 90-664, 92-555 à 92-605, 92-684 à 92-744 et une partie des lots 90-539 et 92-683 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 janvier 1948.

21334-o Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles (now part of the town of Montreal-Est) Registration division of Montréal.

Notice is hereby given that lots 90-444 to 90-533, 90-541 to 90-664, 92-555 to 92-605, 92-684 to 92-744 and a part of lots 90-539 and 92-683 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 29th, 1948.

21334-o Department of Lands & Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 142, du 22 janvier, 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 96, du 29 janvier 1948, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 15 février 1948 au 15 février 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Paritaire met à la disposition

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec, established under decree number 142, of January 22, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 96 of January 29, 1948, part "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. Levy

The period of levy shall extend from February 15th 1948 to February 15th 1949, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of the fixed wages and of the percentages paid to their employees.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of their fixed wages and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the

des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité Paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité Paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité Paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité Paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité Paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité Paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec pour la période comprise entre le 15 février 1948 et le 15 février 1949.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA CHAPELLERIE POUR DAMES ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Montréal, P.Q.

Etat des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 15 février 1948 et le 15 février 1949.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels: ($\frac{1}{2}$ de 1%)	\$ 6,500.00
Cotisations des salaires: ($\frac{1}{2}$ de 1%)	6,500.00
	\$13,000.00

Dépenses:

Loyer, téléphone, électricité	\$ 800.00
Taxes d'eau et d'affaires	55.00
Salaires de l'inspecteur et de l'inspecteur adjoint	3,000.00
Dépenses générales et autres des inspecteurs	800.00
Salaires au bureau	3,100.00
Salairé du secrétaire	875.00
Frais d'administration	3,200.00
Honoraires du vérificateur	240.00
Dépenses du bureau, timbres, papeterie, impressions, dépenses générales, etc.	400.00
Frais légaux	250.00
Ameublement	200.00
Dépenses diverses	80.00
	\$13,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 7 février 1948.

21341-o

professional employers with forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these forms filled in and return to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact a sworn report every time it deems such an action to be advisable.

The report, together with the levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which the report is requirable.

3. Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Millinery and Women's and Childrens Headwear Industry for the period between February 15th 1948 and February 15th 1949.

JOINT COMMITTEE OF THE MILLINERY AND WOMEN'S AND CHILDREN'S HEADWEAR INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Montreal, P.Q.

Estimate of receipts and disbursements for the period between February 15th 1948 and February 15th 1949.

Receipts:

Levy upon the professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%)	\$ 6,500.00
Levy upon the employees ($\frac{1}{2}$ of 1%)	6,500.00
	\$13,000.00

Disbursements:

Rent, Telephone, Light services	800.00
Water and Business Taxes	55.00
Inspector's and Deputy-Inspector's wages	3,000.00
Inspector's General and other expenses	800.00
Office salaries	3,100.00
Secretary's wages	875.00
Administration remuneration	3,200.00
Auditor's fees	240.00
Office expenses, stamps, stationery printing, general expenses, etc.	400.00
Legal fees	250.00
Furniture	200.00
Miscellaneous expenses unforeseen	80.00
	\$13,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 22, 1948.

21341-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au Détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 1638, du 17 mai, 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 96, du 29 janvier 1948, section "D", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 28 février 1948 au 28 février 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1638 et ses amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par le décret numéro 1638 et ses amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

2. *Mode de perception*

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assentiment des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1948 et 31 mars 1949.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité paritaire du commerce de l'Alimentation au détail à Québec, pour la période comprise entre le 28 février 1948 et le 28 février 1949.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec, formed under decree number 1638, of May 17, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 96 of January 29, 1948, part "B" pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of assessments will extend from February 28, 1948, to February 28, 1949 and applies as follows:

a) The professional employers governed by decree number 1638, and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the decree number 1638, and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate fixed in the said decree for employees of similar occupations receiving the lowest pay.

2. *Collection*

Assessments shall be paid every month, between the 1st and the 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee for assessment.

Every month, the professional employer shall send to the Parity Committee a complete report on forms supplied by the said Committee and giving the name in full and address of every employee in his employ, the latter's competency or classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

This report shall be signed by the professional employer and sent to the Parity Committee, together with assessments owed, by the said professional employer and his employees; all such sums shall be paid with money that is legal tender in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. *Financial report*

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: June 30, September 30 and December 31, 1947, and March 31, 1949.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec for the period between February 28, 1948, and February 28, 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION AU
DÉTAIL À QUÉBEC

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 28 février 1948 et le 28 février 1949.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations: ($\frac{1}{2}$ de 1%)	
Employeurs professionnels.....	\$ 7,350.00
Salariés.....	7,350.00
Artisans.....	150.00
Pénalités.....	150.00
	\$15,000.00

<i>Dépenses:</i>	
Administration.....	\$ 5,300.00
Inspection.....	500.00
Frais de voyages des inspecteurs....	500.00
Bureau des Examineurs.....	600.00
Loyer.....	900.00
Frais judiciaires et professionnels....	1,600.00
Impression.....	600.00
Papeterie.....	150.00
Ameublement et agencement.....	80.00
Intérêt, change et agios.....	50.00
Jetons de présence, Comité.....	800.00
Poste, téléphone, télégraphe.....	470.00
Divers.....	350.00
	\$15,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 février 1948. 21343-o

BUDGET OF THE RETAIL FOOD TRADE
PARITY COMMITTEE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and expenses for the period between February 28, 1948 and February 28, 1949.

<i>Receipts:</i>	
Assessments: ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional Employers.....	\$ 7,350.00
Employees.....	7,350.00
Artisans.....	150.00
Penalties.....	150.00
	\$15,000.00

<i>Expenses:</i>	
Administration.....	\$ 5,300.00
Inspection.....	500.00
Travelling expenses of inspectors....	500.00
Board of examiners.....	600.00
Rent.....	900.00
Judicial and professional fees.....	1,600.00
Printing.....	600.00
Stationery.....	150.00
Equipment and fixtures.....	180.00
Interest, exchange and agio.....	50.00
Postage, telephone and telegraph....	470.00
Meeting expenses.....	800.00
Miscellaneous.....	350.00
	\$15,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 7, 1948. 21343-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux adoptés en date du 19 janvier 1948, par le Comité paritaire de l'Industrie des Arts graphiques de Québec et du district, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 95 du 29 janvier 1948 (Section "A") et ajoutés aux règlements généraux dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 67 du 22 janvier 1948 (section "B").

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux du comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

Règlements spéciaux

1. *Certificat de qualification:* Le Comité paritaire décide, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, que le certificat de qualification est obligatoire dans toutes les municipalités de plus de cinq mille (5,000) âmes, suivant le dernier recensement du Canada, pour les ouvriers de métiers assujettis au décret numéro 2114 du 23 décembre 1947, relatif à l'industrie des arts graphiques de Québec et du district. Tout patron ou contremaître qui exerce de ses propres mains les métiers mentionnés dans le décret doit aussi posséder son certificat de qualification.

2. *Registres:* Tout employeur professionnel assujetti aux dispositions du décret numéro 2114, du 23 décembre 1947, relatif à l'industrie des arts graphiques de Québec et du district, doit tenir

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the special by-laws adopted January 19, 1948, by the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Québec and District, have been approved by Order in Council number 95 of January 29, 1948 (part "A") and added to the general by-laws of the said parity committee already approved by Order in Council number 67 of January 22, 1948 (part "B").

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws of the parity committee have been declared obligatory:

Special By-laws

1. *Certificate of competency:* The parity committee decides, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, that the certificate of competency is obligatory in all municipalities of more than five thousand (5,000) souls, according to the last census of Canada, for the trade workers governed by the decree number 2114 of December 23, 1947, relating to the graphic arts industry of Québec and district. Every employer or foreman plying himself the trades mentioned in the decree shall also hold a certificate of competency.

2. *Register:* Every professional employer governed by the provisions of the decree number 2114 of December 23, 1947, relating to the graphic arts industry of Québec and district, shall

un registre dans lequel sont inscrits les noms, âges et adresses de tous les salariés à son emploi, les heures d'arrivée et de départ du temps régulier et du temps supplémentaire, ainsi que toutes les informations relatives aux taux de salaires et aux heures de travail.

3. *Rapport mensuel*: Le ou avant le 15 de chaque mois, tous les employeurs professionnels assujettis au décret 2114 du 23 décembre 1947, relatif à l'industrie des arts graphiques de Québec et du district doivent transmettre au comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district, un rapport mentionnant le nom, le sexe et le numéro de chaque employé, son adresse, sa classification de métier, le numéro de son certificat de qualification, le taux horaire de son salaire, le nombre d'heures de travail pour chaque semaine (tant au taux régulier qu'au taux et demi et au taux double supplémentaire), le total des gages de la semaine et la cotisation de la semaine.

Ce rapport est fait sur une formule imprimée qui doit être fournie par le comité paritaire à l'employeur sur demande."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.
Québec, le 7 février 1948.

21342-o

keep a register in which shall be inscribed: the name in full, age and address of all employees in his employ, the hours of work of each day, the starting and finishing time for regular and overtime work, as well as all other information in respect of the rates of wages and the hours of work.

3. *Monthly report*: On or before the 15th day of each month, every professional employer governed by the decree number 2114 of December 23, 1947, relating to the graphic arts industry of Quebec and district shall transmit to the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District a report giving the name, sex and number of every employee, his address, his trade classification, the number of his certificate of competency, the hourly rate of his wages, the number of hours of work per week (at regular time and a half and double time rates), the total wages of the week and the assessment of the week.

Such report shall be made on a printed form which shall be supplied to the employer by the parity committee upon request."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 7, 1948.

21342-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est, Inc., L'Association des Marchands d'Automobiles des Cantons de l'Est et l'Association des Détaillants d'Essence des Cantons de l'Est lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 3087, du 7 août 1946, relatif aux employés de garages de la cité de Sherbrooke et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

On demande que les articles I, II, III et IV soient remplacés par les suivants:

"I. *Définitions*: Pour les fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Apprenti*: Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend un des métiers mentionnés dans le décret.

b) *Artisan*: Le mot "artisan", désigne toute personne exerçant seul, ou en société l'un des métiers régis par le décret, ou tout employeur ou employeur professionnel, lorsqu'il exerce pareil métier.

c) *Compagnon*: Le mot "compagnon", désigne tout salarié ayant terminé son apprentissage dans les métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, peintre, rembourreur, spécialiste en réparation de radiateurs, vérificateur, vulcanisateur, soudeur, vitrier, spécialiste en alignement des roues, spécialiste en mise à point des moteurs (tune up), spécialiste en réparation des freins.

d) *Démolisseur*: Le mot "démolisseur", désigne toute personne faisant la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou de vendre le métal comme rebuts.

e) *Homme-de-service-de-jour-ou-de-nuit*: Le terme "homme-de-service-de-jour-ou-de-nuit" désigne tout salarié qui conduit des véhicules-moteurs, vend de l'essence, lave les véhicules-mo-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that "L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est, Inc.", "L'Association des Marchands d'Automobiles des Cantons de l'Est" and "L'Association des Détaillants d'Essence des Cantons de l'Est" have submitted to him a request to amend the decree number 3087 of August 7, 1946, relating to the garage employees of the city of Sherbrooke and a radius of fifteen miles (15) from its limits.

It is requested that sections I, II, III and IV be replaced by the following:

I. *Definition*: For the purpose of the present decree, the following words and terms have the meaning given to them hereinabove.

a) *Apprentice*: The word "apprentice" means any person learning one of the trades mentioned in the present decree.

b) *Artisan*: The word "artisan" means any person exercising alone or in partnership one of the trades governed by the present decree, or any employer or professional employer when he plies such trade.

c) *Journeyman*: The word "journeyman" means any employee having completed his apprenticeship in one of the following trades of the automobile industry: wheelwright, bodyman, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, painter, upholsterer, radiator, repairer, welder, glazier, tester, vulcanizer, wheel alignment, motor tune up and brake repair specialists.

d) *Demolisher*: The word "demolisher" means any person demolishing motor vehicles, for the purpose of selling or storing the parts or selling the metal as scrap.

e) *Service-man, day or night*: The term "service man, day or night" means any employee driving motor vehicles, selling gas, washing motor vehicles, cleaning or heating the establishment, chang-

teurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, exécute de menus services d'urgence, tels que remplacement des courroies d'éventail, de bougies ou de tous menus accessoires de véhicules-moteurs.

Est toutefois exclue, l'installation de radio, d'appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour signaux de direction, laquelle est faite par un compagnon.

f) *Salarié*: Le mot "salarié", désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manoeuvre ou ouvrier non qualifié, artisan, préposé aux pièces de rechange ou employés qui travaillent individuellement, en équipe ou en société.

g) *Vérificateur*: Le mot "vérificateur" désigne tout salarié préposé à la vérification des véhicules-moteurs et à l'estimation de toutes réparations d'iceux. Il doit être un mécanicien de première classe.

h) *Atelier de mécanique*: Le terme "atelier de mécanique" désigne tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

i) *Débts d'essence*: Le terme "débts d'essence" désigne tout endroit fixe ou mobile où se fait la vente de l'essence et de lubrifiants pour l'usage des véhicules-moteurs, que ledit endroit soit exploité comme établissement principal ou comme accessoire d'un établissement principal.

j) *Garage*: Le mot "garage" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remisés. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au décret, tous les établissements où se fait, exclusivement ou en partie, la réparation des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-automobile ou non. Les établissements industriels ne sont pas compris dans cette définition.

k) *Station de service*: Le terme "station de service" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis, lubrifiés.

l) *Terrain-de-démolition*: Le terme "terrain de démolition" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines pièces d'iceux sont démolies, soit dans le but de la vente ou de l'emmagasiner, de la réparation ou de la démolition.

m) *Terrain-de-stationnement*: Le terme "terrain de stationnement" désigne tout endroit réservé au stationnement des véhicules-moteurs.

II. *Jurisdiction*: a) *Jurisdiction professionnelle*: Sont assujettis aux dispositions du décret, les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débts d'essence, stations de service, terrains de stationnement, terrains de démolition, atelier de mécanique, situés dans la juridiction territoriale du présent décret.

b) *Jurisdiction territoriale*: Le présent décret s'applique dans tout le territoire comprenant la cité de Sherbrooke, et dans toutes municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

III. *Salaires Minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après mentionnées:

ing tires or batteries, performing different emergency works such as replacing fanbelts, spark plugs, or any other motor vehicles accessories.

Is excluded however, installation of radios, air conditioning units and directional signal switches, which must be performed by a journeyman.

f) *Employee*: The word "employee" means any apprentice, qualified worker or journeyman, any labourer or non qualified worker, artisan, stock room clerk or any employee, who performs work individually, in group or in partnership.

g) *Tester*: The word "tester" means any employee committed to the testing of motor vehicles and the appraisal of repairs thereof. He must be a first class mechanic.

h) *Machine shop*: The term "machine shop", means any establishment where work or repairs are performed on motor-vehicles or any part thereof.

i) *Gasoline Station*: The term "gasoline station", means any place, stationary or portable, where gas and lubricants for motor-vehicles are sold, whether the said place be operated as the principal establishment or as an accessory to a principal establishment.

j) *Garage*: The word "garage", means any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exclusively or partly in the repair of parts and of accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories are part of the motor-vehicle, shall be considered as garages, and consequently governed by the decree. The industrial establishments are excepted.

k) *Service station*: The term "service station", means any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished or lubricated.

l) *Scrapping yard*: The term "scrapping yard", mean any place where motor-vehicles or any part hereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or scrapping.

m) *Parking Ground*: The term "parking ground", means any place where motor-vehicles are parked.

II. *Jurisdiction*: a) *Professional Jurisdiction*: Those governed by the provisions of the present decree shall be the employers, the professional employers, artisans and employees in garages, gasoline stations, service stations, parking-grounds, scrapping yards, machine shops located in the territorial jurisdiction of the present decree.

b) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the city of Sherbrooke and all municipalities completely or partly located within a radius of fifteen (15) miles from its limits.

III. *Minimum wages*: The minimum wages rates shall be the following for each one of the categories hereinafter mentioned.

a.—*Apprentices in all categories*: With the exception of servicemen, stock room clerks, greasers, welders, and vulcanizers; wheel alignment, motor tune up and brake repairs specialists:

	<i>l'heure</i>
Première année.....	\$ 0.35
Deuxième ".....	0.45
Troisième ".....	0.50
Quatrième ".....	0.55

	<i>per hour</i>
First year.....	\$ 0.35
Second year.....	0.45
Third year.....	0.50
Fourth year.....	0.55

b.—Compagnon: Charron, machiniste, électricien, mécanicien, vitrier, peintre, nettoyeur de bourrures, teinturier, vulcanisateur, débosseur, forgeron, rembourreur, vérificateur, spécialiste en alignement des roues, spécialiste en mise à point des moteurs (tune up), spécialiste en réparation des freins:

Première classe.	\$ 0.80
Deuxième classe.	0.70
Troisième classe.	0.60

c.—Spécialiste en réparation de radiateurs, soudeur:

	l'heure
Compagnon.	\$ 0.80
Apprenti 1ère année.	0.38
Apprenti 2ème année.	0.48

d.—Graisseur:

	l'heure
Première classe.	\$ 0.55
Deuxième classe.	0.48

e.—Vulcanisateur:

Compagnon.	\$ 0.80
Apprenti 1ère année.	0.38
Apprenti 2ème année.	0.48

f.—Préposé aux pièces de rechange dans les garages:

	par semaine
Gérant.	\$40.00
Assistant-gérant.	32.50
Apprenti 1ère année.	15.00
Apprenti 2ème année.	18.00
Apprenti 3ème année.	21.00
Apprenti 4ème année.	25.00

Homme de service:

	l'heure
De jour (6 jours par semaine). .	\$ 0.50
De nuit (6 jours par semaine). .	0.45

g.—Débits d'essence:

	par semaine
Commis en charge.	\$35.00
Commis 1ère année.	16.00
Commis 2ème année.	19.00
Commis 3ème année.	22.00

Homme de service:

	l'heure
De jours (6 jours par semaine)	\$ 0.45
De nuit (6 jours par semaine)	0.38

b.—Journeyman: Wheelwright, machinist, electrician, mechanic, glazier, painter, upholsterer, cleaner, dyer, vulcanizer, bodyman, blacksmith, upholsterer, tester, wheel alignment, motor tune up and brake repair specialists:

	per hour
First Class.	\$ 0.80
Second class.	0.70
Third class.	0.60

c.—Radiator Repairer, welder:

	per hour
Journeyman.	\$ 0.80
Apprentice 1st year.	0.38
Apprentice 2nd year.	0.48

d.—Greaser:

	per hour
First Class.	0.55
Second Class.	0.48

e.—Vulcanizer:

Journeyman.	0.80
Apprentice 1st year.	0.38
Apprentice 2nd year.	0.48

f.—Stock Room Clerk in Garages:

	per week
Manager.	\$40.00
Assistant-Manager.	32.50
Apprentice 1st year.	15.00
Apprentice 2nd year.	18.00
Apprentice 3rd year.	21.00
Apprentice 4th year.	25.00

Service man:

	per hour
Day time, 6 days a week.	0.50
Night time, 6 days a week.	0.45

g.—Gas Stations:

	per week
Head Clerk.	35.00
Clerk 1st year.	16.00
Clerk 2nd year.	19.00
Clerk 3rd year.	22.00

Service man:

	per hour
Day time, 6 days a week.	0.45
Night time, 6 days a week.	0.38

IV. Détermination et répartition des heures de travail:

a) Garages, ateliers de mécanique et terrains de démolition: Pour les compagnons et les apprentis, la journée régulière de travail est de neuf (9) heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et entre 7.00 a.m. et midi le samedi.

Tout travail exécuté après 6.00 p.m. du lundi au vendredi et le samedi après-midi, doit être payé au taux régulier plus cinquante pour cent (50%).

b) Débits d'essence: Pour les débits d'essence, les heures de travail sont réparties comme suit: entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. du lundi au samedi inclusivement.

Il est interdit aux salariés et aux artisans de ces débits d'essence de travailler à la vente, à la distribution ou à la manipulation de l'essence et des lubrifiants le dimanche et en dehors des heures mentionnées à l'alinéa précédent à moins qu'ils ne participent à un système de rotation ou dans des cas d'urgence surveillés par le Comité Paritaire.

c) Jours chômés: Les jours chômés sont les suivants: les dimanches, le premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Tous-

IV. Determination and distribution of working hours:

a) Garages, machine shops and scrapping yards: For journeymen and apprentices, the regular working day consist of nine (9) hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; on Saturday between 7.00 a.m. and noon.

Work done after 6.00 p.m. from Monday to Friday, and on Saturday afternoon, shall be paid the regular rate increased by fifty per cent. (50%).

b) Gas Stations: For the gas stations, the working hours shall be distributed as follows: between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. from Monday to Saturday inclusive.

No employer or artisan of such gas stations shall work at the sale, distribution or handling of gasoline and lubricants on Sunday and outside the hours mentioned in the foregoing paragraph unless a rotation system be establish or in cases of urgency supervised by the Parity Committee.

c) Holidays: The following days shall be kept as holidays: Sundays, New Years' Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day,

saint, l'Immaculée Conception, la Noël, le 24 de mai, la St-Jean-Baptiste, (24 juin), le jour de la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail et le jour d'Actions de Grâces. Tout salarié exécutant du travail urgent pendant un de ces jours-là, doit être rémunéré au taux de salaire double, à l'exception des hommes de service. Si la fête tombe un dimanche, le lundi suivant sera chômé.

d) Tout salarié a droit à un jour complet vingt-quatre (24) heures de repos chaque semaine. Pour le travail exécuté durant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire doit être doublé.

e) Les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent; toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas n'est pas compté dans les heures de travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.
Québec, le 7 janvier 1948.

21357-0

Immaculate Conception, Christmas Day, May 24th, S. John the Baptist Day (June 24th) Confederation Day (July the first), Labour Day, Thanksgiving Day. All work performed during these days shall be paid at the rate of double time, except for day or night service men. If a holiday falls on a Sunday, the following Monday is kept as a holiday.

d) All employees shall be entitled to a complete day of rest (24) hours each week. For work performed on the weekly day of rest, the rate of wages shall be doubled.

e) The working hours shall comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer and required to be present, however, the time given the employee for his meal, shall not be considered as working time."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to submit against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 7, 1948.

21357-0

Greffes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 29 janvier 1948 d'accorder à Me J. Armand Dugas, notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Geneviève, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoires et index de Me Marcel Libersan, notaire décédé, qui pratiquait à Sainte-Geneviève, district judiciaire de Montréal, et de Me A. Z. Libersan, notaire décédé, dont ledit feu Marcel Libersan était le cessionnaire.

Québec, 2 février 1948.
Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
RAOUL-E. FONTAINE.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 29 janvier 1948, d'accorder à Me Jean-Marie Guertin, notaire, demeurant et pratiquant à Lambton, district judiciaire de Beauce, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Joseph Ernest Guertin notaire décédé, qui pratiquait à Lambton, district judiciaire de Beauce.

Québec, 2 février 1948.
Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21333-0 RAOUL-E. FONTAINE.

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated January 29, 1948, to grant to Me J. Armand Dugas, notary, residing and practising at Sainte-Geneviève, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Marcel Libersan, deceased notary, who practised at Sainte-Geneviève, judicial district of Montreal, and of Me A. Z. Libersan deceased notary, whereof the said late Marcel Libersan was assignee.

Québec, February 2, 1948.
RAOUL E. FONTAINE,
Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated January 29, 1948, to grant to Me Jean-Marie Guertin, notary, residing and practising at Lambton, judicial district of Beauce, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Joseph Ernest Guertin, deceased notary, who practised at Lambton, judicial district of Beauce.

Québec, February 2, 1948.
RAOUL E. FONTAINE,
21333 Acting Under Secretary of the Province.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes, sous le grand sceau de la Province au nom de S. Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 22 janvier 1948.
Monsieur René Fournier, 37, rue de la Couronne, Québec, membre du Barreau de la Province: conseil en Loi du Roi. 21345-0

*Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Québec, January 22, 1948.
Mr. René Fournier, 37 de la Couronne Street Québec, member of the Bar of the Province: King's Counsel. 21345

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS
ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de la section 2 du chapitre 308, des Statuts refondus de Québec, 1941, (Loi des paroisses et fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain de Chicoutimi, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au Lieutenant-gouverneur-en-conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 5 septembre 1947, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de Saint-Ludger de Milot, dans le comté de Lac St-Jean-Ouest;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance du dit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 22 janvier 1948, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et, par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par le dit décret canonique à la paroisse de Saint-Ludger de Milot, comme suit, savoir:

Les sous-dites parties des cantons Milot et Dalmas, dans le comté du Lac Saint-Jean, district de Roberval, comprenant une étendue de territoire d'environ huit milles de front et d'environ huit milles de profondeur, bornée comme suit, savoir: vers le nord, par la ligne séparative des cantons Petit et Milot; vers l'est, par la rivière Alex; vers le sud, partie par la ligne de séparation des rangs huit (VIII) et neuf (IX) du canton Dalmas, partie par la ligne séparant les lots cinquante-neuf (59) et soixante (60) du rang neuf (IX) du dit canton, partie par la ligne séparant les cantons Dalmas et Milot jusqu'à la Rivière Petite-Péribonka; vers l'ouest, par la Rivière Petite-Péribonka, et Nous avons ordonné et déclaré et, par les présentes, ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Ludger de Milot, dans le comté de Lac-St-Jean-Ouest, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS
Deputy Attorney General.
WHEREAS the secretary of the Commissioners of the Comissioners duly appointed for the purposes of section 2 of chapter 308 of the Revised Statutes of Quebec, 1941 (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholice Diocese of Chicoutimi, in Our Province of Quebec, as canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities has, under authority of the said Statute, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 5th day of September, 1947, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of "Saint-Ludger de Milot", in the county of Lake St. John-West;

WHEREAS the secretary of the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and of the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at this office, within the delay granted by law, no opposition to the acknowledgment of said canonical decree, for civil purposes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 22nd of January, 1948, We have confirmed, established and acknowledged, and do hereby confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saint-Ludger de Milot, as follows, to wit:

The following parts of the Townships Milot and Dalmas, in the county of Lake Saint John, district of Roberval, comprising a tract of land of about eight miles in front and about eight miles in depth, bounded as follows, to wit: towards the north, by the division line of the Townships Petit and Milot; towards the east, by the Alex River; towards the south, partly by the division line of ranges eight (VIII) and nine (IX) of the Township Dalmas, partly by the division line of lot fifty-nine (59) and sixty (60) of range nine (IX) of the said Township, partly by the division line of the Townships Dalmas and Milot up to the Petite-Péribonka River; towards the west by the Petite-Péribonka River, and We have ordained and declared and do hereby ordain and declare that the parish of Saint-Ludger de Milot, in the county of Lake St. John-West, described above, shall be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said statutes.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général, l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-septième jour de janvier en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21325-o RAOUL E. FONTAINE.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général { ATTENDU que le conseil de la ville de Château d'Eau a demandé que la juridiction de la Cour des jeunes délinquants de Québec soit étendue à la Ville de Château d'Eau;

ATTENDU que le conseil de la ville de Château d'Eau a accepté de payer les frais de transport des enfants et les frais de déplacement, (frais de transport et de pension), des officiers de probation chargés de faire, dans certains cas, les enquêtes prévues par la Loi des jeunes délinquants, 1929, (19-20 Georges V, chapitre 46);

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à la demande du conseil de la ville de Château d'Eau;

ATTENDU que, en vertu d'une proclamation du Gouverneur-général émise conformément aux dispositions de l'article 44 de la Loi des jeunes délinquants, 1929, (19-20 George V, chapitre 46), ladite Loi a été déclarée exécutoire dans la ville de Château d'Eau.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans l'arrêté en conseil numéro 2044, du 18 décembre 1947, et, conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi de la Cour des jeunes délinquants de Québec, (4 Geo. VI, chap. 53) Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que, à compter du 31 janvier 1948, la juridiction de la Cour des jeunes délinquants de Québec est étendue à la ville de Château d'Eau.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D.,

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-seventh day of January, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command.
21325 RAOUL E. FONTAINE,
Acting Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the Council of the Town of Château d'Eau, has requested that the jurisdiction of the Juvenile Delinquents' Court of Quebec be extended to the Town of Château d'Eau;

WHEREAS the council of the Town of Château d'Eau has agreed to pay the costs of transportation of the children and travelling expenses (costs of transportation and board), of the probation officers charged with making, in certain cases, inquiries provided for by the Juvenile Delinquents' Act, 1929, (19-20 Geo. V, chap. 46);

WHEREAS it is expedient to grant the request of the Council of the town of Château d'Eau;

WHEREAS pursuant to a proclamation of the Governor General, issued in conformity with the provisions of section 44 of the Juvenile Delinquents' Act, 1929, (19-20 George C, chapter 46), the said Act was declared executory within the town of Château d'Eau.

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council expressed in Order in Council number 2044 of December 18, 1947, and in conformity with the provisions of section 13 of the Act to establish the Juvenile Delinquents' Court of Quebec (4 Geo. VI, chap. 53) We have enacted and ordered and do hereby enact and order, that from and after January 31, 1948, the jurisdiction of the Juvenile Delinquents' Court of Quebec be extended to the town of Château d'Eau.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

UN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O.,

Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour de janvier en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,

21356-o

RAOUL-E. FONTAINE.

M. D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirtieth day of January, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,

RAOUL E. FONTAINE,
Acting Under Secretary
of the Province.

21356

Sièges sociaux

CINÉ FILMS OF AMERICA LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Ciné Films of America Limited", constituée par lettres patentes de la province de Québec, en date du cinq janvier 1948, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son siège social au numéro 5277, rue St-Denis, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce dix-neuf janvier 1948.

(Sceau)

21326

Le Secrétaire,
ROGER N. TURCOT.

HOWARD FUR CORP.

Avis est donné que la compagnie "Howard Fur Corp.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du douze janvier 1948, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 58 est, Mount Royal Avenue, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, le vingt-huit janvier 1948.

21327

Le Secrétaire,
HARRY KIRSTEIN.

Avis est par les présentes donné que "J.-W. Picard Ltée" constitué en corporation par lettres patentes émises le 27 novembre 1947, en vertu de la Loi des Corporations de Québec, a établi son bureau d'affaires au numéro 189 de la rue Jacques-Cartier, à Chicoutimi.

A compter du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Chicoutimi, ce 29 janvier 1948.

21328-o

Le Président,
J.-W. PICARD.

RITZ THEATRE LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Ritz Theatre Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 mars 1947, et ayant son siège social à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 4015 Boulevard St-Laurent, Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-neuf janvier mil neuf cent quarante-huit (1948).

21329-o

Le Président,
C. O. AUCLAIR.

CINÉ FILMS OF AMERICA LIMITED

Notice is hereby given that "Ciné Films of America Limited", incorporated by letters patent of the province of Quebec, dated the fifth day of January, 1948, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at 5277 St. Denis Street, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of January, nineteen hundred and forty-eight.

(Seal)

21326-o

ROGER N. TURCOT,
Secretary.

HOWARD FUR CORP.

Notice is hereby given that "Howard Fur Corp.", incorporated by letters patent of the province of Quebec on the 12th day of January, 1948, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, has established its office at 58 Mount Royal Ave. East, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, January 28th, 1948.

21327

HARRY KIRSTEIN,
Secretary.

Notice is hereby given that "J. W. Picard", incorporated by letters patent issued on November 27, 1947, under the Quebec Companies Act, has established its business office at 189 Jacques-Cartier Street, Chicoutimi.

From and after the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Chicoutimi, January 29, 1948.

21328

J. W. PICARD,
President.

RITZ THEATRE LIMITED

Notice is hereby given that the company "Ritz Theatre Limited", incorporated by letters patent bearing date the tenth of March, 1947, and having its head office at Montreal, province of Quebec, has established its office at number 4015 St. Lawrence Boulevard, Montreal.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this twenty-ninth day of January, nineteen hundred and forty-eight (1948)

21329

C. O. AUCLAIR,
President.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Construction Quemont Inc."—"Que-
mont Construction Inc.", constituée en corpora-
tion par lettres patentes en date du 19 mars 1945
et ayant son siège social à 4895 rue Cartier, Mont-
réal 34, où son bureau était situé jusqu'à ce jour,
l'a transporté à 285 avenue Bernard, Montréal 8.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau
sera considéré par la compagnie comme étant son
siège social.

Daté à Montréal, le 22 janvier 1948.

21346 Le Gérant du bureau,
W. E. WILLIAMS.

GRAY BAIRD VENEER COMPANY LTD.

Avis est donné que la compagnie "Gray Baird
Veneer Company Ltd.", un corps dûment in-
corporé, constituée en corporation par lettres
patentes de la province de Québec, en date du
douze janvier 1948, et ayant son siège social à
Bellerive station, comté de Labelle, a établi son
siège social à ladite Bellerive station.

A compter de la date du présent avis ledit bu-
reau sera considéré par la compagnie comme
étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, le vingt-trois janvier 1948.

(Sceau) Le secrétaire,
21350 Mme VADEN LONG BAIRD.

Notice is hereby given that the "Construction
Quemont Inc."—"Quemont Construction Inc."
incorporated by letters patent dated March 19th,
1945, and having its head office at 4895 Cartier
Street, Montreal 34, where its office was situated
up to-day, has moved it to 285, Bernard Avenue
Montreal 8.

From and after the date of this notice, the said
office shall be considered by the company as being
the head office of the company.

Dated at Montreal, this 22nd day of January,
1948.

21346-o W. E. WILLIAMS,
Office Manager.

GRAY BAIRD VENEER COMPANY LTD.

Notice is hereby given that Gray Baird Veneer
Company Ltd., a body corporate, incorporated
by Letters Patent of the Province of Quebec,
dated the 12th day of January, 1948, and hav-
ing its head office at Bellerive Station, County
Labelle, has established its head office at the said
Bellerive Station.

From and after the date of this notice the said
office shall be considered by the Company as
being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 23rd day of January,
1948.

(Seal) VADEN LONG BAIRD,
21350-o Secretary.

Soumissions

Province de Québec

VILLE ST. PIERRE
(COMTÉ DE JACQUES-CARTIER)

Avis public est, par les présentes, donné que
des soumissions écrites, cachetées et endossées
"Soumissions pour obligations" seront reçues par
le soussigné jusqu'à cinq heures du soir, mardi
le 24 février 1948, pour l'achat d'obligations de
Ville St. Pierre au montant de \$68,000.00 émises
sous l'autorité du règlement N° 233.

Les dites obligations seront datées du premier
mars 1948 et remboursables en séries, suivant
le tableau ci-après:

1er mars	Montant
1949	\$1,800.00
1950	1,900.00
1951	2,000.00
1952	2,000.00
1953	2,100.00
1954	2,200.00
1955	2,200.00
1956	2,300.00
1957	2,400.00
1958	2,400.00
1959	2,500.00
1960	2,600.00
1961	2,700.00
1962	2,800.00
1963	2,800.00
1964	2,900.00
1965	3,000.00
1966	3,100.00
1967	3,200.00
1968	21,100.00

Lesdites obligations porteront intérêts au taux
de 3% par an. Ces intérêts seront payables les

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF ST-PIERRE
(COUNTY OF JACQUES-CARTIER)

Public notice is hereby given that sealed ten-
ders, endorsed "Tenders for Bonds" will be receiv-
ed by the undersigned until five o'clock in the
evening on Tuesday, February 24th, 1948, for
the purchase of Town of S. Pierre bonds amount-
ing to \$68,000.00 issued under authority of By-
Law No. 233.

The said bonds will be dated March 1st, 1948,
and redeemable serially, as set forth in the
following table:

March 1st	Amount
1949	\$1,800.00
1950	1,900.00
1951	2,000.00
1952	2,000.00
1953	2,100.00
1954	2,200.00
1955	2,200.00
1956	2,300.00
1957	2,400.00
1958	2,400.00
1959	2,500.00
1960	2,600.00
1961	2,700.00
1962	2,800.00
1963	2,800.00
1964	2,900.00
1965	3,000.00
1966	3,100.00
1967	3,200.00
1968	21,100.00

The said bonds bear interests at the rate of
3% per annum. These interests will be payable

premier mars et septembre de chaque année ainsi que le capital à la Banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt, lequel dépôt ne portera pas intérêt.

Les soumissions devront indiquer si le prix comporte ou non l'intérêt accru.

Ces soumissions seront prises en considération à la séance spéciale du conseil qui sera tenue mardi le 24 février 1948, à huit heures et trente p.m. à l'hôtel de ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Ville St. Pierre, ce deuxième jour de février mil neuf cent quarante-huit.

Le Greffier.
H. F. MALO.

21352-o

on the first day of March and September of each year, with the capital, at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal.

Said bonds may be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date, under the authority of Chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec 1941.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan, which deposit shall not bear interest.

The tenders must specify whether the price includes or does not include accrued interest.

The tenders will be taken into consideration at the special meeting of the council which will be held on Tuesday, February 24th, 1948, at eight thirty o'clock p.m., at the City Hall.

The council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Town of St. Pierre, this second day of February, nineteen forty-eight.

H. F. MALO,
City Clerk.

21352-o

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE ROBERVAL

Avis public est par le présent donné par le sousigné, M. Houde, secrétaire-trésorier, de la ville de Roberval, du comté de Roberval, que LUNDI, le HUITIEME jour de MARS, mil neuf cent quarante-huit, à DIX heures de l'avant-midi au bureau du secrétaire-trésorier de la ville de Roberval, sera vendu à l'enchère publique l'immeuble ci-après désigné pour non paiement des taxes municipales, scolaires, frais et charges dus sur cet immeuble, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés, avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF ROBERVAL

Public notice is hereby given by the undersigned, M. Houde, secretary-treasurer of the Town of Roberval of county of Roberval, that on MONDAY, the EIGHTH day of MARCH nineteen hundred and forty-eight at TEN o'clock in the forenoon, to the office of secretary-treasurer of the town of Roberval, there will be sold by public auction the hereunder described immovable, for non-payment of municipal and school taxes, costs and charges due on the said immovable, unless the same taxes, costs and charges be paid, before the sale, together with costs incurred, namely:

Propriétaire — Owner	Cadastre	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Eugène Potvin	P. 217	\$83.63	\$35.55	\$119.18

Donné sous mon seing à Roberval, ce vingt-neuvième jour de janvier mil neuf cent quarante-huit.

Le Secrétaire-trésorier,
M. HOUDE.

21332-6-2-o

Given under my hand at Roberval, this twenty-nine day of January, 1948.

M. HOUDE,
Secretary-Treasurer.

21332-6-2-o

VENTE PAR SHERIF

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
Cour Supérieure

District de
Rouyn-Noranda, N° 1576. { HILL-CLARK - FRANCIS
LIMITED, ayant son
bureau-chef à New-Liskeard,

SHERIFF' SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
Superior Court

District of
Rouyn-Noranda, No. 1576. { HILL-CLARK - FRANCIS
LIMITED, having its
head office at New-Liskeard,

Ont., et une place d'affaires, à Noranda, district de Rouyn-Noranda, demanderesse; vs THORNHILL GOLD MINES LIMITED, ayant son bureau-chef à Toronto, Ont., et une place d'affaires dans le canton Dupras, district de Rouyn-Noranda, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse les droits miniers sur les claims suivants:

R-49925, R-49926 et R-49927, balance des lots 49, 50 et 51 du rang I dans le canton Dupras, district de Rouyn-Noranda, P.Q.

R-49928, R-49929 et R-49930, balance des lots 52, 53 et 54 du rang I dans le canton Dupras, district de Rouyn-Noranda.

Lesdites balances de lots ayant une superficie totale de 400 acres plus ou moins;

le tout avec bâtisses y dessus érigées, circonstances et dépendances, seront vendus en bloc au bureau du Shérif, du district de Rouyn-Noranda, à l'hôtel-de-ville de Rouyn, dit district, à Rouyn, LUNDI, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER 1948, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-shérif,
Bureau du Shérif, J.-J.-R. DESMEULES.
Rouyn, le 10 janvier 1948. 21173-3-2-o
[Première insertion, le 17 janvier 1948]

Ont., and a place of business at Noranda, district of Rouyn-Noranda, plaintiff; vs THORNHILL GOLD MINES LIMITED, having its head office at Toronto, Ont., and a place of business in Dupras, district of Rouyn-Noranda, defendant.

As belonging to the defendant, the mining rights on the following claims:

R-49925, R-49926 and R-49927, balance of lots 49, 50 and 51, range I, in Dupras township, district of Rouyn-Noranda, P.Q.

R-49928, R-49929 and R-49930, balance of lots 52, 53 and 54, range I, in Dupras township, district of Rouyn-Noranda.

The said parts of lots being of 400 acres in superficies, more or less;

the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold "en bloc" at the Sheriff's Office of the district of Rouyn-Noranda, Town Hall of Rouyn, said district, at Rouyn, MONDAY, the TWENTY-THIRD day of FEBRUARY 1948, at TWO o'clock in the afternoon.

J.-J.-R. DESMEULES,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rouyn, January 10th, 1948. 21173-3-2-o
[First insertion, January 17th, 1948]

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 99

Québec, le 29 janvier 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la broderie dans l'île de Montréal et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Fashion Accessories Manufacturers Association Inc."

Et, D'AUTRE PART:

"Embroidery, Pleaters, Stitchers and Button Makers Union, Local 315, of the International Ladies Garment Workers Union", pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la Gazette officielle de Québec, édition du 13 décembre 1947;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les dispositions de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 99

Québec, January 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the embroidery industry in the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Fashion Accessories Manufacturers Association Inc.

And, ON THE OTHER PART:

Embroidery, Pleaters, Stitchers and Button Makers Union, Local 315, of the International Ladies Garment Workers Union, for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the conditions described in the Quebec Official Gazette of December 13, 1947;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

ATTENDU QUE des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 décembre 1947.

I. Jurisdiction territoriale: Le présent décret s'applique à l'Île de Montréal, et au territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

II. Jurisdiction industrielle: a) Le présent décret régit l'industrie de la broderie et des accessoires de mode comprenant les opérations suivantes: travail à l'aiguille d'ornementation à la main ou à la machine, broderie bonnaz, perlage au crochet, étampage, plissage à l'aiguille, exécution de remplis, de plissés, de points en zig-zag, d'ourlet à jour, posage de pointes de diamants et de pierres du Rhin, de boutonniers, de boucles et boutons recouverts de tissu, la fabrication de nouveautés et tout travail de couture résultant des opérations précitées, le tout pour fins d'ornement ou d'utilité, devant s'appliquer en entier ou en partie, ou de toute autre manière, à la production de robes, manteaux, costumes, chapeaux, jupes, blouses, sacs et sacoches pour dames, que ce travail constitue une industrie principale ou un accessoire à une autre industrie.

b) Toutefois ce décret ne s'applique à aucune des opérations ci-haut mentionnées lorsqu'elles sont subordonnées, auxiliaires ou accessoires et lorsqu'elles font partie de la fabrication de vêtements assujettis au décret numéro 3519, du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la robe et sont exécutées sur ces vêtements dans l'établissement d'un manufacturier, d'un entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur régi par ledit décret relatif à l'industrie de la robe, et ne constituent pas spécifiquement et uniquement de la broderie, telle que définie dans le présent décret, offerte comme telle en vente ou sous contrat individuel. Nonobstant les dispositions précédentes, le présent décret s'applique à toutes les opérations de la broderie "bonnaz", du perlage au crochet et du posage de pointes de diamants et de pierres du Rhin.

c) Le présent décret ne régit pas le métier de la broderie suisse.

III. Définition des métiers: a) Le terme "mécanicien bonnaz" désigne toute personne qui voit au fonctionnement des différentes machines à broder à alimentation universelle ou à pédale, qui contrôle ou dirige les mouvements de telles machines dans différentes directions et produit une variété de points et d'effets différents au moyen d'un dispositif changeable.

b) Le terme "perleur au crochet" désigne toute personne qui peut poser des perles au crochet à la main, ou qui, de toute manière semblable, au moyen d'un crochet, peut crocheter tout autre article de nouveauté.

c) Le terme "mécanicien de machines spéciales" désigne toute personne qui voit au fonctionnement d'une ou de plusieurs des machines suivantes: zigzag, ourlet à jour, remplis, plissage à l'aiguille et autres machines à nouveautés qui sont utilisées ou pourraient devenir en usage dans cette industrie.

d) Le terme "plisseur et faiseur de patrons" désigne toute personne qui fait les patrons, qui

WHEREAS objections have been made against the said request and they were submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec-Official Gazette* of December 13, 1947.

I. Territorial jurisdiction. The present decree shall apply to the Island of Montreal and to the territory comprised within a radius of ten (10) miles from its limits.

II. Industrial jurisdiction. The present decree shall apply to the industry of embroidering and fashion accessories, consisting in the following operations: needlework, ornamentation by hand or machine, bonnaz embroidering, crochet-beading, stamping, shirring, tucking, pleating, zigzag stitching, hemstitching, nailhead and rhinestone setting, buttonhole making, making of textile-covered buttons and textile-covered buckles, the making of novelties and all work done by any or all of the foregoing operations, the whole for ornamental or utilitarian purposes, to be entirely or partly, or in any manner, applied to the production of dresses, cloaks, suits, hats, skirts, blouses, handbags and purses for ladies, whether such work constitutes a main industry or one that is subsidiary or incidental to another industry.

b) However, this decree shall not apply to any of the aforesaid operations where these are performed as merely incidental, ancillary and accessory to the production of and as part of garments coming under the jurisdiction of Decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry, when such operations are performed on the said garments in the establishment of a manufacturer, contractor or subcontractor governed by the said decree relating to the dress industry, and the said operations are not made specifically and solely as embroidery as defined herein, for sale or under contract independently as such. Notwithstanding the foregoing exception, the present decree shall in all cases apply to the operations of bonnaz embroidery, crochet beading and nailhead and rhinestone setting.

c) The decree does not govern the craft of Swiss Embroidering.

III. Definition of crafts. a) The words "bonnaz operator" mean one who operates various embroidery machines by universal feed or pedal, who controls or directs movements of such machines in various directions and produces a variety of different stitches and effects by means of a changeable attachment.

b) The words "crochet beader" mean any person who can crochet beads by hand, or in a similar manner by means of a crochet hook, can crochet any other novelty item.

c) The words "special machine operator" mean any person who operates either one or more of the following machines: zigzag, hemstitching, tucking, shirring, and other novelty machines which may now or hereafter be used in the present industry.

d) The words "pleater and pattern-maker" mean any person who makes patterns and

peut voir au fonctionnement d'une machine à plisser et qui est capable d'en changer les différents accessoires et dispositifs.

e) Le terme "assistant plisseur" désigne toute personne qui assiste le plisseur et faiseur de patrons ou qui fait du travail général dans le département du plissage.

f) Le terme "faiseur de boucles et de boutons recouverts" désigne toute personne qui voit au fonctionnement d'une machine à recouvrir les boutons et les boucles actionnées par les mains ou les pieds.

g) Le terme "étampeur" désigne toute personne qui peut faire seule, l'étampage, soit au procédé sec ou humide (poudre ou pâte), sur tous genres de matériel et en distinguer l'endroit de l'envers, ainsi qu'ajuster les patrons aux différentes grandeurs. Cependant, l'étampeur n'est pas tenu de faire ses propres patrons, ni de préparer ou d'appréter aucun travail à être exécuté subséquemment.

h) Le terme "employé général" désigne toute personne qui pratique le métier depuis un an et demi (1½) ou plus et exécute, entièrement ou partiellement, les travaux suivants: nettoyage, pressage, épinglage, découpage des appliques, posage des pierres du Rhin ou autres garnitures de métal et tout travail d'aide général.

i) Le terme "brodeur à la main" désigne toute personne qui peut broder avec une aiguille ordinaire et suivre les patrons, utilisant tout matériel applicable avec une telle aiguille.

IV. *Taux de salaires:* a) Les salariés des métiers ci-après énumérés doivent recevoir les taux horaires minima suivants:

	<i>l'heure</i>
Mécanicien "bonnaz"	\$1.07
Plisseur et faiseur de patrons	0.63
Etampeur	0.47
Mécanicien de machines spéciales	0.47
Perleur au crochet	0.44
Brodeur à la main	0.39
Employé général	0.39
Assistant plisseur	0.39
Faiseur de boucles et de boutons recouverts	0.39

b) *Réduction des salaires:* Il n'est pas permis de réduire les salaires des salariés dont le taux de salaire est actuellement plus élevé que le minimum ci-dessus mentionné.

V. *Heures de travail:* Une semaine de travail comprend quarante (40) heures réparties en cinq (5) jours ouvrables du lundi au vendredi inclusivement de chaque semaine, comme suit:

Le travail commence à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 p.m. avec un arrêt d'une heure pour le repas du midi, de midi à 1.00 p.m.

Aucun travail ne doit être exécuté le samedi.

VI. *Travail supplémentaire:* a) Pas plus de huit (8) heures de travail supplémentaire ne sont permises dans la même semaine ou plus de deux (2) heures par jour, les quatre (4) premiers jours de travail de la semaine.

b) Aucun travail supplémentaire n'est permis le vendredi.

c) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

d) Lorsqu'un salarié arrive à son travail après 8.15 a.m., le temps ainsi perdu à compter de 8.00 a.m. est déduit des heures supplémentaires faites ce jour-là. Le maximum du temps ainsi déductible ne doit jamais excéder une heure par jour.

VII. *Minimum de quatre heures de travail continu:* Quand un salarié est appelé au travail, il

knows how to operate a pleating machine and is able to change its various accessories and attachments.

e) The words "pleater's assistant" mean any person who assists the pleater and pattern-maker or who does general work in a pleating department.

f) The words "covered button and buckle maker" mean any person who operates either a hand or foot press button and buckle covering machine.

g) The word "stamper" means any person who is able, unassisted, to stamp with dry or wet stamping (viz: powder or paste) for all types of material and is able to distinguish the right side from the left side of same, and to adjust patterns to various sizes but who does not have to make his or her own patterns nor prepare or make ready work for any subsequent operation.

h) The words "floor help" mean any person who is in the trade for one year and a half (1½) or more and who does the following operations in whole or part, such as cleaning, pressing, pinning, appliqué cutting, rhinestones and metal spots and other floor help.

i) The words "hand embroidery worker" mean any person who can embroider by means of ordinary needle and follow patterns with any material that may be put on by means of such needle.

IV. *Minimum wage rates:* a) The employees of the trades hereafter enumerated shall receive the following hourly minimum rates:

	<i>per hour</i>
Bonnaz operator	\$1.07
Pleater and Pattern Makers	0.63
Stamper	0.47
Special Machine Operator	0.47
Crochet Beader	0.44
Hand Embroidery Worker	0.39
Floor Help	0.39
Pleater's assistant	0.39
Covered Button and Buckle Maker.	0.39

b) *Prohibition to reduce wages.* In any event it shall be forbidden to reduce the wages of employees presently receiving a higher rate of pay than the aforesaid minimum.

V. *Working hours.* A week's work consist of 40 hours divisible into five working days from Monday to Friday inclusive of each week as follows:

Work shall begin at 8.00 a.m. and shall continue until 5.00 p.m. with an interval of one hour for lunch, from noon to 1 p.m.

No work shall be permitted or done on Saturday.

VI. *Overtime.* a) Not more than eight (8) hours overtime shall be permitted in any one week or more than two (2) hours in any one day, the first four (4) working days in the week.

b) No overtime shall be permitted on Friday.

c) All overtime work shall be paid at the rate of time and one half.

d) Whenever on any day an employee reports for work after 8.15 a.m., the time thus lost as of 8.00 a.m. shall be deducted from the overtime during such day. The maximum time thus deductible shall in no instance exceed one hour in any one day.

VII. *Minimum four hours' continuous work.* A worker when called in to work, shall be entitled

a droit à un minimum de quatre (4) heures de travail continu ou à une rémunération équivalente.

VIII. *Contrats individuels*: Nul employeur ne peut contracter individuellement avec un ou des salariés régis par le présent décret, ni exiger ou accepter des dépôts en argent ou autres garanties de crédits salariés.

IX. *Employeurs et salariés*: Tout employeur, dessinateur ou contremaître personnellement engagé dans un travail ordinairement affectué par un salarié, tel que défini dans le présent décret, est considéré comme un salarié pour les fins de ce décret et il est sujet aux dispositions de ladite Loi et dudit décret.

X. *Travail à domicile*: Tout travail à domicile est interdit, excepté les travaux de broderie à la main et du perlage au crochet qui peuvent être exécutés à domicile. Dans de tels cas, les conditions ci-après décrites doivent être observées:

a) Tout employeur, entrepreneur, sous-entrepreneur ou toute autre personne qui fait exécuter un des travaux susdits à domicile doit, dans un délai de trois (3) jours, transmettre au Comité paritaire ses nom et adresse ainsi que le nom et l'adresse des salariés à qui il donne tel travail; il doit également faire rapport des taux de salaire payables pour tel travail et le nombre d'heures effectuées par le salarié à cet effet.

b) Tout autre renseignement requis par le Comité paritaire en rapport avec tel travail doit également être fourni par chaque salarié travaillant à domicile, employeur, entrepreneur ou sous-entrepreneur, sur demande.

c) Tous les salariés travaillant à domicile doivent également transmettre au Comité paritaire leurs noms, adresses et leurs taux de salaire.

d) Tous les salariés travaillant à domicile sont rémunérés sur une base de travail à la pièce et le prix de chaque unité de travail doit d'abord être déterminé par le Comité paritaire sur demande de l'employeur, de l'entrepreneur ou sous-entrepreneur.

Tels taux de travail à la pièce doivent être calculés sur une base portant la rémunération du salarié à 80% du salaire minimum de la semaine de travail fixé dans le présent décret pour les métiers respectifs.

XI. *Apprentis*: a) A l'exception des "mécaniciens bonnaz", nul atelier ne peut employer un nombre d'apprentis dépassant 15% du nombre total des salariés.

b) Après un an et demi (1½) dans le métier, un apprenti-employé général est promu à la classe d'employé général qualifié.

c) Un apprenti-employé général commence à \$0.30 l'heure et reçoit une augmentation de \$0.03 l'heure à tous les six mois jusqu'à sa qualification.

d) Un apprenti mécanicien de machines ou un apprenti étampeur est promu à la classe du mécanicien de machines ou d'étampeur qualifié après deux ans et demi (2½) de service. Un apprenti mécanicien de machines ou un apprenti étampeur commence à \$0.30 l'heure et reçoit une augmentation de \$0.03 l'heure chaque six mois durant les deux premières années et de \$0.05 l'heure durant les derniers six mois jusqu'à sa qualification comme mécanicien de machines ou comme étampeur.

e) Aucun apprenti ne doit être employé dans la section des "mécaniciens bonnaz" à moins que l'employeur ait à son emploi au moins cinq (5) "mécaniciens bonnaz" qualifiés.

f) Un apprenti "mécanicien bonnaz" est un salarié qui apprend à travailler sur une machine "bonnaz". Il est promu comme "mécanicien bonnaz" qualifié après quatre (4) ans d'appren-

to a minimum of four (4) hours' continuous work or payment therefor.

VIII. *Individual contracts*: No employer shall make any individual contracts with any employee falling within the scope of the present decree nor exact or accept any cash deposits or other securities from any such employee.

IX. *Employers and employees*. Every employer, designer or foreman personally engaged in doing any work ordinarily done by any employee, as defined in the present decree, shall be deemed to be an employee, for the purpose of this decree, and shall be bound by the provisions of the said Act and of the present decree.

X. *Home work*. All home work is prohibited except hand embroidery work and crochet-beading which may be done at home, but only under the following conditions:

a) Every employer or contractor or entrepreneur, sub-contractor, or other person who gives any of the aforesaid work to be done at home must (within three (3) days) register with the Parity Committee the name and address of himself and of all the persons to whom he gives such work, and must likewise, register the rates of pay, payable for such work and the number of hours occupied by the employee for such work.

b) All other information required by the Parity Committee in connection with such work must likewise be furnished by each home worker, employer, contractor or sub-contractor, upon request.

c) All home workers must likewise register with the Parity Committee their names, addresses and rates of pay.

d) All home workers must work on a piece-work basis and the price for each unit of work, must first be determined by the Parity Committee on an application to such effect by the employer, contractor or sub-contractor.

Such piece-work rates shall be calculated upon the basis to yield the home worker remuneration equal to 80% of the minimum wages for week work as fixed in the present decree for the respective crafts.

XI. *Apprentices*: a) With the exception of Bonnaz operators, not more than fifteen per cent. (15%) apprentices to workers shall be permitted in any one shop.

b) After one year and a half (1½) in the trade, an apprentice floor helper shall be graduated into the class of a full-skilled floor helper.

c) An apprentice floor helper shall begin at \$0.30 per hour and be increased \$0.03 per hour every six months until graduation.

d) An apprentice machine operator or apprentice stamper shall be graduated in two and a half years (2½ years) into the class of full skilled machine operator or stamper. An apprentice machine operator or apprentice stamper shall begin at \$0.30 per hour and shall be increased every six months at the rate of \$0.03 per hour for the first two years and \$0.05 per hour for the last six months until graduation into the craft of full skilled machine operator or stamper.

e) No apprentice may be employed in any Bonnaz Department unless the employer has in his employment at least five (5) full skilled Bonnaz operators.

f) An apprentice Bonnaz operator is one who is a beginner at the Bonnaz machine and shall be graduated in four (4) years into a full-skilled Bonnaz operator. An apprentice Bonnaz oper-

tissage. Un apprenti "mécanicien bonnaz" doit recevoir des augmentations de salaire comme suit:

	<i>l'heure</i>		<i>per hour</i>
1er semestre	\$0.30	1st six months.	\$0.30
2ème semestre	0.34	After six months.	0.34
3ème semestre	0.42	After twelve months.	0.42
4ème semestre	0.47	After eighteen months.	0.47
5ème semestre	0.52	After twenty-four months.	0.52
6ème semestre	0.60	After thirty months.	0.60
7ème semestre	0.68	After thirty-six months.	0.68
8ème semestre	0.75	After forty-two months.	0.75

Après quarante-huit (48 mois, un "mécanicien bonnaz" doit subir un examen. Si le Comité paritaire lui accorde un certificat de qualification, il a droit au salaire d'un "mécanicien bonnaz" qualifié, tel que stipulé dans le décret.

XII. Jours de congé: Nul travail n'est permis les jours de congé suivants:

Le jour de Noël, le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération) et la fête du Travail.

XIII. Horloge enregistreuses: Tout employeur doit avoir dans son atelier une horloge enregistreuse sur laquelle tous les salariés enregistreront les heures de travail.

XIV. Mécaniciens "bonnaz": *Clause re/incompacité:* Des taux spéciaux peuvent être fixés pour les mécaniciens "bonnaz" qui ne peuvent pas travailler sur les machines à broder suivantes (alimentation universelle): point de chaîne, cordeur et ganseur et dont la production est inférieure à la moyenne.

XV. Vacances payées: A l'exception des cas ci-après désignés, tout salarié régi par le décret a droit:

a) Après un an d'emploi continu pour son employeur, à un congé annuel payé d'une durée minimum de sept jours consécutifs;

b) Si le salarié n'a pas terminé une année d'emploi continu pour le même employeur, à un congé annuel payé d'une durée minimum d'une demi-journée pour chaque mois de calendrier pendant lequel il était à l'emploi de son employeur.

Les conditions régissant lesdites vacances sont celles établies par l'Ordonnance numéro 3, révisée, de la Commission du Salaire minimum, et ses amendements.

XVI. Nonobstant toute disposition du présent décret, si, à quelque moment que ce soit, un ou plusieurs employeurs régis par le présent décret négocient un contrat accordant à leurs salariés des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le décret, lesdits salariés ont droit de recevoir tels compensations ou avantages.

XVII. Durée du décret: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1948. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration ou avant le 3 juillet de toute année subséquente.

A. MORISSET,
21344-o Greffier de Conseil Exécutif.

ator shall be increased in salary, as follows:

After forty-eight (48) months, a Bonnaz operator shall be examined as to competency and if granted competency card, he or she shall be entitled to the full scale for Bonnaz operators, as stipulated in the decree

XII. Holidays: No work is permitted on the following holidays:

Christmas Day, New Years' Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, July 1st, (Confederation Day), Labour Day.

XIII. Punch clock: Every employer shall maintain a punch or time clock in his factory on which all employees shall record their working hours.

XIV. Bonnaz operators: D ficiency clause: Special rates may be fixed for Bonnaz operators who cannot operate at least the following universal feed embroidery machines: the chainstitch, cording and braiding machines and whose work is under normal,

XV. Vacation with pay: Save as hereinafter set forth, any employee governed by the decree shall be entitled:

a) After one year of continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay, having a minimum duration of seven days; and

b) If he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay, having a minimum duration of as many half days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer.

The conditions governing said vacation shall be those set out in Ordinance No. 3, Revised of the Minimum Wage Commission, including amendments.

XVI. Notwithstanding any provision of the present decree, if at any time, one or several employers governed by the present decree enter into an agreement granting to their employees more extended compensation or benefits than those fixed by the decree, the said employees shall be entitled to receive such compensation or benefits.

XVII. Duration of the decree: The present decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and so remain until July 31, 1948. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30) days, before the date of its expiration or before July 31 of any subsequent year.

A. MORISSET,
21344-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF**

Numéro 98

Québec, le 29 janvier 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Victoriaville, Arthabaska et le village de Warwick et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Barbiers-Coiffeuses des Bois-francs, inc.

Et, D'AUTRE PART:

L'Association des Employés Barbiers-Coiffeurs et Coiffeuses de Victoriaville et District, pour les employeurs et les salariés des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 décembre 1947.

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de l'article 5 de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre ladite requête et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 décembre 1947.

I. Définition: Dans le présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "barbier" désigne toute personne qui coupe la barbe, tond, taille, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

b) Le mot "coiffeur" désigne toute personne qui:

1. exerce l'art d'arranger, de friser, d'onduler, de tresser, de griller, de coiffer, de teindre ou de décolorer les cheveux ou qui traite le cuir chevelu;

2. fait, transforme ou ajuste des perruques, des toupets; ou

3. au moyen de manipulation ou à l'aide de quelque appareil ou par l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes, poudres, huiles ou glaise, masse, nettoie, stimule,

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 98

Quebec, January 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING a collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the towns of Victoriaville, Arthabaska and the village of Warwick and the territory comprised in a radius of two (2) miles from their limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Barbiers-Coiffeuses des Bois-francs, Inc."

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Employés Barbiers-Coiffeurs et Coiffeuses de Victoriaville et District", for the employers and the employees of the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 13, 1947;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of section 5 of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS one objection has been made against the said request and it has been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of section 6 of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 13, 1947.

I. Definitions: In the present decree, the following words shall have the significance herein-after given to them:

a) The word "barber" includes any one who shaves, cuts, clips, fixes, trims and sings the hair, shampoos the head, gives massages, manicures and gives face, skin, hands, hair or scalp treatments.

b) The words "male or female hairdresser" include any one who:

1. trims, curls, waves, weaves, broils, dresses, dyes or discolors the hair or who gives scalp treatments;

2. makes, changes or adjust wigs, tufts of hair; or

3. by means of manipulation or with any device or by using cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, creams, powders, oils or clay, massages, cleans, stimulates, handles, embellishes or ar-

manie, met en mouvement, embellit ou traite de quelque façon semblable, le visage, le cou, les bras, les mains et les ongles.

c) Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, tel que défini aux paragraphes "a" et "b" du présent article.

d) Le mot "artisan" désigne toute personne qui pratique le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, seule et pour son propre bénéfice.

Note: Le barbier, le coiffeur ou la coiffeuse peuvent également donner des massages exclusivement faciaux.

e) Les mots "salon de barbier", "salon de coiffure", "salon de beauté" désignent tout endroit où l'on pratique les métiers de barbier, de coiffeur ou coiffeuse et tout endroit où l'on apprend lesdits métiers.

f) Les mots "ondulation permanents" désignent l'opération qui consiste à donner aux cheveux une "ondulation qui dure", qu'elle soit accompagnée ou non d'une ondulation à l'eau ou qu'elle soit donnée au moyen de manipulations, d'appareils électriques ou autres, ou par l'usage de crèmes, cosmétiques, poudres, lotions, toniques, antiseptiques, etc.

g) Le terme "électro-vapeur" désigne un genre d'ondulation permanente comportant l'opération du blocage de tête habituellement monté pour les coiffures communément appelées "permanentes" et la cuisson plus ou moins longue du cheveu avec la machine à "permanente".

ranges in any such manner, the face, neck, arms, hands and nails.

c) The word "apprentice" includes any one who learns the barber, male or female hairdresser trades, as defined in subsections "a" and "b" of the present section.

d) The word "artisan" include any one practising the barber or hairdresser trades, alone and for his own benefit.

Note: The barber, the male or female hairdresser may also give massages exclusively facial.

e) The words "barber shop", "hairdressing parlor", "beauty parlor" designate any place where the barber's and male or female hairdresser's trades are plied and any place where such trades are being learned.

f) The words "permanent wave" designate the operation performed for the purpose of giving the hair a "lasting wave", accompanied or not by a water wave, and whether it be given by means of manipulations, electrical devices or others, or through the use of creams, cosmetics, powders, lotions, tonics, antiseptics, etc.

g) The words "electro-vapour" designate a kind of permanent wave consisting of a head blocking operation generally done in the case of hair waves commonly called "permanent waves" and the more or less intense heating of the hair with the permanent wave machine.

II. Jurisdiction: a) Jurisdiction professionnelle: la juridiction professionnelle du décret s'applique à toutes les personnes qui exécutent une ou plusieurs des opérations définies dans l'article I du décret.

b) Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprend les villes de Victoriaville et d'Arthabaska, le village de Warwick et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

Cette juridiction est divisée en trois (3) zones de la façon suivante:

Zone I: La ville de Victoriaville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites.

Zone II: La ville d'Arthabaska et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites, excepté le territoire compris dans la zone I.

Zone III: Le village de Warwick et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites.

III. Taux de salaires: Le salaire minimum pour le temps régulier est le suivant:

a) Les barbiers et coiffeurs pour hommes et pour dames des zones I, II et III doivent recevoir une rémunération de vingt-cinq (\$25.00) dollars par semaine plus cinquante pour cent (50%) des recettes de leur travail excédant trente-deux (\$32.00) dollars au cours de la semaine.

b) Les coiffeuses pour dames des zones I, II et III détenant le certificat de coiffeuses qualifiées du Comité paritaire, doivent recevoir une rémunération hebdomadaire de quatorze (\$14.00) dollars plus vingt pour cent (20%) des recettes de leur travail excédant vingt-cinq (\$25.00) dollars au cours de la semaine, ou dix-huit (\$18.00) dollars sans pourcentage.

c) Tout salarié dont les services sont requis pour moins de cinq (5) jours durant une même semaine doit recevoir une rémunération basée sur le taux hebdomadaire de \$25.00; s'il travaille cinq (5) jours ou plus, il doit être rémunéré pour toute la semaine.

II. Jurisdiction: a) Professional jurisdiction: The professional jurisdiction of the decree shall apply to all persons performing one or more of the operations defined in sections I of the decree.

b) Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree shall include the towns of Victoriaville, and Arthabaska, the village of Warwick and the territory comprised in a radius of two (2) miles from their limits.

This jurisdiction is divided into three (3) zones as follows:

Zone I: The town of Victoriaville and the territory comprised in a radius of two (2) miles from its limits.

Zone II: The town of Arthabaska and the territory comprised in a radius of two (2) miles from its limits, excepting the territory comprised in Zone I.

Zone III: The village of Warwick and the territory comprised in a radius of two (2) miles from its limits.

III. Rates of wages: The minimum wages for regular time are as follows:

a) In zones I, II and III ladies' and men's barbers and male hairdressers shall receive a weekly remuneration of twenty-five dollars (\$25.00) plus 50% of all the receipts of their work exceeding thirty-two dollars (\$32.00) during the week.

b) Ladies' female hairdressers of zones - I, II and III holding a certificate from the Parity Committee as qualified female hairdressers shall receive a weekly remuneration of \$14.00 plus (20%) of all the receipts of their work exceeding twenty-five dollars (\$25.00) in the course of the week, or eighteen dollars (\$18.00) without percentage.

c) Any employee working less than five (5) days during the same week shall receive a remuneration based upon the weekly rate of \$25.00; if he works five (5) days or more, he shall be remunerated for the whole week.

Cette disposition s'applique également aux coiffeuses pour dames selon le taux hebdomadaire déterminé pour ce métier.

d) Si un ou des salariés logent chez l'employeur, ce dernier ne peut exiger de chacun d'eux plus de \$2.00 par semaine pour une chambre. Si un employeur nourrit un ou plusieurs de ses salariés, il ne peut exiger plus de \$5.00 par semaine de chacun d'eux ou, si tous les repas ne sont pas pris chez l'employeur, pas plus de \$0.25 par repas.

IV. Prix minima des services:

a) Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima pour les services ci-dessous mentionnés:

Zone I. Coiffeurs et coiffeuses pour dames:

Coupe de cheveux:	
Pour enfants	\$ 0.50
Pour adultes, au rasoir ou aux ciseaux	1.00
Effilage des cheveux	0.50
Ondulation permanente et toute coiffure requérant un blocage de "permanente", "électro-vapeur" ou autre sans mise en plis	4.00
Ondulation permanente "à froid"	12.00
Ondulation permanente sans machine "sachets chimiques"	5.50
Repeignage d'une coiffure avec ou sans fixatif	0.35
Manucure	0.75
Teinture des cheveux	5.00
Application additionnelle	1.50
Ondulation à l'eau	0.75
Ondulation au papier ou Komol	1.00
Flambage des cheveux	0.50
Shampooing	0.50
Massage facial	1.00
Massage du cuir chevelu au tonique	0.35
Décoloration	4.00
Application additionnelle	2.00
Décapage (enlèvement de teinture)	4.00
Application additionnelle	2.00
Épilation des sourcils	0.35
Fixatif (laque)	0.25
Traitement à l'huile (Kerelac)	1.00
Traitement à l'huile	1.50
Rinçage	0.35
Ondulation permanente pour enfants	4.00

Zone I. Barbiers et coiffeurs pour hommes:

Coupe de cheveux:	
Pour enfants de moins de 15 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.30
vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.50
Pour adultes:	
lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.45
vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.50
Barbe	0.25
Flambage de cheveux	0.25
Shampooing	0.50
Massage	\$0.50 à 1.00
Massage du cuir chevelu au tonique	0.25
Lotion	0.25
Massage-lotion	0.25
Tonique	0.25
Aiguisage de rasoir	0.40
Rasage du cou	0.10

Coupe de cheveux dite "à la brosse" — \$0.10 de plus que les taux minima fixés pour la coupe de cheveux d'enfants ou d'adultes.

Zone II. Coiffeurs et coiffeuses pour dames:

Coupe de cheveux:	
Pour enfants	0.50

This provision also applies to ladies' female hairdressers according to the weekly rate determined for that trade.

d) When the employee or employees room at the employer's, the latter shall not charge more than \$2.00 per week for one room.

When the employer boards one or more of his employees, he shall not charge more than \$5.00 per week, per employee; a maximum of \$0.25 per meal shall be charged when all meals are not taken at the employer's.

IV. Minimum prices of services: a) The professional employers, the artisans and the employees shall charge to the clients the following minimum prices for the services hereafter mentioned:

Zone I. Ladies' male and female hairdressers:

Haircut:	
Children	\$ 0.50
Adults—with razor or scissors	1.00
Tapering of the hair	0.50
Permanent wave and any hairdressing which requires a permanent wave, electro-vapour or other blocking, without water wave	4.00
Permanent wave, cold process	12.00
Permanent wave, no machine, chemical pads	5.50
Recombing of a hairdressing with or without fixature	0.35
Manicure	0.75
Dyeing of the hair	5.00
Additional application	1.50
Water wave	0.75
Paper or Komol wave	1.00
Singeing of the hair	0.50
Shampoo	0.50
Facial	1.00
Tonic scalp massage	0.35
Bleaching	4.00
Additional application	2.00
Dye removing	4.00
Additional application	2.00
Plucking of eyebrows	0.35
Fixature (lacquer)	0.25
Oil treatment (Kerelac)	1.00
Oil treatment	1.50
Rinsing	0.35
Permanent wave—Children	4.00

Zone I. Barbers and men's hairdressers:

Haircut:	
Children under 15 years of age: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.30
Friday, Saturday and holiday eves.	0.50
Adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.45
Friday, Saturday and Holiday eves.	0.50
Shave	0.25
Singeing of the hair	0.25
Shampoo	0.50
Massage	\$0.50 to 1.00
Tonic scalp treatment	0.25
Lotion	0.25
Massage-lotion	0.25
Tonic	0.25
Razor honing	0.40
Neck shave	0.10

Brush cut—an amount of \$0.10 shall be added to the minimum prices for a children's or men's haircut.

Zone II. Ladies male and female hairdressers:

Haircut:	
Children	0.50

Pour adultes, au rasoir ou aux ciseaux	1.00	Adults—with razor or scissors.	1.00
Éfilage des cheveux.	0.50	Tapering of the hair.	0.50
Ondulation permanente et toute coiffure requérant un blocage de "permanen- te" "électro-vapeur" ou autre sans mise en plis.	4.00	Permanent wave and any hairdressing which requires a permanent wave, electro-vapour or other blocking with- out water wave.	4.00
Ondulation permanente pour enfants . .	4.00	Permanent wave—children	4.00
Ondulation permanente "à froid"	12.00	Permanent wave—cold process.	12.00
Ondulation permanente sans machine, "sachets chimiques".	5.50	Permanent wave no machine, "chemical pads".	5.50
Repeignage d'une coiffure avec ou sans fixatif.	0.35	Recombing of a hairdressing with or without fixative.	0.35
Manucure.	0.75	Manicure.	0.75
Teinture des cheveux.	5.00	Dyeing of the hair.	5.00
Application additionnelle.	1.50	Additional application.	1.50
Ondulation à l'eau.	0.75	Water wave.	0.75
Ondulation au papier ou Komol.	1.00	Paper or Komol wave.	1.00
Flambage des cheveux.	0.50	Singeing of the hair.	0.50
Shampooing.	0.50	Shampoo.	0.50
Massage facial.	1.00	Facial.	1.00
Massage du cuir chevelu au tonique. . .	0.35	Tonic scalp treatment.	0.35
Décoloration.	4.00	Bleaching.	4.00
Application additionnelle.	2.00	Additional application.	2.00
Décapage (enlèvement de teinture. . .	4.00	Dye removing.	4.00
Application additionnelle.	2.00	Additional application.	2.00
Épilation des sourcils.	0.35	Plucking of eyebrows.	0.35
Fixatif (laque).	0.25	Fixative (lacquer).	0.25
Traitement à l'huile (Kerelac).	1.00	Oil treatment (Kerelac).	1.00
Traitement à l'huile.	1.50	Oil treatment.	1.50
Rinçage.	0.35	Rinsing.	0.35

Zone II. Barbiers et coiffeurs pour hommes:

Coupe de cheveux:

Pour enfants de moins de 15 ans:

lundi, mardi, mercredi, jeudi et

vendredi.

0.30

samedi et veilles de fêtes chômées. .

0.40

Pour adultes:

lundi, mardi, mercredi, jeudi, ven-

dredi, samedi et veilles de fêtes

chômées.

0.40

Barbe.

0.25

Shampooing.

0.40

Massage. 0.40 à

0.50

Flambage des cheveux.

0.15

Massage du cuir chevelu au tonique . .

0.25

Lotion.

0.25

Massage-lotion.

0.25

Tonique.

0.25

Aiguillage de rasoir.

0.40

Rasage du cou.

0.10

Fix-em.

0.15

Coupe de cheveux dite "à la brosse" —

\$0.10 de plus que les taux minima ordi-
naires fixés pour la coupe des che-
veux.

Zone III. Coiffeurs et coiffeuses pour dames:

Coupe de cheveux:

Pour enfants.

0.25

Pour adultes, au rasoir ou aux ci-
seaux.

0.50

Éfilage des cheveux.

0.50

Ondulation permanente et toute coiffure

requérant un blocage de "permanen-

te", "électro-vapeur" ou autre.

4.00

Ondulation permanente "à froid". . . .

10.00

Ondulation permanente sans machine,
"sachets chimiques".

4.50

Repeignage d'une coiffure sans fixatif. .

0.25

Repeignage d'une coiffure avec fixatif

(laque).

0.40

Manucure.

0.75

Teinture des cheveux.

5.00

Application additionnelle.

1.50

Zone II. Men's barbers and hairdressers:

Haircut:

Children under 15 years of age: Mon-

day, Tuesday, Wednesday, Thurs-

day and Friday.

0.30

Saturday and holiday eves.

0.40

Adults:

Monday, Tuesday, Wednesday,

Thursday, Friday, Saturday and

Holiday eves.

0.40

Shave.

0.25

Shampoo.

0.40

Massage. 0.40 to

0.50

Singeing of the hair.

0.15

Tonic scalp treatment.

0.25

Lotion.

0.25

Massage-lotion.

0.25

Tonic.

0.25

Razor honing.

0.40

Neck shave.

0.10

Fix-em.

0.15

Brush cut—an amount of \$0.10 shall be
added to the ordinary minimum prices
for a haircut.

Zone III. Ladies' male and female
hairdresser:

Haircut:

Children.

0.25

Adults—with razor or scissors.

0.50

Tapering of the hair.

0.50

Permanent wave and any hairdressing

which requires a permanent wave

electro-vapour or other blocking. . . .

4.00

Permanent wave, cold process.

10.00

Permanent wave—no machine, "chemi-
cal pads".

4.50

Recombing of a hairdressing without

fixative.

0.25

Recombing of a hairdressing with fixa-

ture (lacquer).

0.40

Manicure.

0.75

Dyeing of the hair.

5.00

Additional application.

1.50

Ondulation à l'eau	0.75	Water wave	0.75
Ondulation au papier ou Komol	1.00	Paper or Komol wave	1.00
Flambage des cheveux	0.50	Singeing of the hair	0.50
Shampooing	0.35	Shampoo	0.35
Massage facial	1.00	Facial	1.00
Massage du cuir chevelu au tonique	0.35	Tonic scalp treatment	0.35
Décoloration	4.00	Bleaching	4.00
Application additionnelle	2.00	Additional application	2.00
Décapage (enlèvement de teinture)	4.00	Removing of dye	4.00
Application additionnelle	2.00	Additional application	2.00
Épilation des sourcils	0.35	Plucking of eyebrows	0.35
Fixatif (laque)	0.15	Fixature (lacquer)	0.15
Traitement à l'huile	1.00	Oil treatment	1.00
Rinçage	0.15	Rinsing	0.15

Zone III. Barbiers:

Coupe de cheveux:

Pour enfants de moins de 15 ans:

lundi, mardi, mercredi et jeudi 0.25 |

vendredi, samedi et veilles de fêtes |

chômées 0.45 |

Pour adultes:

lundi, mardi, mercredi et jeudi 0.40 |

vendredi, samedi et veilles de fêtes |

chômées 0.45 |

Barbe 0.20 |

Flambage des cheveux 0.20 |

Shampooing 0.35 |

Massage facial 0.35 à 1.00 |

Massage du cuir chevelu au tonique 0.20 |

Lotion 0.20 |

Massage-lotion 0.25 |

Tonique 0.20 |

Aiguillage de rasoir 0.25 |

Zone III. Barbers:

Haircut:

Children under 15 year of age: Mon-

day, Tuesday, Wednesday, Thurs-

day 0.25 |

Friday, Saturday and holiday eves. 0.45 |

Adults:

Monday, Tuesday, Wednesday, |

Thursday 0.40 |

Friday, Saturday and holiday eves. 0.45 |

Shave 0.20 |

Singeing of the hair 0.20 |

Shampoo 0.35 |

Facial 0.35 to 1.00 |

Tonic scalp treatment 0.20 |

Lotion 0.20 |

Massage-lotion 0.25 |

Tonic 0.20 |

Razor honing 0.25 |

b) Toute entente ayant pour effet de diminuer les taux mentionnés ci-dessus, soit à l'heure, soit au contrat est nulle.

c) Cependant, un barbier peut conclure un contrat particulier avec une communauté religieuse ou un sanatorium à des taux inférieurs à ceux stipulés dans le décret, à condition que ce travail s'accomplisse aux heures régulières de travail stipulées à l'article V et cela dans les communautés et au sanatorium même, mais jamais au salon de barbier.

d) Aucun objet d'une valeur quelconque pouvant servir à abaisser les taux énumérés ci-dessus ne peut être donné au client.

e) Aucun employeur n'a le droit de réduire les salaires des salariés recevant plus que les salaires minima prévus à l'article III du décret, lors de la date de son entrée en vigueur.

f) Il est interdit à tout artisan ou employeur-barbier-coiffeur de louer ou sous-louer une ou des chaises, du matériel ou un espace dans un salon de barbier, de coiffure ou de beauté, pour l'exercice du métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse.

g) Il est interdit de charger des taux inférieurs aux taux minima stipulés dans les présentes pour chaque zone. Il est également interdit de faire paraître, afficher, annoncer ou publier de quelque manière de tels taux inférieurs.

V. *Durée du travail:* a) Pour les fins du décret, la durée des heures de travail est répartie de la façon ci-dessous décrite et tout travail, rémunéré ou non, exécuté en dehors de ces heures, exception faite pour les cas prévus plus bas, constitue une dérogation au décret.

Zone I. Coiffeurs et coiffeuses pour dames:

Le lundi, de 1.00 p.m. à 10.00 p.m.

Le mardi, de 9.00 a.m. à 7.00 p.m. précises.

Du 15 avril au 15 juillet et durant les semaines de Noël et du Jour de l'An les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

b) Any agreement for the purpose of reducing the rates hereinabove mentioned either on an hourly or contract basis shall be void.

c) However, a private contract may be entered into between a barber and religious institutions or a sanatorium stipulating lower rates than those provided for in the present decree, provided such work is performed during the regular working hours mentioned in section V and inside such institutions or sanatorium and never in a barber shop.

d) No object of any value whatsoever, with a view to reduce the above rates, may be given to a customer.

e) No employer shall have the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum wages provided for in section III of the present decree, at the time of its coming into force.

f) No barber or hairdresser, whether an artisan or an employer, shall let or sub-let one or more chairs, material or a space in a barber, hairdressing or beauty parlor for the plying of the barber or hairdresser trades.

g) No one may charge rates lower than the minimum ones stipulated herein for each zone; it is also prohibited to publish, post or advertise in any way such lower rates.

V. *Duration of work:* a) For the purposes of the decree, the duration of the working hours is divided in the manner hereunder described and all work, remunerated or not, performed outside these hours, with the exceptions hereunder provided for, constitutes a violation of the decree.

Zone I: Ladies' male and female hairdresser:

Monday, from 1.00 p.m. to 10.00 p.m.

Tuesday, from 9.00 a.m. to 7.00 p.m. sharp.

From April 15 to July 15 and during the Christmas and New Years' Day weeks, the working hours are from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Le mercredi, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le jeudi, de 9.00 a.m. à 7.00 p.m. précises.
Du 15 avril au 15 juillet et durant les semaines de Noël et du Jour de l'An les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le vendredi, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le samedi, de 8.30 a.m. à 6.00 p.m. précises.
Du 15 juillet au 15 septembre les heures de travail sont de 8.30 a.m. à 1.00 p.m. précise.

Les veilles de fêtes chômées, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Aucun travail à domicile ne doit être exécuté en dehors des heures ci-haut mentionnées.

Zone I. Barbiers et coiffeurs pour hommes:
Le lundi, de 8.00 a.m. à midi.
Le mardi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.
Le mercredi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.
Le jeudi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.
Le vendredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Le samedi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Les veilles de fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Note: Le travail sur un client ne doit pas être commencé après 6.00 p.m. le samedi.

Zone II. Coiffeurs et coiffeuses pour dames:
Le lundi, de 1.00 p.m. à 10.00 p.m.
Le mardi, de 9.00 a.m. à 7.00 p.m. précises.
Du 15 avril au 15 juillet et durant les semaines de Noël et du Jour de l'An les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le mercredi, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le jeudi, de 9.00 a.m. à 7.00 p.m. précises.
Du 15 avril au 15 juillet et durant les semaines de Noël et du Jour de l'An les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le vendredi, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le samedi, de 8.30 a.m. à 6.00 p.m. précises.
Du 15 juillet au 15 septembre les heures de travail sont de 8.30 a.m. à 1.00 p.m. précise.

Les veilles de fêtes chômées le travail se termine à 10.00 p.m.

Aucun travail à domicile ne doit être exécuté en dehors des heures ci-haut mentionnées.

Zone II. Barbiers et coiffeurs pour hommes:
Le lundi, de 8.00 a.m. à midi.
Le mardi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.
Le mercredi, de 8.00 a.m. à 7.30 p.m.
Le jeudi, de 8.00 a.m. à 7.30 p.m.
Le vendredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Le samedi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Les veilles de fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Zone III. Coiffeurs et coiffeuses pour dames:
Le lundi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le mardi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le mercredi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le jeudi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le vendredi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le samedi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. précises.
Les veilles de fêtes chômées, de 8.00 à 10.00 p.m.

Zone III. Barbiers et coiffeurs pour hommes:
Le lundi, de 8.00 a.m. à 1.00 p.m.
Le mardi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Le mercredi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Le jeudi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Le vendredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Le samedi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Les veilles de fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

b) Pendant ces journées de travail, les salariés doivent avoir une heure pour le repas du midi ainsi qu'une heure pour le repas du soir les jours où le travail se termine plus tard que 7.00 p.m.

c) Tout travail est interdit les dimanches et les jours de fêtes suivantes: le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Imma-

Wednesday, from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.
Thursday, from 9.00 a.m. to 7.00 p.m. sharp.
From April 15 to July 15 and during the Christmas and New Year's Day weeks, the working hours are from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Friday, from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.
Saturday, from 8.30 a.m. to 6.00 p.m. sharp.
From July 15 to September 15, the working hours are from 8.30 a.m. to 1.00 p.m. sharp.

Holiday eves, from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

No home work may be done outside the hours hereabove mentioned.

Zone I: Men's barbers and hairdressers:
Monday, from 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
Tuesday, from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.
Wednesday, from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.
Thursday, from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.
Friday, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Saturday, from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Holiday eves, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Note: Work on a client shall not be started after 6.00 p.m. on Saturday.

Zone II: Ladies' male and female hairdressers
Monday, from 1.00 p.m. to 10.00 p.m.
Tuesday, from 9.00 a.m. to 7.00 p.m. sharp.
From April 15 to July 15, and during the Christmas and New Year's Day weeks the working hours are from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Wednesday, from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.
Thursday, from 9.00 a.m. to 7.00 p.m. sharp
From April 15 to July 15 and during the Christmas and New Year's Day weeks the working hours are from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Friday, from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.
Saturday, from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. sharp.
From July 15 to September 15 the working hours are from 8.30 a.m. to 1.00 p.m. sharp.

Holiday eves, work shall cease at 10.00 p.m.

No home work may be performed outside the hours hereabove mentioned.

Zone II: Barbers and men's hairdressers:
Monday, from 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
Tuesday, from 8.00 a.m. to 7.30 p.m.
Wednesday, from 8.00 a.m. to 7.30 p.m.
Thursday, from 8.00 a.m. to 7.30 p.m.
Friday, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Saturday, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Holiday eves, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zone III: Ladies' male and female hairdressers:
Monday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Tuesday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Wednesday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Thursday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Friday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Saturday, from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. sharp.
Holiday eves, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Zone III: Barbers and men's hairdressers:
Monday, from 8.00 a.m. to 1.00 p.m.
Tuesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Wednesday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Thursday, from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Friday, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Saturday, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Holiday eves, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

b) During these working days, the employees shall have one hour off for the noon meal, and another hour for the evening meal when work ceases after 7.00 p.m.

c) No work shall be performed on Sunday and the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saint's Day,

culée Conception, le jour de Noël, le jour de la Saint-Jean-Baptiste et la fête du Travail.

d) Dans le cas de mariage, il est permis de fournir des services en n'importe quel temps.

e) Dans le cas de mortalité, il est permis de fournir des services en n'importe quel temps aux membres de la famille du défunt: époux, épouse, père, mère, frères, sœurs.

Réserve: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure ou de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175) aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

VI. *Apprentissage: Barbiers, coiffeurs et coiffeuses:* a) Aucun apprenti ne peut commencer son apprentissage avant seize (16) ans révolus ni après vingt-huit ans révolus. Il doit avoir terminé au moins sa cinquième année du cours élémentaire.

b) Dans aucun salon, il ne doit y avoir plus de deux (2) apprentis.

c) Le patron doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations des métiers afin d'en faire un ouvrier compétent.

d) L'apprentissage comporte un stage de deux ans dans un salon de beauté, de coiffure ou de barbier. Toutefois, le temps consacré à l'étude dans une école reconnue par le Comité paritaire et couronné par l'obtention d'un diplôme doit être crédité au compte de l'apprenti.

Après cette période de deux ans, l'apprenti doit se présenter au Bureau des examinateurs du Comité paritaire pour passer ses examens dans le but d'obtenir son certificat de qualification de compagnon.

Au cas d'insuccès, le candidat a droit à deux (2) reprises d'examen par intervalle de six (6) mois; s'il subit de nouveaux échecs, il est définitivement éliminé.

e) L'apprentissage comporte un cours spécial d'hygiène de six (6) mois.

f) Dans l'intérêt de la profession, le Comité paritaire peut reconnaître une école de barbier ou de coiffure. Toutefois, aucune école de coiffure ou de barbier ne peut fonctionner conjointement, de pair ou de concert avec un salon de coiffure ou de barbier ou un commerce d'accessoires de coiffure ou de barbier.

g) Aucun employeur ou autre personne ne peut prendre ou garder un apprenti à son emploi dans la juridiction territoriale du décret si, préalablement, il n'a pas passé un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs, par devant le Comité paritaire.

h) Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, le patron doit inscrire dans un carnet *ad hoc* la date d'entrée et de sortie de son apprenti et il doit remettre à l'apprenti un duplicata de la date de son entrée et de sa sortie.

i) Aucune personne ne peut obtenir son certificat de qualification comme ouvrier qualifié, compagnon, artisan, commis ou employé, pour travailler seule, en équipe, ou en société, sans avoir au préalable satisfait au présent règlement d'apprentissage.

j) *Salaires des apprentis:* Le salaire hebdomadaire des apprentis est le suivant:

Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. John the Baptist Day and Labour Day.

d) In the case of a wedding, work may be performed at any time.

e) In case of mortality, services may be rendered at any time for the family of the deceased: husband, wife, father, mother, brothers, sisters.

Proviso:—Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of the working hours in barber shops and hairdressing or beauty parlors must not constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the regulations established by competent municipalities.

VI. *Apprenticeship: Barbers, male and female hairdressers:* a) No apprentice shall be accepted if under sixteen (16) or over twenty-eight (28) years of age. Apprentices must have completed at least the fifth year of the elementary course.

b) No parlor is entitled to more than two (2) apprentices.

c) The employer must gradually instruct his apprentice in the various operations of the trade in order that he or she may finally become a competent worker.

d) Apprenticeship comprises a term of two years in a barber, hairdresser or beauty parlor. However, the time spent studying in a school recognized by the Parity Committee and rewarded by the obtaining of a diploma shall be credited to the apprentice.

After such two-year period, the apprentice shall sit for his examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee in order to obtain his certificate of competency as journeyman.

In case of failure, the candidate is entitled to two (2) more attempts with interval of six (6) months; if he meets with further failures, he shall be definitely eliminated.

e) The apprenticeship necessitates a special hygiene course of six (6) months.

f) In the interest of the trade, the Parity Committee may recognize a barber or hairdressing school. However, no such school may operate jointly, on an equal footing or in conjunction with a barber or hairdressing parlor or a hairdressing or barber accessories concern.

g) No employer or other person is allowed to take or keep an apprentice in his employ, within the territorial jurisdiction of the decree if, previously, a contract of apprenticeship has not been entered into with such apprentice, his parents or guardians, before the Parity Committee.

h) In order to check the duration of the apprenticeship and the transfer of the apprentice from one parlor to another, the employer shall inscribe in a booklet *ad hoc* the date of the beginning and of the finishing of the employment of the apprentice. Moreover, the employer shall remit to the apprentice a duplicate of such dates.

i) No one may obtain his (or her) qualification card as skilled worker, journeyman, artisan, clerk or employee, to work alone, in shift or in partnership, without having previously complied with the present apprenticeship regulation.

j) *Wages of apprentices:* The weekly wages for apprentices shall be the following:

	Zones I, II et III		Zones I, II and III
Premier semestre	\$ 5.00	First six months	\$ 5.00
Deuxième semestre	7.50	Second six months	7.50

Troisième semestre. 10.00
Quatrième semestre. 12.50

k) Au cas où un employeur veut discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit (8) jours à son service, l'apprenti doit en donner avis au Comité paritaire au moins une semaine à l'avance.

VIII. *Vacances payées*: tout employeur assujéti au décret doit donner chaque année des vacances payées de six (6) jours ouvrables, à tout salarié ayant été au moins un an à son service.

Ces vacances doivent être prises dans la même semaine ou échelonnée sur deux semaines après entente entre l'employeur et le salarié.

La rémunération payable pour ces vacances doit être la moyenne des salaires hebdomadaires payés durant les trois mois précédant la période des dites vacances.

VIII. Dans chaque salon de barbier, de coiffure ou de beauté, propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui ne pratique pas le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, il doit y avoir comme gérant actif et permanent, un salarié porteur d'un certificat de compagnon barbier, coiffeur ou coiffeuse.

IX. *Durée du décret*: le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er décembre 1948.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er décembre de l'année 1948 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,

21358-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 100

—
Québec, le 29 janvier 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

—
CONCERNANT une convention collective de travail relative au métier d'horloger dans la région de Montréal.

—
ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes ci-après mentionnées, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Bijoutiers de la province de Québec, inc.,

Et, D'AUTRE PART:

Le Conseil Corporatif des Compagnons-Horlogers de Montréal, inc.,
pour les employeurs et les salariés du métier et de l'industrie visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 août 1947;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une

Third six months. 10.00
Four six months. 12.50

k) Should the employer desire to dispense with the services of an apprentice who has been more than eight (8) days in his employ, the apprentice must give notice thereof to the Parity Committee at least one week in advance.

VII. *Vacation with pay*: Every employer governed by the decree shall give each year, a vacation with pay consisting of six (6) working days to every employee who has been in his service for at least one year.

Such vacation is taken in the same week or divided into two weeks after agreement between the employer and the employee.

Remuneration for such vacation is based on the average of the weekly wages paid during the three months preceding the vacation period.

In every barber, hairdressing or beauty parlor owned by a company, an association, a corporation or a person not plying the barber or hairdresser (male and female) trade, there shall be, as active and permanent manager, an employee holding a journeyman's certificate, whether as barber, male hairdresser or female hairdresser.

IX. *Duration of the decree*: The present decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall so remain until December 1st, 1948.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), before December 1st of the year 1948 or any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,

21358-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—
Number 100

—
Quebec, January 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—
CONCERNING a collective labour agreement relating to the clockmaking trade in the district of Montreal.

—
WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties hereafter mentioned for the purposes of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Bijoutiers de la province de Québec, inc.",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Conseil Corporatif des Compagnons-Horlogers de Montréal, inc.",
for the employers and the employees of the trade and the industry concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 30, 1947;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and

importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les dispositions de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 août 1947.

I. Définitions: Pour les fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "horloger" désigne toute personne qui nettoie, ajuste, rend isochrone ou répare tout mécanisme, toute machine ou tout appareil qui marque les heures et le temps; ou qui ajuste, fabrique en tout ou en partie, répare ou remplace toutes pièces ou toutes autres parties de ces mécanismes, machines ou appareils.

b) Le terme "mécanisme, machine ou appareil qui marque les heures" désigne tout mécanisme, machine ou appareil qui marque les heures, les minutes ou les secondes au fur et à mesure que le temps s'écoule.

c) Le terme "établissement" désigne tout magasin, boutique, ou tout autre local quelconque où l'on exerce, exécute ou accepte à faire l'une ou l'autre des opérations définies au paragraphe "a" du présent article.

d) Le mot "employeur" désigne toute personne, société, association ou corporation qui emploie un ou des horlogers.

e) Le mot "artisan" désigne toute personne qui exerce elle-même le métier d'horloger pour son propre bénéfice.

f) Le terme "horloger-sénior" désigne toute personne qui a obtenu le minimum des points requis aux examens d'horloger devant le bureau des examinateurs du Comité paritaire et à qui un certificat de qualification comme tel a été décerné.

g) Le terme "horloger junior" désigne toute personne qui a obtenu le minimum des points requis aux examens d'horloger devant le bureau des examinateurs du Comité paritaire et à qui un certificat de qualification comme tel a été décerné.

h) Le terme "apprenti-horloger" désigne toute personne qui apprend le métier d'horloger.

i) Le terme "apprenti-élève" désigne toute personne qui suit un cours d'horlogerie dans une école établie en vertu des chapitres 63 et 64, Statuts refondus de Québec 1941, ou de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage.

j) Les termes "horloger-sénior surnuméraire" et "horloger-junior surnuméraire" désignent tout salarié qualifié embauché en plus du personnel régulier et dont la durée hebdomadaire de travail pour le même employeur est inférieure à celle déterminée par le présent décret.

II. Juridiction professionnelle: Le présent décret régit le métier d'horloger, tel que défini ci-dessus.

III. Juridiction territoriale: La juridiction territoriale du présent décret comprend l'île de

importance for the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS objections have been made against the said request and were submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 30, 1947.

I. Definitions: For the purposes of the present decree, the following words have the significance hereinafter given to them:

a) The word "clockmaker" means any person who does the cleaning, setting, isochronizing or repairing of any mechanism, instrument or device for indicating or measuring time and hours, or who sets, makes, in whole or part, repairs or replaces any part of such mechanisms, instruments and devices.

b) The words "mechanism, instrument and device indicating the hours" mean any mechanism, instrument and device indicating the hours, minutes or seconds as time goes on.

c) The word "establishment" means any store, shop or other place of business where any one of the operations described in subsection "a" of the present section are carried on, performed or accepted.

d) The word "employer" means any person partnership, association or corporation who employs one or more clockmakers.

e) The word "artisan" means any person who personally plies the clockmaking trade for his own benefit.

f) The words "senior clockmaker" mean any person who has obtained the minimum points required in the clockmaker's examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee and to whom a senior's certificate of competency has been granted.

g) The words "junior clockmaker" mean any person who has obtained the minimum points required in the clockmaker's examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee and to whom a junior's certificate of competency has been granted.

h) The words "apprentice-clockmaker" mean any person learning the clock-making trade.

i) The words "apprentice-student" mean any person attending an horology course in a school established under chapters 63 and 64, Revised Statutes of Québec 1941, or under the Apprenticeship Assistance Act.

j) The words "supernumerary-senior-clockmaker" and "supernumerary-junior-clockmaker" mean any employee hired in addition to the regular staff and whose weekly duration of labour for the same employer is shorter than that determined in the present decree.

II. Professional jurisdiction: The present decree governs the clockmaking trade as hereabove defined.

III. Territorial Jurisdiction: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the

Montréal, l'Île Jésus, le comté de Terrebonne, la cité de Joliette, le village de Saint-Félix-de-Valois, la ville de l'Assomption, les municipalités de village de Saint-Jacques-de-Montcalm, l'Annonciation, de Mont-Laurier et Ferme-Neuve.

Island of Montreal, Jesus Island, and the county of Terrebonne, the city of Joliette, the village of Saint-Félix de Valois, the town of L'Assomption, the village municipalities of Saint-Jacques de Montcalm, Mont-Laurier, L'Annonciation and Ferme-Neuve.

IV. *Heures de travail:* a) La durée régulière de travail des horlogers-séniors et des horlogers-juniors est de quarante-huit (48) heures par semaine; l'employeur peut exiger qu'un quart au plus de ce temps soit consacré, pour les fins de son commerce, à un travail autre que celui d'horloger.

IV. *Hours of work:* a) The regular duration of labour for senior-clockmakers and junior-clockmakers consists of forty-eight (48) hours per week; the employer may, for the benefit of his trade, require that a maximum of 25% of such period be spent on an occupation other than the clockmaker's.

b) Tout travail exécuté en plus des heures susdites est considéré comme du travail supplémentaire.

b) Any time worked in excess of the hours above mentioned is considered as overtime.

V. *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

V. *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages are as follows:

a) Pour chaque semaine de quarante-huit (48) heures de travail, les horlogers-séniors doivent recevoir au moins \$35.00 et les horlogers-juniors au moins \$25.00.

a) For each week of forty-eight (48) hours of work, senior-clockmakers shall receive at least \$35.00 and junior-clockmakers at least \$25.00.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au prorata du salaire reçu.

b) Overtime shall be paid for at the prorata of the wages received.

c) Le taux de salaire des horlogers-séniors surnuméraires est de \$1.00 de l'heure, et celui des horlogers-juniors surnuméraires est de \$0.75 de l'heure.

c) The minimum rate of wages for supernumerary-senior-clockmakers shall be \$1.00 per hour; for supernumerary-junior-clockmakers it shall be \$0.75 per hour.

VI. *Vacances payées:* Tout salarié assujéti au décret a droit chaque année, à une semaine de vacances payées d'avance, après une année complète de service pour le même employeur. L'employeur a le privilège de déterminer lui-même la période de telles vacances.

VI. *Paid vacations:* Employees governed by the present decree are entitled, each year, to a week's vacation, paid in advance, after a complete year of service for the same employer. The employer may himself set the date of the period during which vacations will be taken.

VII. *Apprentissage:* a) La durée de l'apprentissage est de cinq (5) années; l'apprenti doit se soumettre aux conditions suivantes:

VII. *Apprenticeship:* a) The apprenticeship period is one of five (5) years and the apprentice shall comply with the following conditions:

1. Avoir atteint seize (16) ans révolus et ne pas avoir plus de vingt-cinq (25) ans.

1. Be at least sixteen (16) years of age and not more than twenty-five (25).

2. Avoir un certificat d'études de neuvième année du cours primaire ou l'équivalent.

2. Hold a study certificate of the ninth year Primary Course or its equivalent.

3. S'enregistrer au Comité paritaire et obtenir un carnet d'apprenti, dans lequel doivent être inscrits ses états de service avec chaque employeur ou ses périodes de cours à l'école.

3. Register with the Parity Committee and obtain an apprentice booklet in which shall be inscribed the periods of employment by each employer or his course periods at the School.

b) Tout apprenti-horloger en stage dans un établissement doit se présenter au Bureau des Examineurs du Comité paritaire après chaque période de six mois, pour y subir un examen permettant de constater s'il fait les progrès nécessaires pour continuer les études supérieures. Telle obligation ne s'applique pas à l'apprenti-élève dans une école, mais ce dernier doit toutefois se présenter au Comité paritaire tous les six (6) mois pour faire vérifier ses périodes de cours.

b) Every apprentice clockmaker on probation in an establishment shall sit before the Board of Examiners after each period of six months for an examination which shows that the apprentice is or is not making the necessary progress to undertake higher studies. Such obligation does not apply to the student-apprentice in a school but the latter shall, however, have his course periods checked by the Parity Committee every six months.

c) Dans les trois (3) mois suivant l'expiration de son apprentissage, l'apprenti-horloger doit se présenter au Bureau des Examineurs du Comité paritaire pour subir le dixième (10ième) examen requis en vue d'obtenir un certificat d'horloger. Au cas d'insuccès, il doit se présenter à un examen dans les six (6) mois subséquents; au cas d'insuccès de ce dernier examen, son cas sera référé au Comité paritaire qui statuera.

c) During the three (3) months following the expiration of his apprenticeship, the apprentice-clockmaker shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for the tenth (10th) examination required for the obtaining of a clockmaker's certificate. In case of failure, he shall sit for another examination within the six (6) subsequent months; should he fail to succeed in this last examination, his case shall be referred to the Parity Committee for decision.

d) L'apprentissage dans une école d'horlogerie doit rencontrer les exigences suivantes:

d) The apprenticeship in an horology school shall comply with the following requirements:

1. L'apprenti-élève doit satisfaire aux exigences des alinéas 1, 2 et 3 du paragraphe "a" du présent article.

1. The apprentice-student shall comply with the requirements of paragraphs 1, 2 and 3 of subsection "a" of the present section;

2. L'enseignement doit être fait par une personne détenant un certificat d'horloger-sénior émis par le Comité paritaire, avec droit de s'adjoindre des professeurs agréés.

2. The teaching shall be done by a person holding a senior clockmaker's certificate issued by the Parity Committee; such person has the right to secure the help of approved (agregés) teachers;

3. Toutes les opérations faisant l'objet du décret doivent être enseignées.

3. All operations governed by the decree shall be taught;

4. L'apprenti, ayant fait un stage dans une école d'horlogerie et désirant continuer son apprentissage, doit se présenter au Bureau des Examineurs du Comité paritaire pour y subir un examen établissant son degré de connaissance. Le Comité paritaire, suivant le résultat de cet examen théorique et pratique, place l'apprenti au stage d'apprentissage équivalant à sa qualification.

e) Le nombre d'heures de travail pour un apprenti ne doit pas être moindre que quarante (40) par semaine et pas plus que quarante-huit (48). L'apprenti ne doit pas travailler comme surnuméraire.

f) Dans chaque établissement, il peut y avoir un apprenti quand il y a un horloger-sénior ou un horloger-junior, et deux apprentis quand il y a trois horlogers expérimentés, qu'ils soient horlogers-séniors ou horlogers-juniors. Il ne peut y avoir plus que deux apprentis dans le même établissement.

g) *Taux de salaires minima*: Les taux de salaire hebdomadaire des apprentis-horlogers pour quarante-huit (48) heures de travail sont les suivants:

1er semestre	\$ 8.00
2ième semestre	9.00
3ième semestre	10.00
4ième semestre	11.00
5ième semestre	12.00
6ième semestre	13.00
7ième semestre	14.00
8ième semestre	16.00
9ième semestre	18.00
10ième semestre	20.00

h) L'apprenti-horloger doit être employé exclusivement à l'étude de son métier durant au moins 75% de la durée du travail. Il ne peut durant toute la durée de son apprentissage, exécuter aucune des opérations définies au paragraphe "a" de l'article I du présent décret sans la surveillance immédiate d'un horloger-sénior ou d'un horloger-junior dans l'établissement où il exerce régulièrement son métier, à moins de permission écrite du Comité paritaire.

VIII. *Dispositions générales*: a) Toute rémunération doit être payée conformément aux dispositions du présent décret. Tout contrat, y compris celui à commission, est illégal, s'il établit des taux inférieurs aux minima spécifiés dans le présent décret.

b) L'horloger-sénior ou l'horloger-junior, régulièrement au service d'un employeur, ne peut exécuter aucun travail d'horlogerie, tel que défini au paragraphe "a" de l'article I du présent décret, dans un domicile privé, à moins que ce travail ne soit fait pour son employeur et avec l'autorisation écrite du Comité paritaire.

c) Tout individu, société, firme ou corporation, qui n'exerce pas le métier d'horloger, ou n'étant pas détenteur d'un certificat de qualification conformément à la Loi, tient ou opère un établissement où il exerce, exécute ou accepte pour la faire exécuter par contrat de louage d'ouvrage ou par contrat de louage de services, l'une des opérations définies au paragraphe "a" de l'article I du présent décret, et la fait ainsi exécuter, doit avoir à son emploi, en permanence dans cet établissement, au moins un horloger-sénior ou un horloger-junior possédant un certificat de qualification.

IX. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le

4. The apprentice who has attended an horology school and who wishes to continue his apprenticeship, shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for an examination to establish his degree of knowledge. The Parity Committee, according to the results of this theoretical and practical examination, places the apprentice at the stage of the apprenticeship equivalent to his qualification.

e) The number of working hours for an apprentice shall not be less than forty (40) per week and not more than forty-eight (48). The apprentice shall not work as supernumerary employee.

f) In each establishment, there may be one apprentice when there is one senior-clockmaker or one junior-clockmaker, and there may be two apprentices when there are three experienced clockmakers, whether the latter are senior-clockmakers or junior-clockmakers. There shall not be more than two (2) apprentices in the same establishment.

g) *Minimum rates of wages*: The weekly minimum rates of wages of the apprentice-clockmaker, for forty-eight (48) hours of work, shall be the following:

1st six months	\$ 8.00
2nd six months	9.00
3rd six months	10.00
4th six months	11.00
5th six months	12.00
6th six months	13.00
7th six months	14.00
8th six months	16.00
9th six months	18.00
10th six months	20.00

h) The apprentice-clockmaker shall be exclusively employed at the study of his trade during at least 75% of the duration of work. He shall not, for the entire duration of his apprenticeship, perform any of the operations defined in subsection "a" of section I of the present decree without the immediate direction of a senior or junior clockmaker, in the establishment where he regularly plies his trade, except with an authorization, in writing, from the Parity Committee.

VIII. *Special provisions*: a) All wages shall be paid pursuant to the provisions of the present decree. All contracts, including contracts on a commission basis, are illegal if they stipulate lower rates than those specified in the present decree.

b) A senior or junior clockmaker, regularly employed by an employer, shall not perform any clockmaking operation at home as defined in subsection "a" of section I of the present decree unless such work be carried out for his employer and with a written authorization of the Parity Committee.

c) Any individual, partnership, firm or corporation not plying the clockmaking trade or not holding a certificate of competency pursuant to the Act, but keeping or operating an establishment in which he carries on, performs or accepts, to have it done through a labour or services hiring contract, one of the operations defined in subsection "a" of section I of the present decree, and has it so performed, must employ, permanently, in such establishment, at least one senior or one junior, clockmaker holding a certificate of competency.

IX. At the time of the coming into force of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined

présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau Comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit Comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

X. Le présent décret abroge le décret numéro 2816, du 4 octobre 1943, et tous ses amendements.

XI. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période d'une (1) année à compter de cette date.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
21359-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 96

Québec, le 29 janvier 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "B"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et district.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 297 du 13 février 1947, soit prolongé jusqu'au 1er mai 1948, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,
21335-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 96

Québec, le 29 janvier 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire des Services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire des Services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 327 du 20 février 1947 (section "A") soit prolongé jusqu'au 1er avril 1948, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,
21336-o Greffier du Conseil Exécutif.

by the present decree, remains in office and administers the present decree until the formation of a new Committee. Such new Committee succeeds to and is vested with all the assets and rights of the former Committee; it also assumes all the liabilities of the said committee, under the said previous decree.

X. The present decree repeals the decree number 2816 of October 4, 1943, and all its amendments.

XI. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective for a period of one (1) year from that date.

It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to the date of its expiration. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
21359-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 96

Quebec, January 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "B"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District, authorized by a by-law approved by Order in Council number 297 of February 13, 1947, be extended until May 1, 1948, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,
21335-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 96

Quebec, January 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "C"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec, approved by Order in Council number 327 of February 20, 1947 (part "A") be extended until April 1, 1948, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,
21336-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—
Numéro 97
—

Québec, le 29 janvier 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "A"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux employés de garage dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 148 du 22 janvier 1947 et amendements, relatif aux employés de garage dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de dix (10) milles de leurs limites, soit prolongé de trois (3) mois à compter du 1er février 1948.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

21337-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—
Numéro 97
—

Québec, le 29 janvier 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "C"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux employés municipaux de la cité de Sherbrooke.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2861 du 19 juillet 1945 et amendements, relatif aux employés municipaux de la cité de Sherbrooke, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

21338-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—
Numéro 97
—

Québec, le 29 janvier 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "D"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux employés municipaux des services du gaz et de l'électricité de la cité de Sherbrooke.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2862 du 17 juillet 1946, relatif aux employés municipaux des services du gaz et de l'électricité de la cité de Sherbrooke, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

21339-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

—
Number 97
—

Quebec, January 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "A"

CONCERNING an extension of the decree relating to the garage employees in the Island of Montreal, Jesus Island and a radius of ten (10) miles from their limits.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 148 of January 22, 1947, and amendments, relating to garage employees in the Island of Montreal, Jesus Island and a radius of ten (10) miles from their limits, be extended for three (3) months from February 1, 1948.

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

21337-o

Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

—
Number 97
—

Quebec, January 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "C"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the municipal employees of the city of Sherbrooke.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 2861 of July 19, 1945, and amendments, relating to the municipal employees of the city of Sherbrooke, be annulled and repealed for all the purposes of the Law.

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

21338-o

Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

—
Number 97
—

Quebec, January 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "D"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the municipal employees of the gas and electrical services of the city of Sherbrooke.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 2862 of July 17, 1946, relating to the municipal employees of the gas and electrical services of the city of Sherbrooke, be annulled and repealed for all the purposes of the Law.

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

21339-o

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 97

Québec, le 29 janvier 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "E"

CONCERNANT une prolongation du décret relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'est de la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3824 du 12 octobre 1944 et amendements, relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'est de la province, soit prolongé jusqu'au 1er avril 1948;

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

21340-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 97

Quebec, January 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "E"

CONCERNING an extension of the decree relating to the charitable institutions, hospitals, homes and asylum in the eastern district of the Province.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 3824 of October 12, 1944, and amendments, relating to the charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the eastern district of the Province, be extended until April 1, 1948.

(Document "E" annexed to the Order)

A. MORISSET,

21340-o Clerk of the Executive Council.

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 6**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 6**

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Savaria vs Martin 540

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

96, section "B" — Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et district. 579
96, section "C" — Comité paritaire des services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec. 579
97, section "A" — Employés de garage dans les Iles de Montréal et Jésus. 580
97, section "C" — Employés municipaux de la cité de Sherbrooke. 580
97, section "D" — Employés municipaux des services du gaz et de l'électricité de la cité de Sherbrooke. 580
97, section "E" — Institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'Est de la Province. 581
98 — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Victoriaville, Arthabaska et le village de Warwick. 568
99 — Industrie de la broderie dans l'île de Montréal. 563
100 — Métier d'horloger dans la région de Montréal. 575

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

521 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 521

AVIS DIVERS:

Association des Employés de la Holtite Rubber de Drummondville (Formation) 540
La Caisse Populaire de St-Etienne de Lauzon (Foundation). 540
La Compagnie Paquet Limitée (Directeurs) 542
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-André d'Acton (Formation) 541

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Savaria vs Martin 540

ORDERS IN COUNCIL:

96, part "B" — Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District. 579
96, part "C" — Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec. 579
97, part "A" — Garage employees in Montreal and Jesus Islands. 580
97, part "C" — Municipal employees of the city of Sherbrooke. 580
97, part "D" — Municipal employees of the gas and electrical services of the city of Sherbrooke. 580
97, part "E" — Charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the Eastern District of the Province. 581
98 — Barber and hairdresser trades in the towns of Victoriaville, Arthabaska and the village of Warwick. 568
99 — Embroidery industry in the Island of Montreal. 563
100 — Clockmaking trade in the district of Montreal. 575

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés de la Holtite Rubber de Drummondville (Formation) 540
La Caisse Populaire de St-Etienne de Lauzon (Foundation). 540
La Compagnie Paquet Limitée (Directors) 542
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-André d'Acton (Formation) 541

Le Syndicat de l'U.C.C. de Vilbois (Formation).....	542
Le Syndicat National Catholique des -Travailleurs du Bois-Ouvré de Victoriaville (Formation).....	541
Notre-Dame-des-Monts, munic. de (Nom changé).....	541
P. E. Létourneau Inc. (Directeurs)....	540
St-Georges-Est, village de (Obtention de lettres patentes).....	541
Syndicat de Battage No 2, Rang de la Montagne (Fondation).....	541
The New Jersey Zinc Exploration Company Ltd. (Directeurs).....	542

CHARTRE — ABANDON DE:

La Compagnie Immobilière pour favoriser l'Agriculture.....	543
--	-----

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Amyot, Philippe <i>et al.</i>	548
Bertrand, Roland.....	548
Commission Métropolitaine de Montréal	545
Gignac, Arthur <i>et al.</i>	548
Granville, Réginald Gordon.....	545
Joliette, cité de.....	544
Lac St-Joseph Est, ville de.....	547
L'Assurance Vie Desjardins.....	544
La Survivance.....	546
Légaré, Marc.....	549
L'Institut des Auditeurs Publics Accrédités de Québec.....	543
L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur.....	549
Magog, ville de.....	549
Maher, Raymond.....	546
Morgulis, Isidore.....	543
Pointe-Claire, ville de.....	546
St-Eustache, village de.....	543
St-Georges, Bruno <i>et al.</i>	546
Succession Dame Emilie Blanchard.....	544
The Montreal Tent and Tarpaulin Company Limited.....	548

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-Edgar-sur-Cascapédia.....	550
--	-----

TERRES ET FORÊTS:

Pointe-aux-Trembles, paroisse de.....	550
---------------------------------------	-----

TRAVAIL:

Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec (Prélèvement).....	550
Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et district (Approbation de règlements).....	553
Comité paritaire du commerce de l'alimentation au détail à Québec (Prélèvement).....	552
Employés de garages de la cité de Sherbrooke (Modification).....	554

GREFFES DE NOTAIRES:

Dugas, J.-Armand, en faveur de.....	557
Guertin, Jean-Marie, en faveur de.....	557

Le Syndicat de l'U.C.C. de Vilbois (Formation).....	542
Le Syndicat National Catholique des -Travailleurs du Bois-Ouvré de Victoriaville (Formation).....	541
Notre-Dame-des-Monts, munic. of (Name changed).....	541
P. E. Létourneau Inc. (Directors)....	540
St-Georges-East, village of (Application for letters patent).....	541
Syndicat de Battage No 2, Rang de la Montagne (Foundation).....	541
The New Jersey Zinc Exploration Company Ltd. (Directors).....	542

CHARTER — SURRENDER OF:

La Compagnie Immobilière pour favoriser l'Agriculture.....	543
--	-----

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Amyot, Philippe <i>et al.</i>	548
Bertrand, Roland.....	548
The Montreal Metropolitan Commission	545
Gignac, Arthur <i>et al.</i>	548
Granville, Reginald Gordon.....	545
Joliette, city of.....	544
Lake St. Joseph East, town of.....	547
L'Assurance Vie Desjardins.....	544
La Survivance.....	546
Légaré, Marc.....	549
The Institute of Accredited Public Accountants of Quebec.....	543
L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur.....	549
Magog, town of.....	549
Maher, Raymond.....	546
Morgulis, Isidore.....	543
Pointe-Claire, town of.....	546
St-Eustache, village of.....	543
St-Georges, Bruno <i>et al.</i>	546
Estate of Dame Emilie Blanchard.....	544
The Montreal Tent and Tarpaulin Company Limited.....	548

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-Edgar-sur-Cascapédia.....	550
--	-----

LANDS AND FORESTS:

Pointe-aux-Trembles, parish of.....	550
-------------------------------------	-----

LABOUR:

Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec (Levy).....	550
Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District (Approval of by-laws).....	553
Retail Food Trade Parity Committee of Quebec (Levy).....	552
Garage employees of the city of Sherbrooke (Amendment).....	554

NOTARIAL RECORDS:

Dugas, J.-Armand, in favour of.....	557
Guertin, Jean-Marie, in favour of.....	557

LETTRES PATENTES:

Albert Giguère Ltée	522
Association de Citoyens pour Entretien des Chemins d'Hiver de St-Basile-le- Grand, Cté Chambly.	523
Avery — Fortin Ltée — Avery — For- tin Ltd.	523
Blondeau & Durand Inc.	523
B & G Sportswear Mfg. Co. Ltd.	524
Cameo Theatre Inc.	524
C. H. Malis Ltd.	524
Ciné Films of America Limited.	525
C. Mirault Ltée	525
Dave Gilman Inc.	525
Eastern Investors Limited.	526
Émile Como Tailleur Ltée	526
Fossils Club of Montreal, Inc.	526
Fur Products Inc.	527
Gailmar Interests Ltd.	527
Garage Côté, Hudon, Ltée.	527
Gérard Couture, Ltée	528
Gray Baird Veneer Company Ltd.	528
Houde & Bergeron Ltée	529
Howard Fur Corp.	529
Imported Fabrics Inc.	529
J. R. Castagner Inc.	530
Kruse Amusement Limited.	530
La Fédération des Chambres de Com- merce des Jeunes de la province de Québec — Federation of the Junior Chambers of Commerce of the Pro- vince of Quebec.	530
Léonard & Cie Ltée.	531
Les Chalets Chambly sur Richelieu Limitée.	531
Leslie Properties Inc.	531
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Drum- mondville Inc. — (O.T.J. de Drum- mondville Inc.).	532
Malina Inc.	532
Marchand & Hamel Automobile Ltée	533
Milton Furniture Co. Inc.	533
Nerom Enterprises Limited	533
New Palace Hotel Limited — Hôtel New Palace Limitée.	534
Northern Radio — Radio Nord Inc.	534
Phenix Distribution Inc.	534
Philip Polonsky Incorporated	535
Quebec Women's Institutes Incorporated	535
Roberta Lingerie Inc.	536
Service de Fromage Martel Inc.	536
Skyriders Ski Club Inc.	536
Sterling Embroidery Ltd.	537
Sylvia Shoe Limited.	537
The Heath Farm, Limited	537
The Kiwanis Club of Val d'Or-Bourla- maque Incorporated.	538
The St. Maurice Valley Agencies Limi- ted — Les Agences de la Vallée du St-Maurice Limitée	538
Touchette Taxis Limited	538
Victor Gérard Couturier Inc.	539
Weinstein's (Victoriaville) Inc.	539

NOMINATION:

Fournier, René	557
--------------------------	-----

PROCLAMATIONS:

Concernant l'érection de la paroisse de St-Ludger de Milot	558
Concernant l'extension de la juridiction de la Cour des Jeunes délinquants de Québec à la ville de Château d'Eau.	559

LETTERS PATENT:

Albert Giguère Ltée	522
Association de Citoyens pour Entretien des Chemins d'Hiver de St-Basile-le- Grand, Cté Chambly.	523
Avery — Fortin Ltée — Avery — For- tin Ltd.	523
Blondeau & Durand Inc.	523
B & G Sportswear Mfg. Co. Ltd.	524
Cameo Theatre Inc.	524
C. H. Malis Ltd.	524
Ciné Films of America Limited.	525
C. Mirault Ltée	525
Dave Gilman Inc.	525
Eastern Investors Limited	526
Émile Como Tailleur Ltée	526
Fossils Club of Montreal, Inc.	526
Fur Products Inc.	527
Gailmar Interests Ltd.	527
Garage Côté, Hudon, Ltée.	527
Gérard Couture, Ltée	528
Gray Baird Veneer Company Ltd.	528
Houde & Bergeron Ltée	529
Howard Fur Corp.	529
Imported Fabrics Inc.	529
J. R. Castagner Inc.	530
Kruse Amusement Limited.	530
La Fédération des Chambres de Com- merce des Jeunes de la province de Québec — Federation of the Junior Chambers of Commerce of the Pro- vince of Quebec.	530
Léonard & Cie Ltée.	531
Les Chalets Chambly sur Richelieu Limitée.	531
Leslie Properties Inc.	531
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Drum- mondville Inc. — (O.T.J. de Drum- mondville Inc.).	532
Malina Inc.	532
Marchand & Hamel Automobile Ltée	533
Milton Furniture Co. Inc.	533
Nerom Enterprises Limited	533
New Palace Hotel Limited — Hôtel New Palace Limitée.	534
Northern Radio — Radio Nord Inc.	534
Phenix Distribution Inc.	534
Philip Polonsky Incorporated	535
Quebec Women's Institutes Incorporated	535
Roberta Lingerie Inc.	536
Service de Fromage Martel Inc.	536
Skyriders Ski Club Inc.	536
Sterling Embroidery Ltd.	537
Sylvia Shoe Limited.	537
The Heath Farm, Limited	537
The Kiwanis Club of Val d'Or-Bourla- maque Incorporated.	538
The St. Maurice Valley Agencies Limi- ted — Les Agences de la Vallée du St-Maurice Limitée	538
Touchette Taxis Limited	538
Victor Gérard Couturier Inc.	539
Weinstein's (Victoriaville) Inc.	539

APPOINTMENT:

Fournier, René	557
--------------------------	-----

PROCLAMATIONS:

Concerning the erection of the parish of St-Ludger de Milot	558
Concerning the extension of the juris- diction of the Juvenile Delinquents' Court of Quebec to the town of Châ- teau d'Eau.	559

SIÈGES SOCIAUX:

Ciné Films of America Limited.....	560
Construction Quemont Inc.—Quemont Construction Inc..	561
Gray Baird Veneer Company Ltd.....	561
Howard Fur Corp..	561
J.-W. Picard Ltée.	560
Ritz Theatre Limited	560

SOUMISSIONS:

St-Pierre, ville de.....	561
--------------------------	-----

VENTE POUR TAXES:

Roberval, ville de.....	562
-------------------------	-----

VENTE PAR SHÉRIFS:

ROUYN-NORANDA:

Hill-Clark-Francis Limited vs Thornhill Gold Mines Limited.	562
--	-----

21360-o

HEAD OFFICES:

Ciné Films of America Limited.....	560
Construction Quemont Inc.—Quemont Construction Inc..	561
Gray Baird Veneer Company Ltd.	561
Howard Fur Corp..	560
J.-W. Picard Ltée.	560
Ritz Theatre Limited.....	560

TENDERS:

St-Pierre, town of.	561
-----------------------------	-----

SALE FOR TAXES:

Roberval, town of.....	562
------------------------	-----

SHERIFF'S SALE:

ROUYN-NORANDA:

Hill-Clark-Francis Limited vs Thornhill Gold Mines Limited.	562
--	-----

21360-o